98e ANNÉE
VOL. 98

N° 7
1085

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

22 FEV 1966

Québec, samedi 19 février 1966

Quebec, Saturday, February 19, 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday*** unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5, Mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

A. H. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Allan Harrow, marchand, 5575, avenue King George, Côte-St-Luc, Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, et Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « A. H. Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5597-65

Abitibi Asbestos Mining Company Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en Loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Montréal, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Arthur Quesnel, commis, Joseph Clifford Shaw, ingénieur des mines, tous deux de 1155, ouest, Dorchester, Montréal, et Norbert Martin, professeur de collège, 15483, Oakwood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Letters Patent

A. H. Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Harrow, merchant, 5575 King George Avenue, Côte-St-Luc, Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Wolfe M. Friedman, attorney, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "A. H. Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5597-6

Abitibi Asbestos Mining Company Limited (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorportting: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Montreal, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte-des-Neiges Road, Montreal, Arthur Quesnel, clerk, Joseph Clifford Shaw, mining engineer, both of 1155 Dorchester West, Montreal, and Norbert Martin, college professor, 15483 Oakwood, Pierrefonds, for the following purposes:

Exercer les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Abitibi Asbestos Mining Company Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5386-65

Académie des Gastronomes du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J.-Maurice Blais, médecin chirurgien, professeur à l'Université de Montréal, 137, boulevard Quinn, Longueuil, Dr Samuel Letendre, gynécologue, 1721, rue Lajoie, Outremont, Dr René Roux, médecin chirurgien, 3182, rue Kent, Montréal, et Mario Du Mesnil, avocat, 426, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la gastronomie, sous le nom de « Académie des Gastronomes du Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 137, boulevard Quinn, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 4989-65

Les Aigles d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Leborgne, représentant en pharmacie, 213, Levasseur ouest, Irénée Ruelland, gérant de magasin, 433, Bourrassa est, et Ghislain Fortin, livreur, rue Sacré-Coeur, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Former et exploiter une équipe de hockey, sous le nom de « Les Aigles d'Alma inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5249-65

Airesearch Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: George J. Miechowsky, ingénieur, 5793, avenue Trinity, Côte-St-Luc, Harold S. Freeman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4578, avenue Wilson, Montréal, Ethel Gasoi, secrétaire, épouse séparée de biens d'Oscar Bennett, 5962, avenue Westbury, Montréal, et Jeannine Lemieux, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Tellier, 1093, 4e avenue Verdun, pour les objets suivants:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Abitibi Asbestos Mining Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5386-65

Académie des Gastronomes du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. J.-Maurice Blais, surgeon-doctor, professor at Montreal University, 137 Quinn Boulevard, Longueuil, Dr. Samuel Letendre, gynaecologist, 1721 Lajoie Street, Outremont, Dr. René Roux, surgeon-doctor, 3182 Kent Street, Montreal, and Mario Du Mesnil, lawyer, 426 Marie-Victorin Boulevard, Boucherville, for the following purposes:

To group into an association those interested in gastronomy, under the name of "Académie des Gastronomes du Québec".

The amount to which are limited the annual revenues of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at 137, Quinn Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 4989-65

Les Aigles d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bernard Leborgne, pharmacie representative, 213 Levasseur West, Irénée Ruelland, store manager, 433 Bourrassa East, and Ghislain Fortin, delivery-man, Sacré-Coeur Street, all three of Alma, for the following purposes:

To form and operate a hockey team, under the name of "Les Aigles d'Alma inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $20,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5249-65

Airesearch Equipment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George J. Miechowsky, engineer, 5793 Trinity Avenue, Côte-St-Luc, Harold S. Freeman, advocate and Queen's Counsel, 4578 Wilson Avenue, Montreal, Ethel Gasoi, secretary, wife separate as to property of Oscar Bennett, 5962 Westbury Avenue, Montreal, and Jeannine Lemieux, secretary, wife separate as to property of Fernand Tellier, 1093, 4th Avenue, Verdun, for the following purposes:

Manufacturer toutes sortes d'appareils et accessoires de chauffage et en faire le commerce sous le nom de « Airesearch Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5737-65

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances and apparatus, under the name of "Airesearch Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5737-65

Algar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Algar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune, 270 actions catégorie « A » de $100 chacune et 10,000 actions catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1245 ouest, rue Sherbrooke, suite 1740, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5614-65

Algar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Algar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each, 270 class "A" shares of $100 each and 10,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 1245 Sherbrooke Street West, Room 1740, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5614-65

Alimentation Jos Simard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Joseph Simard, épicier-boucher, 1600, 4e Avenue, Québec, Eddy Simard, épicier-boucher, 6985, 8e Avenue, Charlesbourg, et Jean Lelièvre, comptable, 3333, des Quatre-Saisons, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme charcutiers, bouchers et épiciers, sous le nom de « Alimentation Jos Simard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, 4e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5507-65

Alimentation Jos Simard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Simard, grocer-butcher, 1600, 4th Avenue, Quebec, Eddy Simard, grocer-butcher, 6985, 8th Ave., Charlesbourg, and Jean Lelièvre, accountant, 3333 des Quatre-Saisons, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as pork-butchers, butchers and grocers, under the name of "Alimentation Jos Simard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1600, 4th Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5507-65

Alliance Finance Corporation of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, tous quatre avocats, de Montréal, Jacques Vaillancourt, avocat, 107, de Picardie, Préville, Claude-E. Leduc, avocat, 105, avenue Beverley, Mont Royal, et Jean Lefrançois, avocat, 191, Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance, sous le nom de « Alliance Finance Corporation of Canada Ltd. », avec un capital total de

Alliance Finance Corporation of Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Avenue, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, all four advocates of Montreal, Jacques Vaillancourt, advocate, 107 de Picardie, Préville, Claude-E. Leduc, advocate, 105 Beverley Avenue, Mount-Royal, and Jean Lefrançois, advocate, 191 Maplewood, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Alliance Finance Corporation of Canada Ltd.", with a total capital stock

$1,000,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 99-66

Alouette Nettoyeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Gérard Petel, teinturier, 333, Laurier est, Montréal, Robert Labranche, constable, Aline Demers, femme d'affaires, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Labranche, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5543, rue Laurendeau, Montréal, Louis Beaudoin, comptable, 8815, 14e avenue, St-Michel, et Jeanne Gingras, rentière, veuve non remariée de feu Roland Demers, 885, Charles-Guimond, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Alouette Nettoyeur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5520, rue Laurendeau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5145-65

Antigo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Ralph Hibbard, 3445, avenue Glenco, Mont Royal, Paul D. Steiner, 4272, Ferncrest, Pierrefonds, et Peter Laniak, 7204, avenue N. Gaudais, St-Léonard, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et en faire le commerce, sous le nom de « Antigo Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5705-65

L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Dufour, avocat, Bernard Landry, notaire, Paul-Émile Tremblay, notaire, Jean-Baptiste Carré, secrétaire, Jacqueline Dallaire, secrétaire, fille majeure, Lisette Harvey, secrétaire, fille majeure, tous six de La Malbaie, et Lina Brisson, secrétaire, fille majeure, Cap-à-l'Aigle, pour les objets suivants:

of $1,000,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 99-66

Alouette Nettoyeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Petel, dyer, 333 Laurier East, Montreal, Robert Labranche, policeman, Aline Demers, businesswoman, wife contractually separate as to property of the said Robert Labranche, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5543 Laurendeau Street, Montreal, Louis Beaudoin, accountant, 8815, 14th Avenue, St-Michel, and Jeanne Gingras, annuitant, widow not remarried of the late Roland Demers, 885 Charles-Guimond, Boucherville, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, under the name of "Alouette Nettoyeur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5520 Laurendeau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5145-65

Antigo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ralph Hibbard, 3445 Glencoe Avenue, Mount Royal, Paul D. Steiner, 4272 Ferncrest, Pierrefonds, and Peter Laniak, 7204 N. Gaudias Avenue, St-Léonard, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Antigo Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 80,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5705-65

L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marc Dufour, advocate, Bernard Landry, notary, Paul-Émile Tremblay, notary, Jean-Baptiste Carré, secretary, Jacqueline Dallaire, secretary, fille majeure, Lisette Harvey, secretary, fille majeure, all six of La Malbaie, and Lina Brisson secretary, fille majeure, Cap-à-l'Aigle, for the following purposes:

Grouper en association les propriétaires d'abattoirs de volailles du Québec, sous le nom de « L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels deseeiens immoeiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5769-65

To group into association the owners of fowls slaughter-houses of Quebec, under the name of "L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5769-65

Atelier Cadieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, 193, boulevard Beaconsfiled, Beaconsfield, Bernard Taillefer, avocat, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, et André Brunet, avocat, 3565, rue Lagarde, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entretien d'articles de quincaillerie, d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Atelier Cadieux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11934, Albert-Duquesne, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5691-65

Atelier Cadieux inc.

Notice is given that under Part I of the Compapies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guérin, lawyer, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Bernard Taillefer, lawyer, 5595 Marcel-Monette Street, Montreal-North, and André Brunet, lawyer, 3565 Lagarde Street, Laval, for the following purposes:

To deal in and maintain hardware articles, apparatus and electrical accessories, under the name of "Atelier Cadieux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11934 Albert-Duquesne, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5691-65

Atlantic Engraving Ltd.
Gravure Atlantic ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Robert Neuwirth, graveur, Celia Neuwirth, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Neuwirth, tous deux de 2670, avenue Kent, app. 203, et Joseph Henry Freedman, avocat, 1255, carré Phillips, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Atlantic Engraving Ltd.— Gravure Atlantic ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, rue Mayor, suite 210, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 98-66

Atlantic Engraving Ltd.
Gravure Atlantic ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Neuwirth, engraver, Celia Neuwirth, housewife, wife separate as to property of the said Robert Neuwirth, both of 2670 Kent Avenue, apt. 203, and Joseph Henry Freedman, advocate, 1255 Phillips Square, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Atlantic Engraving Ltd.— Gravure Atlantic ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 366 Mayor Street, Room 210, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 98-66

Auberge des Érables ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Paulette Demers, commerçante, fille majeure, Bonsecours, Roméo Aubin, cuisinier et commerçant, Ste-Eulalie, et Maurice Busque, comptable, 224, rue Alexandre, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge des Érables ltée », avec un capital total de $40,000,

Auberge des Érables ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paulette Demers, trader, fille majeure, Bonsecours, Roméo Aubin, cook and trader, Ste-Eulalie, and Maurice Busque, accountant, 224 Alexandre Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge des Érables ltée", with a total capital stock of $40,000,

divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonsecours, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5744-65

Audet & associés inc.
Audet & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gaston Audet, courtier en assurance, Pauline Dupont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Audet, tous deux de 2030, Vermont, Sherbrooke, et Gérald Desmarais, avocat, 477, La Sapinière, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Audet & associés inc.—Audet & Associates Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2030, Vermont, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 52-66

F. Bacon & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean Mottet, marchand, Lucille Bourret, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Mottet, tous deux de 2366, avenue Étienne-Parent, Montréal, et W. Robert Price, comptable agréé, 1805, avenue Dawson, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente en gros d'outillage industriel, visseries, lubrifiants, soudure et autres fournitures industrielles, sous le nom de « F. Bacon & Co. Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5479-65

Bella-Meyer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Meyer Edelstein, administrateur, 5781, McLear, Côte-St-Luc, Shirley Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens de Hyman Klein, 5778, Blossom, Côte-St-Luc, et Leo Edelstein, administrateur, 4644, chemin Belair, Laval, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Bella-Meyer Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1990 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bonsecours, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5744-65

Audet & associés inc.
Audet & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Audet, insurance broker, Pauline Dupont, houwesife, wife contractually separate as to property of the said Gaston Audet, both of 2030 Vermont, Sherbrooke, and Gérald Desmarais, advocate, 477 La Sapinière, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Audet & associés inc.—Audet & Associates Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2030 Vermont, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 52-66

F. Bacon & Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Mottet, merchant, Lucille Bourret, housewife, wife separate as to property of the said Jean Mottet, both of 2366 Étienne-Parent Avenue, Montreal, and W. Robert Price, chartered accountant, 1805 Dawson Avenue, Dorval, for the following purposes:

To carry on the wholesale business of industrial implements, screws, lubricants, welding and other industrial supplies, under the name of "F. Bacon & Co. Inc.", with a capital divided into 1,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5479-65

Bella-Meyer Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Meyer Edelstein, executive, 5781 McLear, Côte-St-Luc, Shirley Edelstein, housewife, wife separate as to property of Hyman Klein, 5778 Blossom, Côte-St-Luc, and Leo Edelstein, executive, 4644 Belair Road, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise of all kinds, under the name of "Bella-Meyer Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 1,990 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 900 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5305-65

Bell Truck Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Harry Wright, administrateur, 1267, Moffat, Verdun, Keith Wright, teneur de livres, 581, Ducan Drive, Greenfield Park, Norman Wright, surveillant, 350, rue Doucet, Châteauguay, et Roger Lépine, expéditeur, 804, rue Maher, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Bell Truck Cartage Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 940 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1900, avenue Westmore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 39-66

Bérubé & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean-Marie Bérubé, industriel, Florine Coulombe, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Bérubé, tous deux de 780, Carrington, et Jean-Maurice Lévesque, contremaître, 10, Couillard, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bérubé & fils inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, avenue Joliette, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5770-65

Cecil Bilodeau autos ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Cecil Bilodeau, garagiste, Anne-Marie Beaudet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Cecil Bilodeau, tous deux de 485, 76e Rue ouest, Charlesbourg, et Roch Bilodeau, industriel, 410, 74e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Cecil Bilodeau autos ltée », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5305-65

Bell Truck Cartage Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Wright, executive, 1267 Moffat, Verdun, Keith Wright, bookkeeper, 581 Ducan Drive, Greenfield Park, Norman Wright, supervisor, 350 Doucet Street, Châteauguay, and Roger Lépine, dispatcher, 804 Maher Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Bell Truck Cartage Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 940 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 1900 Westmore Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 39-66

Bérubé & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Bérubé, industrialist, Florine Coulombe, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Bérubé, both of 780 Carrington, and Jean-Maurice Lévesque, foreman, 10 Couillard, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Bérubé & fils inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 301 Joliette Ave., Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5770-65

Cecil Bilodeau autos ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cecil Bilodeau, garageman, Anne-Marie Beaudet, housewife, wife separate as to property of the said Cecil Bilodeau, both of 485, 76th St. West, Charlesbourg, and Roch Bilodeau, industrialist, 410, 74th St. East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Cecil Bilodeau autos ltée", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5684-65

Birmingham Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: John Archambault, étudiant, 5724, avenue Déom, Jean-Marie Lavoie, étudiant, 8202, Henri-Julien, Marguerite Royer, 12145, Place Gilles-Hocquart, et Lorraine Larrivée, 3350, Linton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Birmingham Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5189-65

Bishop Development (1965) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, autorisant la fusion de « Bishop Development Corp. » et « Domaine Bois Joli ltée », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées, respectivement, du 6 novembre 1958 et du 1er septembre 1959, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires, 4,000 actions catégorie « A », 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 370 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Bishop Development (1965) Corp. ».

Le siège social de la compagnie est 3510 est, boulevard St-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5766-65 — 1304/36

Blakenor Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, avocat, 4089, Highland, Montréal, Charles Alexander Phelan, avocat, 1780, chemin Dumfries, Mont Royal, Robert Alexander Hope, advocate, 530, Lansdowne, Westmount, Maurice Lagacé, advocate, 4150, chemin Trafalgar, Montréal, et René Doucet, avocat, 1, rue D'Artois, Préville, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Blakenor Limited », avec un capital total de $1,351,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au

The head office of the company is at Ste-Anne-de-Beaupré, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5684-65

Birmingham Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Archambault, student, 5724 Déom Avenue, Jean-Marie Lavoie, student, 8202 Henri-Julien, Marguerite Royer, 12145 Gilles-Hocquart Place, and Lorraine Larrivée, 3350 Linton, the latter two secretaries, unmarried spinsters of the full age of majority, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Birmingham Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5189-65

Bishop Development (1965) Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Bishop Development Corp." and "Domiane Bois Joli ltée", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, November 6, 1958, and September 1, 1959, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares, 4,000 class "A" shares, 5,000 class "B" shares of the par value of $1 each and into 370 preferred shares of the par value of $100 each.

The name of the new company is "Bishop Development (1965) Corp.".

The head office of the company is at 3510 St. Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5766-65 — 1304/36

Blakenor Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Harold Earle Walker, advocate, 4089 Highland, Montreal, Charles Alexander Phelan, advocate, 1780 Dumfries Road, Mount Royal, Robert Alexander Hope, advocate, 530 Lansdowne, Westmount, Maurice Lagacé, advocate, 4150 Trafalgar Road, Montreal, and René Doucet, advocate, 1 D'Artois Street, Préville, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Blakenor Limited", with a total capital stock of $1,351,000, divided into 100 common shares of

pair de $10 chacune, 55,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune et 80,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5647-65

Bonaly Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John Charles Hope, homme d'affaires retiré, Dorothea Pitcairn, ménagère, épouse dudit John Charles Hope, Peter Allan Hope, étudiant, tous trois de 4862, avenue Westmount, Westmount, Robert Alexander Hope, avocat, 530, avenue Lansdowne, Westmount, et Frank Cockburn Hope, courtier en assurance, 1307, chemin Dunvegan, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Bonaly Limited », avec un capital total de $931,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 450,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et 480,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5565-65

Le Boucan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Bernard A. Brisson, homme d'affaires, 372, Crémazie est, Montréal, André Mayer, notaire, 4119, St-Hubert, Montréal, et Madeleine Langlois, secrétaire, épouse de Jacques Proulx, 7180, Lisieux, St-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, tavernes, cabarets et hôtels, sous le nom de « Le Boucan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 370, boulevard Crémazie est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 2388-65

Bouchard & Hudson Limited
Bouchard & Hudson limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Raymond A. Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, avocat, 3480, Côte-de-Liesse, Mont Royal, Ian G. W. Lundie, avocat, 45, rue Claude, Beaconsfield, Frank S. Boyd, avocat, 130, chemin York, Beaconsfield, et Micheline

the par value of $10 each, 55,000 first preferred shares of the par value of $10 each and 80,000 second preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5647-65

Bonaly Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Charles Hope, retired businessman, Dorothea Pitcairn, housewife, wife of the said John Charles Hope, Peter Allan Hope, student, all three of 4862 Westmount Avenue, Westmount, Robert Alexander Hope, advocate, 530 Lansdowne Avenue, Westmount, and Frank Cockburn Hope, insurance broker, 1307 Dunvegan Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Bonaly Limited", with a total capital stock of $931,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 450,000 first preferred shares of the par value of $1 each and 480,000 second preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5565-65

Le Boucan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard A. Brisson, businessman, 372 Crémazie East, Montreal, André Mayer, notary, 4119 St-Hubert, Montreal, and Madeleine Langlois, secretary, wife of Jacques Proulx, 7180 Lisieux, St-Léonard, for the following purposes:

To operate restaurants, taverns, night-clubs and hotels, under the name of "Le Boucan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 370 Crémazie Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 2388-65

Bouchard & Hudson Limited
Bouchard & Hudson limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the the 30th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond A. Cartwright, advocate, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, advocate, 3480 Côte-de-Liesse, Mount Royal, Ian G. W. Lundie, advocate, 45 Claude Street, Beaconsfield, Frank S. Boyd, advocate, 130 York Road, Beaconsfield, and Micheline

Marion Bertrand, secrétaire, fille majeure, 2162 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Bouchard & Hudson Limited — Bouchard & Hudson limitée », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5318-65

Michel B. Brault ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Claude Beauregard, Henri Messier et Georges Beauregard, tous trois notaires, de 10, St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Michel B. Brault ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3725, avenue Courtrai, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5437-65

Brookview Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Yvonne Collins, secrétaire, fille majeure, et Suzan Webster, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Ramer, tous trois de 159, ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Brookview Development Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune et 1,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 19-66

Brossard frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Réal Brossard, commerçant, 2305, Laure-Conan, Guy Brossard, commerçant, 2190, Louisbourg, et Pierre Brossard, agent d'immeubles, 2121, Place Étienne-Brulé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Brossard frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Marion Bertrand, secretary, fille majeure, 2162 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of « Bouchard & Hudson Limited — Bouchard & Hudson limitée", with a capital divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5318-65

Michel B. Brault ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Beauregard, Henri Messier and Georges Beauregard, all three notaries, of 10 St-Jacques West, Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise, under the name of "Michel B. Brault ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3725 Courtrai Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5437-65

Brookview Development Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Yvonne Collins, secretary, fille majeure, and Susan Webster, secretary, wife separate as to property of Roy Ramer, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Brookview Development Ltd.", with a total capital stock of $20,000 divided into 50 common shares of $10 each and 1,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 19-66

Brossard frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Brossard, merchant, 2305 Laure-Conan, Guy Brossard, merchant, 2190 Louisbourg, and Pierre Brossard, real estate agent, 2121 Étienne-Brulé Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of food products, under the name of "Brossard frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5545-65

Capri (Trois-Rivières) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Wildy Poisson, restaurateur, Madeleine Trépanier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wildy Poisson, tous deux de 790, boulevard Mauricien, et Denis Poisson, assistant-gérant, 732, Mauriac, tous trois de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Capri (Trois-Rivières) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 130-66

Centre des loisirs de St-Henri-de-Taillon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Gaudreault, tailleur de pierre, Jacques Pilote, restaurateur, et Lionel Gaudreault, journalier, tous trois de St-Henri-de-Taillon, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Centre des loisirs de St-Henri-de-Taillon ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à St-Henri-de-Taillon, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5409-65

G. Cerat Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Asher Kahn, avocat, 489, chemin Dufferin, Hampstead, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, Hampstead, et Gloria McNeil, secrétaire, fille majeure, 6697, Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, le commerce d'appareils auditifs, sous le nom de « G. Cerat Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5664-65

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5545-65

Capri (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wildy Poisson, restaurateur, Madeleine Trépanier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Wildy Poisson, both of 790 Mauricien Blvd., and Denis Poisson, assistant manager, 732 Mauriac, all three of Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Capri (Trois-Rivières) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 130-66

Centre des loisirs de St-Henri-de-Taillon

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Armand Gaudreault, stone-cutter, Jacques Pilote, restaurateur, and Lionel Gaudreault, labourer, all three of St-Henri-de-Taillon, for the following purposes:

To establish and operate a recreational center, under the name of "Centre des loisirs de St-Henri-de-Taillon".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $20,000.

The head office of the corporation is at St-Henri-de-Taillon, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5409-65

G. Cerat Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Asher Kahn, advocate, 489 Dufferin Road, Hampstead, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, Hampstead, and Gloria McNeil, secretary, fille majeure, 6697 Côte-St-Luc, Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of a hearing aid dealers, under the name of "G. Cerat Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5664-65

Charette et Parent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Claude Charrette, entrepreneur, 1045, Croissant de la Picardière, Laval, Gaston Parent, entrepreneur, 6697, De Lorimier, Montréal, et Maurice Bourbonnais commis, 5607, Des Glaïeuls, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Charette et Parent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5472-65

Charette et Parent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Charette, contractor, 1045 Croissant de la Picardière, Laval, Gaston Parent, contractor, 6697 De Lorimier, Montreal, and Maurice Bourbonnais, clerk, 5607 Des Glaïeuls, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Charette et Parent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5472-65

Chartier automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieurenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marcel Chartier, avocat, 157, Désilets, Florentine Tourigny, secrétaire, fille majeure, 562, Ste-Ursule, tous deux de Trois-Rivières, et Gilles Gauthier, avocat, 56a, Notre-Dame, Louiseville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Chartier automobile ltée », avec un capital total de $51,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 400 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5633-65

Chartier automobile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Chartier, lawyer, 157 Désilets, Florentine Tourigny, secretary, fille majeure, 562 Ste-Ursule, both of Trois-Rivières, and Gilles Gauthier, lawyer, 56a, Notre-Dame Louiseville, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Chartier automobile ltée", with a total capital stock of $51,000, divided into 100 common shares of $100 each, 400 preferred class "A" share of $100 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5633-65

Paul Cimon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Paul Cimon, courtier en assurances, Marie Dufour, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Cimon, et Rita Cimon, secrétaire, fille majeure, tous trois de Baie-St-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurances, sous le nom de « Paul Cimon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-St-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5761-65

Paul Cimon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Cimon, insurance broker, Marie Dufour, housewife, wife contractually separate as to property of said Paul Cimon, and Rita Cimon, secretary, fille majeure, all three of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Paul Cimon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-St-Paul, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5761-65

Classic Clothing & Sportwear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Dezider Beck,

Classic Clothing & Sportwear Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dezider Beck, manufacturer, 755

manufacturier, 755, avenue Stuart, Outremont, Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, 7460, chemin Kingsley, app. 908, Côte-St-Luc, et Ginette Leroux, secrétaire, fille majeure, 36, rue Vermont, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements pour hommes et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Classic Clothing & Sportwear Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5607-65

Club d'auto-neige Le Sapin D'Or, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Grenier, Émilien Guillot, tous deux entrepreneurs, Charles Bédard, Lucien Grenier, tous deux cultivateurs, Gilbert Savard, vendeur, Adrien Grenier, menuisier, tous six de Beauport-Ouest, Joseph Laroche, menuisier, Val-St-Michel, Henri-Paul Papillon, vendeur, Neufchâtel, Gabriel Lépine, directeur de funérailles, Yvon Verreault, industriel, tous deux de Québec, et Victor Parent, entrepreneur, Beauport, pour les objets suivants:

Grouper les fervents du sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'auto-neige Le Sapin D'Or, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Beauport-Ouest, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 113-66

Le Club de hockey Victoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Gaboriault, opérateur de machinerie, 218, Roland, André Fortier, avocat, 403, rue Sud, et André Bachand, avocat, 111, rue Hallé, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Le Club de hockey Victoria inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 146-66

Les Compagnons des Métiers d'Art inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Cartier, artiste, 7425, rue Canora, Montréal, Gilles Gagnon, décorateur, 5340, Henri-Bou-

Stuart Avenue, Outremont, Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, 7460 Kingsley Road, Apt. 908, Côte-St-Luc, and Ginette Leroux, secretary, fille majeure, 36 Vermont Street, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's clothing and wearing apparel, under the name of "Classic Clothing & Sportwear Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5607-65

Club d'auto-neige Le Sapin D'Or, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Omer Grenier, Émilien Guillot, both contractors, Charles Bédard, Lucien Grenier, both farmers, Gilbert Savard, salesman, Adrien Grenier, joiner, all six of Beauport-West, Joseph Laroche, joiner, Val-St-Michel, Henri-Paul Papillon, salesman, Neufchâtel, Gabriel Lépine, funeral director, Yvon Verreault, industrialist, both of Quebec, and Victor Parent, contractor, Beauport, for the following purposes:

To group together snowmobile enthusiasts, under the name of "Club d'auto-neige Le Sapin D'Or, inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Beauport-West, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 113-66

Le Club de hockey Victoria inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Gaboriault, machinery operator, 218 Roland, André Fortier, advocate, 403 South St., and André Bachand, advocate, 111 Hallé St., all three of Cowansville, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Le Club de hockey Victoria inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 146-66

Les Compagnons des Métiers d'Art inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Cartier, artist, 7425 Canora Street, Montreal, Gilles Gagnon decorator, 5340 Henri-Bou-

Bourrassa est, Montréal-Nord, et Louise Gaboury, artiste, fille majeure, 3747, chemin Coronet, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'intéressent aux arts, sous le nom de « Les Compagnons des Métiers d'Art inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 1029, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5757-65

Yvon Couture inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Baptiste Couture, entrepreneur, 950, Père-Frédéric, Trois-Rivières, Yvon Couture, entrepreneur, 240, Place-Vanier, Trois-Rivières, et Solange LaForge, ménagère, épouse commune en biens dudit Yvon Couture, 240, Place-Vanier, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Yvon Couture inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 129-66

Darlington Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: George Provatopoulos, restaurateur, 3410, chemin Bedford, app. 6, Montréal, Bob Provatopoulos, restaurateur, 9381, Iberville, Montréal, et Tom Pappadakis, restaurateur, 5620, avenue du Parc, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Darlington Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6685, rue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5449-65

Domaine Dominique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Bruno Nantel, manufacturier, Richard Raymond, hôtelier, et Onésime Noël, marchand, tous trois de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Réaliser un projet d'habitations à loyer modique, sous le nom de « Domaine Dominique inc. »,

rassa East, Montreal-North, and Louise Gaboury, artist, fille majeure, 3747 Coronet Road, Montreal, for the following purposes:

To group into an association those interested in arts, under the name of "Les Compagnons des Métiers d'Art inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $50,000.

The head office of the corporation is at 1029 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5757-65

Yvon Couture inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Baptiste Couture, contractor, 950 Père-Frédéric, Trois-Rivières, Yvon Couture, contractor, 240 Place-Vanier, Trois-Rivières, and Solange LaForge, housewife, wife common as to property of said Yvon Couture, 240 Place-Vanier, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Yvon Couture inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 129-66

Darlington Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Provatopoulos, restaurateur, 3410 Bedford Road, apt. 6, Montreal, Bob Provatopoulos, restaurateur, 9381 Iberville, Montreal, and Tom Pappadakis, restaurateur, 5620 Park Avenue, apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Darlington Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6685 Darlington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5449-65

Domaine Dominique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Nantel, manufacturer, Richard Raymond, innkeeper, and Onésime Noël, trader, all three of L'Annonciation, for the following purposes:

To realize a habitation project with a moderate rent, under the name of "Domaine Dominique

avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5663-65

inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5663-65

Du Bo meubles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Paul Roy, industriel, Jean-Paul Lamontagne, gérant, tous deux de route rurale no 2, et Jean-Marie Feeney, notaire, 117, Notre-Dame est, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, sous le nom de « Du Bo meubles ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale #3, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5670-65

Du Bo meubles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Roy, industrialist, Jean-Paul Lamontagne, manager, both of Rural Road no. 2, and Jean-Marie Feeney, notary, 117 Notre-Dame, East, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To deal in furniture, under the name of "Du Bo meubles ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rural Road #3, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5670-65

R. & G. Ducharme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Réal Ducharme, commerçant, Liliane Baril, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Réal Ducharme, et Guy Ducharme, commerçant, tous trois de St-Albert-de-Warwick, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « R. & G. Ducharme inc. », avec un capital total de $301,000, divisé en 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 900 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune, 10,000 actions classe « C » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 20,000 actions classe « D » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Albert-de-Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5575-65

R. & G. Ducharme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Ducharme, trader, Liliane Baril, housewife, wife contractually separate as to property of said Réal Ducharme, and Guy Ducharme, trader, all three of St-Albert-de-Warwick, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "R. & G. Ducharme inc.", with a total capital stock of $301,000, divided into 100 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 900 class "B" shares of a nominal value of $1 each, 10,000 class "C" shares of a nominal value of $10 each and 20,000 class "D" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at St-Albert-de-Warwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5575-65

Élite entretien ltée
Elite Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Norman C. Denys, avocat, 116, Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, St-Urbain, Montréal, et René Beaulac, avocat, 268, Molière, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en entretien d'hôpitaux, édifices industriels, commerciaux et autres, sous le nom de « Élite entretien ltée — Elite Maintenance Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Élite entretien ltée
Elite Maintenance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman C. Denys, advocate, 116 Jasper, Mount-Royal, Jean-Roch Boivin, advocate, 8960 St-Urbain, Montreal, and René Beaulac, advocate, 268 Molière, Laval, for the following purposes:

To carry on business as contractors in the maintenance of hospitals, industrial, commercial and other buildings, under the name of "Élite entretien ltée — Elite Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 6595, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5762-65

Emgee Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Nathan Fish, notaire, 4455, avenue Girouard, Montréal, Michael C. Herman, avocat, 982, avenue Pratt, Outremont, et Murray Goldstein, vendeur, 59, chemin Albion, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, sous le nom de « Emgee Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5741-65

L'Entreprise d'entretien Métro inc.
Metro Maintenance Enterprise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Francis Hubert, homme d'affaires, 2400, Benny Crescent, suite 603, Montréal, Claude Blanchard, comptable, 5031, de Bullion, Montréal, et Michel Hubert, homme d'affaires, Vaudreuil-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs de maisons et de bâtiments de toutes sortes et d'ameublements de maisons et de bureau, sous le nom de « L'Entreprise d'entretien Métro inc.— Metro Maintenance Enterprise Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2400, Benny Crescent, suite 603, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5502-65

Entreprises Grenier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Grenier, gérant, 55, Dumoncel, Benoît Grenier, fonctionnaire, et Roger Grenier, mécanicien, ces deux derniers de 903, avenue Royale, tous trois de Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Entreprises Grenier & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5727-65

The head office of the company is at 6595 Park Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5762-65

Emgee Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, leters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathan Fish, notary, 4455 Girouard Avenue, Montreal, Michael C. Herman, advocate, 982 Pratt Avenue, Outremont, and Murray Goldstein, salesman, 59 Albion Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in textiles, under the name of "Emgee Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5741-65

L'Entreprise d'entretien Métro inc.
Metro Maintenance Enterprise Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Francis Hubert, businessman, 2400 Benny Crescent, suite 603, Montreal, Claude Blanchard, accountant, 5031 de Bullion, Montreal, and Michel Hubert, businessman, Vaudreuil-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business as house cleaners and buildings of all kinds and home and office furniture, under the name of "L'Entreprise d'entretien Métro inc.— Metro Maintenance Enterprise Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2400 Benny Crescent, suite 603, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5502-65

Entreprises Grenier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Grenier, manager, 55 Dumoncel, Benoît Grenier, functionary, and Roger Grenier, mechanic, the two latter of 903 Royale Ave., all three of Beauport, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Grenier & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5727-65

Les Entreprises L. E. C. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Edmond Larouche, entrepreneur, Jonquière, Raymond Gauthier, comptable, Jonquière, et Roger Chouinard, avocat, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction; faire le commerce de matériaux de construction et de machineries de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises L. E. C. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5324-65

Fmc-Beloit-Sorel Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gérald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Montréal, Jacqueline Irene Susan Johnson, secrétaire, célibataire, 4310, avenue Hampton, Montréal, et Carole Woods, secrétaire, célibataire, 38, boulevard Sauriol, Laval, pour les objets suivants:

Dessiner, manufacturer des véhicules, machinerie et outillage de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Fmc-Beloit-Sorel Company », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 154-66

La Ferme de La Poule aux oeufs d'Or ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Coiteux, administrateur, 546, St-Pierre, L'Assomption, Jacques Henri, comptable, 4268, Fabre, Montréal, et Emery Brien, aviculteur, St-Lin-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire le commerce des oeufs et autres produits alimentaires, sous le nom de « La Ferme de La Poule aux oeufs d'Or ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est St-Roch-de-l'Achigan, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5454-65

Jean-Marie Fillion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Lydie Lauzier, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens d'Yvon Dumais, 290, de la Falaise, Jean-Yves

Les Entreprises L. E. C. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond Larouche, contractor, Jonquière, Raymond Gauthier, accountant, Jonquière, and Roger Chouinard, advocate, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company; to deal in building materials and machinery of all kinds, under the name of "Les Entreprises L. E. C. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5324-65

Fmc-Beloit-Sorel Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Montreal, Jacqueline Irene Susan Johnson, secretary, spinster, 4310 Hampton Avenue, Montreal, and Carole Woods, secretary, spinster, 38 Sauriol Boulevard, Laval, for the following purposes:

To design, manufacture and deal in vehicles, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Fmc-Beloit-Sorel Company", with a capital stock divided into 400 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 154-66

La Ferme de La Poule aux oeufs d'Or ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Coiteux, administrator, 546 St-Pierre, L'Assomption, Jacques Henri, accountant, 4268 Fabre, Montreal, and Emery Brien, breeder of fowl, St-Lin-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business dealing in eggs and other food products, under the name of "La Ferme de La Poule aux oeufs d'Or ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Roch-de-l'Achigan, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5454-65

Jean-Marie Fillion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lydie Lauzier, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Dumais, 290 de la Falaise, Jean-Yves Bernatchez,

Bernatchez, 206, rue de la Falaise, et Guy Bernatchez, 124, avenue Gauthier, ces deux derniers comptables agréés, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean-Marie Fillion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5376-65

Flash Electric (1965) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1965, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Ann Clark, secrétaire, célibataire, 3455, Durocher, Montréal, et Shirley Zinman, secrétaire, célibataire, 4875, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'électriciens, sous le nom de « Flash Electric (1965) Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair et 7,900 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie est 5199, rue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5422-65

Fleury Electric inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean Paquin, commerçant, 10220, rue de Montigny, Montréal, Monique Beauséjour, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Laferrière, 22, rue St-Henri, et Ginette Legault, 247, rue Principale, ces deux dernières de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Fleury Electric inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2060, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5501-65

Le Fonds d'Éducation St-François inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Pagé, directeur de service, 1244, rue Joseph Vézina, Sillery, Yvon Dolbec, courtier en douanes, 766, Colonel Jones, Ste-Foy, André Houde, régisseur, 2413, Nérée Beauchemin, Sillery, Godfrey Gourdeau, comptable agréé,

206 de la Falaise Street, and Guy Bernatchez, 124 Gauthier Avenue, the latter two chartered accountants, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Jean-Marie Fillion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5376-65

Flash Electric (1965) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Ann Clark, secretary, spinster, 3455 Durocher, Montreal, and Shirley Zinman, secretary, spinster, 4875 Bourret Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Flash Electric (1965) Ltd.", with a capital stock divided into 100 class "A" without nominal or par value, and 7,900 class "B" shares without nominal or par value.

The head office of the company is at 5199 de Gaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5422-65

Fleury Electric inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Paquin, trader, 10220 de Montigny St., Montreal, Monique Beauséjour, secretary, wife separate as to property of Réal Laferrière, 22 St-Henri St., and Ginette Legault, 247 Main St., the two latter of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Fleury Electric inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2060 Fleury St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5501-65

Le Fonds d'Éducation St-François inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Pagé, director of service, 1244 Joseph Vézina St., Sillery, Yvon Dolbec, customs broker, 766 Colonel Jones, Ste-Foy, André Houde, manager, 2413 Nérée Beauchemin, Sillery, Godfrey Gourdeau, chartered accountant, 1228 Luxem-

1228, Luxembourg, Sillery, et Révérend Père Jean-Marc Bérubé, directeur, Séminaire St-François, St-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Établir, recueillir et administrer un fonds d'éducation dans le but de venir en aide à des étudiants, sous le nom de « Le Fonds d'Éducation St-François inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est Séminaire St-François, St-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5600-65

Furniture Clearing House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel et Harvey M. Cooperstone, tous trois avocats, de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de meubles et appareils neufs et usagés pour le foyer et le bureau, sous le nom de « Furniture Clearing House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5738-65

Al Gagnon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Alphonse Gagnon, commerçant, 2, rue DuNouy, Chicoutimi, Magdeleine Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Mercier, 205, boulevard St-Sacrement, Chicoutimi, et Lorenzo Brisson, commerçant, 499, boulevard St-Sacrement, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Al Gagnon inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A », d'une valeur nominale de $10 chacune et en 17,960 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5686-65

Galerie ars Classica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Denis Diniacopoulos,

bourg, Sillery, and Reverend Father Jean-Marc Bérubé, director, Séminaire St-François, St-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To establish, collect and administer an education fund for the purpose of coming to the aid of students, under the name of "Le Fonds d'Éducation St-François inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Séminaire St-François, St-Félix-du-Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5600-65

Furniture Clearing House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel and Harvey M. Cooperstone, all three advocates of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in new and used household and office furniture and appliances of all kinds, under the name of "Furniture Clearing House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5738-65

Al Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Gagnon, trader, 2 DuNouy Street, Chicoutimi, Magdeleine Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Mercier, 205 St-Sacrement Boulevard, Chicoutimi, and Lorenzo Brisson, trader, 499 St-Sacrement Boulevard, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Al Gagnon inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 40 common shares of a nominal value of $100 each, 20,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 17,960 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 400 Racine East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5686-65

Galerie ars Classica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Diniacopoulos, photogra-

photographe, Vincent Diniacopoulos, rentier, et Dame Vincent Diniacopoulos, commerçante, épouse commune en biens dudit Vincent Diniacopoulos, tous trois de 3591, rue Northcliffe, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tableaux, reproductions et objets d'art de toutes sortes, sous le nom de « Galerie ars Classica inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5596-65

Gasbec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Lise Gignac, secrétaire, fille majeure, 594, Côte d'Abraham, Québec, Georgette Carrier, secrétaire, fille majeure, 41, Ste-Ursule, Québec, et Eddy Giguère, avocat, 2825, rue Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz commerciaux, industriels ou médicaux, sous le nom de « Gasbec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5774-65

J. G. Gaudreau et associés inc.
J. G. Gaudreau and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en copporation: Jean-Guy Gaudreau, agent de réclamations, Thérèse St-Pierre, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Gaudreau, tous deux de 134, Vallée, et Jean-Denis Brault, agent de réclamations, 37, Marcel, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Agir comme agents de réclamations, sous le nom de « J. G. Gaudreau et associés inc. — J. G. Gaudreau and Associates Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5721-65

Godin auto service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Réal Godin, mécanicien, Simone Fleurant, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Godin, tous deux de 301, rue St-Jacques, et Jacques Desnoyers, comptable, 637, rue St-Pierre, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de

pher, Vincent Diniacopoulos, annuitant, and Mrs. Vincent Diniacopoulos, trader, wife common as to property of said Vincent Diniacopoulos, all three of 3591 Northcliffe Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in paintings, reproductions and art objects of all kinds, under the name of "Galerie ars Classica inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5596-65

Gasbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Gignac, secretary, fille majeure, 594 Côte d'Abraham, Quebec, Georgette Carrier, secretary, fille majeure, 41 Ste-Ursule, Quebec, and Eddy Giguère, lawyer, 2825 Poitiers Street, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in commercial, industrial or medical gas, under the name of "Gasbec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5774-65

J. G. Gaudreau et associés inc.
J. G. Gaudreau and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Gaudreau, claims agent, Thérèse St-Pierre, housewife, wife of said Jean-Guy Gaudreau, both of 134 Vallée, and Jean-Denis Brault, complaint agent, 37 Marcel, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To act as claim agents, under the name of "J. G. Gaudreau et associés inc. — J. G. Gaudreau and Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5721-65

Godin auto service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Godin, mechanic, Simone Fleurant, housewife, wife separate as to property of the said Réal Godin, both of 301 St-Jacques St., and Jacques Desnoyers, accountant, 637 St-Pierre St., all three of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of

« Godin auto service inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 136, Notre-Dame, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1-66

"Godin auto service inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 380 preferred chass "A" shares of $100 each and 1,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 136 Notre-Dame, L'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1-66

Gresham Industrial Inks Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Samuel Lerner, avocat, 1074, The Parkway, Paul Erfort Bradley, avocat, 1201 nord, rue Richmond, et Mildred Donahue, secrétaire, veuve de Brian Donahue, 1024, rue Waterloo, tous trois de London, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'encres industrielles et produits connexes, sous le nom de « Gresham Industrial Inks Limited », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5751-65

Gresham Industrial Inks Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Lerner, solicitor, 1074 The Parkway, Paul Erfort Bradley, solicitor, 1201 Richmond Street North, and Mildred Donahue, secretary, widow of Brian Donahue, 1024 Waterloo Street, all three of London, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture and deal in industrial inks and allied products, under the name of "Gresham Industrial Inks Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5751-65

Joe Hart Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Kenneth Gates, avocat, 166, Woodside Crescent, Beaconsfield, Pierre Raymond, avocat, Warden, et Charmaine Huot, secrétaire, célibataire, 2239, avenue Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Joe Hart Limited », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 114-66

Joe Hart Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Kenneth Gates, advocate, 166 Woodside Crescent, Beaconsfield, Pierre Raymond, advocate, Warden, and Charmaine Huot, secretary, spinster, 2239 Oxford Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Joe Hart Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 114-66

Henbe Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 6631, chemin Baily, Côte-St-Luc, et Aaron Pollack, avocat, 6085, deVimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom « Henbe Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune, 50,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées seconde catégorie de $1 chacune.

Henbe Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 6631 Baily Road, Côte-St-Luc, and Aaron Pollack, advocate, 6085 de-Vimy, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Henbe Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each, 50,000 first preferred shares of $1 each and 30,000 second preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 11-66

Hôpital Ste-Thérèse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Marcel-Henri Labbé, administrateur d'hôpital, Réjeanne Lemieux, infirmière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel-Henri Labbé, tous deux de 9307, boulevard Lasalle, LaSalle, et Yvan Desjardins, notaire, 5407, Mignault, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, organiser, développer et administrer un hôpital pour malades chroniques et convalescents, sous le nom de « Hôpital Ste-Thérèse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 2978-65

Les Immeubles Levasseur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: J.-Lucien Levasseur, entrepreneur, Steve Levasseur, commis, tous deux de 111, boulevard Taschereau, Kénogami, et Roger Jolin, teneur de livres, 247, St-François, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Levasseur ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 27-66

Industrial Safety J P Inc.
Sécurité industrielle J P inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Philippe Girard, gérant, 26, rue St-Luc, Lauzon, Jean-C. Pinault, vendeur, et Denise F. Pinault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-C. Pinault, ces deux derniers de 1183, Colbert, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de dispositifs et vêtements de sécurité dans toutes leurs formes et dérivés, sous le nom de « Industrial Safety J P Inc.— Sécurité industrielle J P inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 11-66

Hôpital Ste-Thérèse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel-Henri Labbé, hospital administrator, Réjeanne Lemieux, nurse, wife contractually separate as to property of the said Marcel-Henri Labbé, both of 9307 Lasalle Blvd., LaSalle, and Yvan Desjardins, notary, 5407 Mignault, Montreal, for the following purposes:

To acquire, organize, develop and administer a hospital for the chronically ill and convalescents, under the name of "Hôpital Ste-Thérèse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 2978-65

Les Immeubles Levasseur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Lucien Levasseur, contractor, Steve Levasseur, clerk, both of 111 Taschereau Boulevard, Kenogami, and Roger Jolin, bookkeeper, 247 St-François, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Levasseur ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 27-66

Industrial Safety J P Inc.
Sécurité industrielle J P inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Girard, manager, 26 St. Luke St., St., Lauzon, Jean-C. Pinault, salesman, and Denise F. Pinault, housewife, wife separate as to property of said Jean-C. Pinault, both of 1183, Colbert Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in safety apparatus and wearing apparels of every type and derivated, under the name of "Industrial Safety J P Inc.— Sécurité industrielle J P inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 865, avenue Myrand, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5759-65

Les Industries Stella inc.
Stella Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, 6280, Place Northcrest, Montréal, Maurice Forest, 2651, Sherbrooke est, Montréal, et Hugues Ferron, 2450, avenue Athlone, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de métaux, sous le nom de « Les Industries Stella inc.— Stella Industries Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 53-66

Les Industries Valcartier inc.
Valcartier Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Georges Dubé, avocat, 1105, avenue Belvédère, Québec, Hubert Walters, avocat, 3025, de la Retraite, Ste-Foy, et Roger Vallières, étudiant, 880, des Jésuites, Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement tout commerce en tant que manufacturier, producteur, marchand en gros ou au détail, importateur et exportateur, sous le nom de « Les Industries Valcartier inc.— Valcartier Industries Inc. », avec un capital divisé en 200,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5682-65

Jems Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Max Slapack, avocat et conseil en Loi de la reine, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, avocat, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, et Monroe A. Charlap, étudiant en droit, 2990, avenue Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jems Investment Corp. », avec un capital total de $200,000, divisé en 90 actions ordinaires de $10 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 1,990 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2100, chemin Remembrance, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5675-65

The head office of the company is at 865 Myrand Avenue, Ste. Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5759-65

Les Industries Stella inc.
Stella Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Leboeuf, 6280 Place Northcrest, Montreal, Maurice Forest, 2651 Sherbrooke East, Montreal, and Hugues Ferron, 2450 Athlone Avenue, Mont-Royal, all three lawyers, for the following purposes:

The industry and business dealing in metals, under the name of "Les Industries Stella inc.— Stella Industries Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 53-66

Les Industries Valcartier inc.
Valcartier Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Dubé, advocate, 1105 Belvedere Avenue, Quebec, Hubert Walter, advocate, 3025 de la Retraite, Ste-Foy, and Roger Vallières, student, 880 des Jésuites, Quebec, for the following purposes:

To deal generally in all trades concerning manufacturer, producer, wholesale dealer and retailer, importer and exporter, under the name of "Les Industries Valcartier inc.— Valcartier Industries Inc.", with a capital stock divided into 200,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5682-65

Jems Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, and Monroe A. Charlap, law-student, 2990 Soissons Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jems Investment Corp.", with a total capital stock of $200,000, divided into 90 common shares of $10 each, 100 class "A" preferred shares of $1 each and 1,990 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2100 Remembrance Road, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5675-65

K. L. Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Issie Fisher, courtier en immeubles, Yvonne Collins, secrétaire, célibataire, Martha Bent, secrétaire, célibataire, et Susan Ramer, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Ramer, tous quatre de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « K. L. Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 18-66

K. L. Mfg. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Issie Fisher, realtor, Yvonne Collins, secretary, spinster, Martha Bent, secretary, spinster, and Susan Ramer, secretary, wife separate as to property of Roy Ramer, all four of 159, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "K. L. Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 18-66

Kellam's of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier, 1966, constituant en corporation: C. Ralph Lipper, avocat, 4350, ouest, Sherbrooke, Montréal, Robert S. Litvack, avocat, 5217, avenue Ponsard, Montréal, et Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises de sport et en faire le commerce, sous le nom de « Kellam's of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 308, ouest, Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 92-66

Kellam's of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. Ralph Lipper, advocate, 4350 Sherbrooke West, Montreal, Robert S. Litvack, advocate, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, and Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, under the name of "Kellam's of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 308 St. Catherine West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 92-66

Kintol Associates Inc.
La Société Kintol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, avocat, 4985, Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocat, 5525, avenue Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kintol Associates Inc. — La Société Kintol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5660-65

Kintol Associates Inc.
La Société Kintol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona, Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, 5525 Westbourne Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Kintol Associates Inc. — La Société Kintol inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5660-65

Guy Labrie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Guy Labrie, agent

Guy Labrie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Labrie, agent-salesman, 1370

vendeur, 1370, du Buisson, Sillery, Jean-Paul Gagnon, comptable agréé, 376, du Roi est, Québec, et Gaston Michaud, avocat, 72, Côte-de-la-Montagne, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Guy Labrie ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5772-65

Lamer & Côté (Québec) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, suite 508, Montréal, Lionel H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de métaux, sous le nom de « Lamer & Côté (Québec) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 29-66

C. Lamond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat et conseiller en Loi de la reine, 780, Markham, Mont-Royal, Albert L. Bissonette, avocat et conseillet en Loi de la reine, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Clermont Vermette, avocat, 2658, Croissant Marseille, Brossard, Jaime Wilson Dunton, avocat, 8, rue Condover, Pointe-Claire, et Jean-Louis Tétrault, avocat, 712, rue Le Laboureur, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « C. Lamond inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 11 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune, 969 actions classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1065, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5733-65

P. E. Lapierre & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Paul-Émile Lapierre, marchand, Kay Zarudzki, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-Émile Lapierre, et

du Buisson, Sillery, Jean-Paul Gagnon, chartered accountant, 376 du Roi East, Quebec, and Gaston Michaud, lawyer, 72 Côte-de-la-Montagne, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Guy Labrie ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5772-65

Lamer & Côté (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, 3500 Lafontaine Park, suite 508, Montreal, Lionel H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

Industry and commerce of metals, under the name of "Lamer & Côté (Québec) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 29-66

C. Lamond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Riel, advocate and Queen's Counsel, 780 Markham, Mount-Royal, Albert L. Bissonette, advocate and Queen's Counsel, 2 Brynmor Ave., Montreal-West, Clermont Vermette, advocate, 2658 Croissant Marseille, Brossard, Jaime Wilson Dunton, advocate, 8 Condover St., Pointe-Claire, and Jean-Louis Tétrault, advocate, 712 Le Laboureur St., Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "C. Lamond inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 11 preferred shares of a nominal value of $100 each, 969 class "A" shares of a nominal value of $100 each and 2 class "B" shares of a nominal value of $1,000 each.

The head office of the company is at 1065 Bleury St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5733-65

P. E. Lapierre & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Lapierre, merchant, Kay Zarudzki, housewife, wife separate as to property of the said Paul-Émile Lapierre, and

Horace Giasson, employé de magasin, tous trois de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie et de ferronnerie, sous le nom de « P. E. Lapierre & fils ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5568-65

Horace Giasson, store employee, all three of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware and ironware, under the name of "P. E. Lapierre & fils ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 7,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5568-65

La Sarre construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, suite 508, Montréal, et Lionel-H. Benoît, comptable, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Sarre construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5688-65

La Sarre construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gauthier, advocate, 1990 Des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, André Mayer, notary, 3500 Lafontaine Park, suite 508, Montreal, and Lionel H. Benoît, accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "La Sarre construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5688-65

Librairie médicale de Montréal inc.
Montreal Medical Book Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Fernand Lapointe, publiciste, 1115, rue Sherbrooke ouest, #301, Montréal, Benoit Gonthier, avocat, 8521, rue St-Gérard, Montréal, et Bertrand Bernier, avocat, 1275, rue DeCastelnau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de livres et principalement des livres qui traitent de science médicale, sous le nom de « Librairie médicale de Montréal inc.— Montreal Medical Book Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5731-65

Librairie médicale de Montréal inc.
Montreal Medical Book Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lapointe, publicist, 1115 Sherbrooke St. West, #301, Montreal, Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard St., Montreal, and Bertrand Bernier, advocate, 1275 DeCastelnau St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of books, and mainly in books which treat of medical science, under the name of "Librairie médicale de Montréal inc.— Montreal Medical Book Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5731-65

La Maison Pierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean-Pierre Godin, dessinateur en modes, Karin Witrhmann, maîtresse de maison, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Pierre Godin, tous deux de 3359, rue Clérin, Ste-Foy, et Jacques Jolicoeur, comptable, 65, des Bouleaux est, Québec, pour les objets suivants:

La Maison Pierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Godin, clothes designer, Karin Wirthmann, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Pierre Godin, both of 3359 Clérin St., Ste-Foy, and Jacques Jolicoeur, accountant, 65 des Bouleaux East, Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de vêtements et d'articles accessoires, sous le nom de « La Maison Pierre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5748-65

To carry on business dealing in wearing apparel and accessories, under the name of "La Maison Pierre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5748-65

Léonard Mantha inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Léonard Mantha, agent d'assurance, 503, rue St-Louis, Laurentides, Françoise Moreau, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Léonard Mantha, 503, rue St-Louis, Laurentides, et André Desjardins, comptable, 659, rue Taschereau, Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'assurances, sous le nom de « Léonard Mantha inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 503, rue St-Louis, Laurentides, comté de l'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5187-65

Léonard Mantha inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Mantha, insurance agent, 503 St-Louis St., Laurentides, Françoise Moreau, secretary, wife separate as to property of the said Léonard Mantha, 503 St-Louis St., Laurentides, and André Desjardins, accountant, 659 Taschereau St., Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, under the name of "Léonard Mantha inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $5 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 503 St-Louis St., Laurentides, county of l'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5187-65

Maplewood Products Corporation
Corporation des produits de bois d'érable

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Marcel Dufour, commerçant, Saint-Faustin, Francis Champigny, manufacturier, et Jacqueline Ste-Marie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Francis Champigny, ces deux derniers de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Maplewood Products Corporation — Corporation des produits de bois d'érable », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5078-65

Maplewood Products Corporation
Corporation des produits de bois d'érable

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dufour, trader, Saint-Faustin, Francis Champigny, manufacturer, and Jacqueline Ste-Marie, housewife, wife separate as to property of the said Francis Champigny, the two latter of Saint-Jovite, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Maplewood Products Corporation — Corporation des produits de bois d'érable", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5078-65

Mar-gi excavation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Normand-C. Denys, avocat, 116, Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, St-Urbain, Montréal, et René Beaulac, avocat, 268, Molière, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mar-gi excavation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordi-

Mar-gi excavation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand-C. Denys, advocate, 116 Jasper, Mount Royal, Jean-Roch Boivin, advocate, 8960 St-Urbain, Montreal, and René Beaulac, advocate, 268 Molière, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Mar-gi excavation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a

naires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1190, boulevard Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5763-65

nominal value of $1 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1190 Labelle Boulevard, Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5763-65

Mobilier scolaire Maskinongé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marcel Chartier, avocat, 157, Désilets, Florentine Tourigny, secrétaire, fille majeure, 562, Ste-Ursule, Lionel Martin, notaire, 800, des Plaines, Jean Gélinas, notaire, 573, Ste-Cécile, tous quatre de Trois-Rivières, et Gilles Gauthier, avocat, 56a, Notre-Dame, Louiseville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Mobilier scolaire Maskinongé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5634-65

Mobilier scolaire Maskinongé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Chartier, advocate, 157 Désilets, Florentine Tourigny, secretary, fille majeure, 562 Ste-Ursule, Lionel Martin, notary, 800 des Plaines, Jean Gélinas, notary, 573 Ste-Cécile, all four of Trois-Rivières, and Gilles Gauthier, advocate, 56a Notre-Dame, Louiseville, for the following purposes:

To deal in furnitures and furniture novelties of all kinds, under the name of "Mobilier scolaire Maskinongé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5634-65

Motel Universel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Bruno Bernard, avocat, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, Pierre Lesage, avocat, 772, rue Émile-Côté, Ste-Foy, et Pierre Duguay, comptable, 2057, Sir Mathias-Tellier, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, centres sportifs, camps et maisons de touristes, cabana clubs et stations estivales, sous le nom de « Motel Universel inc. », avec un capital total de $100,000, divlé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 37-66

Motel Universel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Bernard, lawyer, 1240 Lavigerie, Ste-Foy, Pierre Lesage, lawyer, 772 Émile-Côté, Ste-Foy, and Pierre Duguay, accountant, 2057 Sir Mathias-Tellier, Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, sports centres, camps and tourist homes, cabana clubs and summer resorts, under the name of "Motel Universel inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 37-66

Nu-Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Arthur A. Garvis, avocat, 4764, de la Peltrie, Montréal, C. Joshua Borenstein, avocat, 5891, Decelles, Montréal, et Menashe Broder, avocat, 4750, Plamondon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tricots, textiles et produits d'iceux, sous le nom de « Nu-Fabrics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Nu-Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur A. Garvis, advocate, 4764 de la Peltrie, Montreal, C. Joshua Borenstein, advocate, 5891 Decelles, Montreal, and Menashe Broder, advocate, 4750 Plamondon, Montreal, for the following purposes:

To deal in knitwear, textiles and textile products, under the name of "Nu-Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1410, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5753-65

Orfèvrerie Laurier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Georges Dubé, avocat, 1105, avenue Belvedère, Québec, André Desmeules, avocat, 915, Cardinal Rouleau, Québec, et Roger Vallières, étudiant, 880, des Jésuites, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Orfèvrerie Laurier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Sir Wilfrid-Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 112-66

Parmel Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure et Pierre Paquin, avocats, 1650, des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeublements, construction et placements, sous le nom de « Parmel Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5765-65

Parmil ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Bruno Parent, garagiste, 260, rue Fortin, St-Jean, Claude Lafage, entrepreneur, 285, rue Jacques-Cartier, St-Jean, et André Millot, entrepreneur, 414, rue Vaudreuil, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Parmil ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 414, rue Vaudreuil, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5560-65

Penarroya Canada limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

The head office of the company is at 1410 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5753-65

Orfèvrerie Laurier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Dubé, lawyer, 1105 Belvedère Avenue, Quebec, André Desmeules, lawyer, 915 Cardinal Rouleau, Quebec, and Roger Vallières, student, 880 des Jésuites, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Orfèvrerie Laurier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2700 Sir Wilfrid-Laurier Boulevard, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 112-66

Parmel Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure and Pierre Paquin, advocates, of 1650 des Laurentides, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Parmel Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000, common shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5765-65

Parmil ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Parent, garageman, 260 Fortin St., St. John, Claude Lafage, contractor, 285 Jacques-Cartier St., St. John, and André Millot, contractor, 414 Vaudreuil St., St. John, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Parmil ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 414 Vaudreuil St., St. John, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5560-65

Penarroya Canada limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Antonin Lévesque, comptable, 936, Murray, Québec, Charles Stein, avocat, 2165, Boisjoli, Sillery, Pierre LaRue, avocat, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, Jean Marier, avocat, 3045, de la Forêt, app. 14, Ste-Foy, Thérèse des Rivières, secrétaire, fille majeure, 517, St-Cyrille ouest, Québec, Lise Bernier, secrétaire, fille majeure, 763, Place Philippe, Ste-Foy, Danièle Richard, secrétaire, fille majeure, Lac-Beauport, et Diane Bélanger, secrétaire, fille majeure, 1365, St-Cyrille ouest, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise minière, sous le nom de « Penarroya Canada limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Ste-Anne, suite 908, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5680-65

Placements Delac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Alfred Dépatie, comptable agréé, Anita Lacoste, marchande, épouse dudit Alfred Dépatie, tous deux de 3995, Rachel est, et Charles-E Poirier, notaire, 4032, Parc Lafontaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Delac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3995, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5755-65

Les Placements Fernand Pilon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, Beauséjour, St-Laurent, Guy F. Gervais, avocat, 3245, Linton, app. 11, Montréal, Liliane Tremblay, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 9375, Iberville, St-Michel, J.-Jacques Beauchemin, avocat, 355, Bloomfield, Outremont, et J.-V.-Bernard Boudrias, avocat, 1307, Brochu, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Fernand Pilon inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 400 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 398,600 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 750, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5494-65

5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonin Lévesque, accountant, 936 Murray, Quebec, Charles Stein, advocate, 2165 Boisjoli, Sillery, Pierre LaRue, advocate, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, Jean Marier, advocate, 3045 de la Forêt, Apt. 14, Ste-Foy, Thérèse des Rivières, secretary, fille majeure, 517 St-Cyrille West, Quebec, Lise Bernier, secretary, fille majeure, 763 Place Philippe, Ste-Foy, Danièle Richard, secretary, fille majeure, Lake Beauport, and Diane Bélanger, secretary, fille majeure, 1365 St-Cyrille West, Quebec, for the following purposes:

To operate a mining enterprise, under the name of "Penarroya Canada limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 65 Ste-Anne St., suite 908, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5680-65

Placements Delac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Dépatie, chartered accountant, Anita Lacoste, trader, wife of said Alfred Dépatie, both of 3995 Rachel East, and Charles-E. Poirier, notary, 4032 Lafontaine Park, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Delac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3995 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5755-65

Les Placements Fernand Pilon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Valiquette, advocate, 3340 Beauséjour, St-Laurent, Guy F. Gervais, advocate, 3245 Linton, Apt. 11, Montreal, Liliane Tremblay, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 9375 Iberville, St-Michel, J.-Jacques Beauchemin, advocate, 355 Bloomfield, Outremont, and J.-V.-Bernard Boudrias, advocate, 1307 Brochu, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Fernand Pilon inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 400 common shares of $1 each, 1,000 preferred slass "A" shares of $1 each and 398,600 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 750 Beaubien St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5494-65

Les Placements Solva inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Veillette, comptable, 5410, rue Jules-Fournier, Montréal, Jean-Louis Bélanger, agent, 2687, rue Benjamin Sulte, Montréal, et Nicole Minguez, secrétaire, fille majeure, 10621, rue St-Charles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Solva inc. », avec un capital total de $1,010,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 635, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5368-65

Les Placements Solva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Veillette, accountant, 5410 Jules-Fournier St., Montreal, Jean-Louis Bélanger, agent, 2687 Benjamin Sulte St., Montreal, and Nicole Minguez, secretary, spinster of the full age of majority, 10621 St-Charles St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Solva inc.", with a total capital stock of $1,010,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 635 Henri-Bourassa Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5368-65

Precision Hardware Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Joseph-Adrien Turcotte, gérant de ventes, 5353 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Gabriel Tremblay, mécanicien, et Yolande Turcotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gabriel Tremblay, ces deux derniers de 8403, Peter-Borough Circle, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'article électriques et mécaniques et de quincaillerie, sous le nom de « Precision Hardware Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 16-66

Precision Hardware Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Adrien Turcotte, sales manager, 5353 Sherbrooke West, Montreal, Gabriel Tremblay, mechanic, and Yolande Turcotte, housewife, wife separate as to property of the said Gabriel Tremblay, the latter two of 8403 Peter-Borough Circle, Anjou, for the following purposes:

To deal in mechanical and electrical articles and hardware, under the name of "Precision Hardware Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 16-66

M. Pressburger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John Nettel, marchand, 4170, Marlowe, Montréal, Donald W. Seal, avocat, 371, Alexis-Nihon, St-Laurent, Philip Shaposnick, avocat, 5485, Coolbrook, Montréal, et Gary Moscowitz, avocat, 260, rue St. Aubin, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, lainages, tissus, fibre, nouveautés, textile et autres substances en fibre et textile, sous le nom de « M. Pressburger Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1466, rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5678-65

M. Pressburger Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Nettel, merchant, 4170 Marlowe, Montreal, Donald W. Seal, advocate, 371 Alexis-Nihon, St-Laurent, Philip Shaposnick, advocate, 5485 Coolbrook, Montreal, and Gary Moscowitz, advocate, 260 St. Aubin Street, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in machinery, yarns, fabrics, fibres, novelties, textiles and other fibrous and textile substances, under the name of "M. Pressburger Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1466 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5678-65

Les Producteurs de lait nature de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Janvier Gladu, Farnham, Édouard Jodoin, Ste-Martine, Honorius Lafond, St-Hermas, Robert W. Simpson, route rurale no 1, Melbourne, Huntley Greig, Ormstown, Clément Beauchemin, Verchères, tous six cultivateurs, et Réjean Labonté, secrétaire, Farnham, pour les objets suivants:

Améliorer la santé publique en encourageant une plus grande consommation du lait et des produits laitiers, sous le nom de « Les Producteurs de lait nature de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 3986-65

Les Producteurs de lait nature de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Janvier Gladu, Farnham, Édouard Jodoin, Ste-Martine, Honorius Lafond, St-Hermas, Robert W. Simpson, rural route No. 1, Melbourne, Huntley Greig, Ormstown, Clément Beauchemin, Verchères, all six farmers, and Réjean Labonté, secretary, Farnham, for the following purposes:

To improve public health by encouraging a greater consumption of milk and dairy products, under the name of "Les Producteurs de lait nature de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 3986-65

Productions « Entre La Mer et L'Eau Douce » Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Maxwell Shenker, avocat, Daniel Lazare, avocat, tous deux de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Catherine Riley, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 486, avenue Helen, Otterburn Park, et Dora Ruscica, secrétaire, célibataire, 4403, avenue d'Orléans, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de réalisateurs de vues animées et exploiter des studios de cinéma, sous le nom de « Productions « Entre la Mer et L'Eau Douce » Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6692, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 116-66

Productions "Entre La Mer et L'Eau Douce" Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maxwell Shenker, advocate, Daniel Lazare, advocate, both of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, Catherine Riley, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 486 Helen Avenue, Otterburn Park, and Dora Ruscica, secretary, spinster, 4403 d'Orleans Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and operate motion picture studios, under the name of "Productions "Entre La Mer et L'Eau Douce" Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6692 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 116-66

Purifi-Tronique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Eddy Rivard, commerçant, 6570, boulevard Pie IX, Montréal, Maxime Langlois, avocat, 1439, chemin Ste-Foy, Québec, et Andrée R. Rochette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jacques Rochette, 7420, 3e avenue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Purifi-Tronique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Purifi-Tronique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eddy Rivard, trader, 6570 Pie IX Boulevard, Montreal, Maxime Langlois, lawyer, 1439 Ste-Foy Road, Quebec, and Andrée R. Rochette, secretary, wife separate as to property of Jacques Rochette, 7420, 3rd Avenue East, Charlesbourg, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Purifi-Tronique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 5505, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 36-66

The head office of the company is at 5505 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 36-66

Quebec Electrical Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre-Charles Lacaille, avocat, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, Hugh A. Hibbard, vendeur, 144, avenue Desjardins, Ste-Adèle, et John A. Davidson, industriel, 134, avenue Desjardins, Ste-Adèle, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machinerie, appareils, dispositifs ou accessoires électriques, sous le nom de « Quebec Electrical Supplies Limited », avec un capital-actions divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 273, boulevard Laurentien, Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5661-65

Quebec Electrical Supplies Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Charles Lacaille, lawyer, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, Hugh A. Hibbard, salesman, 144 Desjardins Avenue, Ste-Adèle, and John A. Davidson, industrialist, 134 Desjardins Avenue, Ste-Adèle, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric manchinery, apparatus, appliances or supplies, under the name of "Quebec Electrical Supplies Limited", with a capital stock divided into 50,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 273 Laurentian Boulevard, Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5661-65

Reliable Processing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, John Michelin, avocat, 5200, Prince of Wales, Montréal, et Jason Ruby, avocat, 2860, rue Ekers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un service de vente par correspondance par malle directe et indirete, sous le nom de « Reliable Processing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9405, Centrale, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 54-66

Reliable Processing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, and Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a mail order service for direct and indirect mailings, under the name of "Reliable Processing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9405 Centrale, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 54-66

Restaurant Boulevard (St-Jean) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Guy Moreau, gérant, 93, boulevard du Séminaire, St-Jean, Roland St-Pierre, entrepreneur, Varennes, et Dr Georges Boutin, médecin, 712, rue Raymond, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Boulevard (St-Jean) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Restaurant Boulevard (St-Jean) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Moreau, manager, 93 du Séminaire Boulevard, St-Jean, Roland St-Pierre, contractor, Varennes, and Dr. Georges Boutin, doctor, 712 Raymond Street, St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant Boulevard (St-Jean) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 160, boulevard du Séminaire, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5227-65

Restaurant Chez Camille ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, avocat, 159, Principale, St-Romuald-d'Etchemin, Gabrielle Vallée, avocat, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, et Raymonde Boivin, secrétaire, fille majeure, 1105, Belvedère, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Chez Camille ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la companie est 1384, Chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5773-65

Restaurant Mambo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, avocat, 1320, LeBlanc, Sillery, Gatien Roy, avocat, 3047, Le Chasseur, Ste-Foy, et Marie Brochu, secrétaire, célibataire, 1115, 3e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Mambo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5505-65

Richardson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: William A. Lyon, comptable agréé, 229, rue Argyle, W. Warren Lynch, avocat, 1885, rue Grime, et Lise Brien, secrétaire, fille majeure, 118, 5e avenue, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Richardson Inc. », avec un capital total de $125,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1705 ouest, rue King, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5358-65

The head office of the company is at 160 du Séminaire Boulevard, St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5227-65

Restaurant Chez Camille ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Michaud, advocate, 6835 Boivin Place, Charlesbourg, Henri Beaudry, advocate, 159 Main, St-Romuald-d'Etchemin, Gabrielle Vallée, advocate, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, and Raymonde Boivin, secretary, fille majeure, 1105 Belvedère, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Chez Camille ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1384 Ste-Foy Road, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5773-65

Restaurant Mambo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Séverin Lachapelle, attorney, 1320 LeBlanc, Sillery, Gatien Roy, attorney, 3047 Le Chasseur, Ste-Foy, and Marie Brochu, secretary, spinster, 1115, 3rd Avenue, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Restaurant Mambo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5505-65

Richardson Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William A. Lyon, chartered accountant, 229 Argyle Street, W. Warren Lunch, advocate, 1885 Grime Street, and Lise Brien, secretary, spinster of the full age of majority, 118, 5th Avenue, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Richardson Inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 100 common shares of a par value of $50 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 200 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 1705 King Street West, Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5358-65

Rol-Art Sales Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Roland Girard, vendeur, 4609, St-Donat, Montréal, Arthur LeBlanc, vendeur, 59, 5e avenue, Iberville, et Aimé Desnoyers, comptable, 6081, Des Angevins, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues dans les magasins à rayons, sous le nom de « Rol-Art Sales Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1168, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5760-65

Rol-Art Sales Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Girard, salesman, 4609 St-Donat, Montreal, Arthur LeBlanc, salesman, 59, 5th Ave., Iberville, and Aimé Desnoyers, accountant, 6081 Des Angevins, Anjou, for the following purposes:

To carry on business dealing in all merchandise generally sold in department stores, under the name of "Rol-Art Sales Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1168 Ste-Catherine St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5760-65

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, avocat, 1280, boulevard Laid, Mont Royal, C. Stephen Cheasley, avocat, 7, avenue Rennie, Montréal, Ouest, et Jack R. Miller, commis en Loi, 455, avenue Bourke, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de textiles, tissus et produits en tissu, sous le nom de « Rollon Co. Ltd. — Rollon Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5540-65

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, advocate, 1280 Laird Boulevard, Mount Royal, C. Stephen Cheasley, advocate, 7 Rennie Avenue, Montreal West, and Jack R. Miller, law clerk, 455 Bourke Avenue, Dorval, for the following purposes:

To deal in all kinds of textiles, fabrics and fabric products, under the name of "Rollon Co. Ltd. — Rollon Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5540-65

Rouleau construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Ronald Rouleau, entrepreneur, Monique Aukstinaitis, ménagère, épouse dudit Ronald Rouleau, tous deux de 320, rue Raymond, Gatineau, et Anthony Aukstinaitis, commis, 516, Notre-Dame, Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rouleau construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5584-65

Rouleau construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Rouleau, contractor, Monique Aukstinaitis, housewife, wife of said Ronald Rouleau, both of 320 Raymond Street, Gatineau, and Anthony Aukstinaitis, clerk, 516 Notre-Dame, Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Rouleau construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5584-65

E. Bernard Rubin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965,

E. Bernard Rubin Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Alan Z. Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, Daniel S. Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Mitchell Klein, avocat, 188, Wexford Crescent, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers et d'agents d'assurance, sous le nom de « E. Bernard Rubin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 22-66

S B C Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre, 1965, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 6631, chemin Baily, Côte-St-Luc, et Aaron Pollack, avocat, 6085, de Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « S B C Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune, 50,000 actions privilégiées première catégorie de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées seconde catégorie de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 12-66

Ste-Marie Mfg. Co. Ltd.
Confection Ste-Marie Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4578, avenue Wilson, Montréal, Ethel Gasoi, secrétaire, épouse séparée de biens de Oscar Bennett, 5962, avenue Westbury, Montréal, et Jeannine Tellier, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Tellier, 1093, 4e Avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Ste-Marie Mfg. Co. Ltd.— Confection Ste-Marie Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5657-65

René Savoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Pierre Leblanc, comptable, 515, rue Bonaventure, Trois-Rivières,

incorporating: Alan Z. Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, Daniel S. Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Mitchell Klein, advocate, 188 Wexford Crescent, Hampstead, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers and agents, under the name of "E. Bernard Rubin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 22-66

S B C Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte-St-Luc, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 6631 Baily Road, Côte-St-Luc, and Aaron Pollack, advocate, 6085 de Vimy, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "S B C Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each, 50,000 first preferred shares of $1 each and 30,000 second preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 12-66

Ste-Marie Mfg. Co. Ltd.
Confection Ste-Marie Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold S. Freeman, advocate and Queen's Counsel, 4578 Wilson Avenue, Montreal, Ethel Gasoi, secretary, wife separate as to property of Oscar Bennett, 5962 Westbury Avenue, Montreal, and Jeannine Tellier, secretary, wife separate as to property of Fernand Tellier, 1093, 4th Avenue, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Ste-Marie Mfg. Co. Ltd.— Confection Ste-Marie Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5657-65

René Savoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Leblanc, accountant, 515 Bonaventure St., Trois-Rivières, Pierre Dessu-

Pierre Dessureault, comptable, 1950, rue Victoria, apt. 1, Trois-Rivières, et Jacques Désilets, comptable, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « René Savoie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 701, boulevard St-Laurent, Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5697-65

reault, accountant, 1950 Victoria St., Apt. 1, Trois-Rivières, and Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "René Savoie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 701 St-Laurent Blvd., Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5697-65

Le Service des loisirs de la Rive-Sud métropolitaine

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Morin, travailleur social, 455, rue St-Michel, St-Jean, Estelle Mouton, ménagère, épouse séparée de biens de Georges E. Mouton, 1609, rue St-Gérald, LeMoyne, Joseph M. Lamarre, représentant médical, 826, rue Maple, Jacques-Cartier, et Pierre Meunier, directeur de loisirs, 747, rue Laurier, Beloeil, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Service des loisirs de la Rive-Sud métropolitaine ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5378-65

Le Service des loisirs de la Rive-Sud métropolitaine

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Morin, social worker, 455 St-Michel Street, St-Jean, Estelle Mouton, housewife, wife separate as to property of Georges E. Mouton, 1609 St-Gérald Street, LeMoyne, Joseph M. Lamarre, medical representative, 826 Maple Street, Jacques-Cartier, and Pierre Meunier, recreational director, 747 Laurier Street, Beloeil, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Le Service des loisirs de la Rive-Sud métropolitaine".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $200,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5378-65

Service des loisirs Ste-Catherine-d'Alexandrie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Aurel Grégoire, sacristain, 1786, rue St-André, #A, Marcel Lecompte, commis de bureau, 1650, St-Christophe, Gabrielle Leduc, secrétaire, fille majeure, 1899, rue Amherst, Gisèle Desjardins, professeur, fille majeure, 1778, rue Beaudry, #B, Lionel Dupuis, contremaître-électricien, 1776, rue Visitation, André Lapointe, aide-concierge, 2000, rue Montcalm, et Laurent St-Pierre, chômeur, 1491, rue Logan, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Ste-Catherine-d'Alexandrie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5569-65

Service des loisirs Ste-Catherine-d'Alexandrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Aurel Grégoire, sacristan, 1786 St-André Street, #A, Marcel Lecompte, office clerk, 1650 St-Christoghe, Gabrielle Leduc, secretary, fille majeure, 1899 Amherst Street, Gisèle Desjardins, professor, fille majeure, 1778 Beaudry Street, #B, Lionel Dupuis, foreman-electrician, 1776 Visitation Street, André Lapointe, assistant janitor, 2000 Montcalm Street, and Laurent St-Pierre, idle workman, 1491 Logan Street, all seven of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Service des loisirs Ste-Catherine-d'Alexandrie".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5569-65

J. & H. Silver Management Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 371, Alexis-Nihon, St-Laurent, Gary Moscowitz, avocat, 260, St. Aubin, St-Laurent, et Philip Shaposnick, avocat, 5485, Coolbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer, conduire, surveiller et diriger des biens immobiliers, sous le nom de « J. & H. Silver Management Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5754-65

J. & H. Silver Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, advocate, 371 Alexis-Nihon, St-Laurent, Gary Moscowitz, advocate, 260 St. Aubin, St-Laurent, and Philip Shaposnick, advocate, 5485 Coolbrooke, Montreal, for the following purposes:

To administer, manage, supervise and superintend immoveable properties, under the name of "J. & H. Silver Management Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 3,600 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5754-65

Simplified Business Systems Services (Eastern Division) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Gordon Leonard McGilton, avocat, 1452, rue Bishop, suite 4A, Montréal, Angus Scott Taylor, analyste en placements, 3455, rue Stanley, app. 104, Montréal, et Miriam Bernstein, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de David Barash, 1755, avenue North, Outremont, pour les objets suivants:

Publier, distribuer, expliquer et vendre des méthodes de tenue de livres destinées aux petits commerces, sous le nom de « Simplified Business Systems Services (Eastern Division) Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5679-65

Simplified Business Systems Services (Eastern Division) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Leonard McGilton, advocate, 1452 Bishop Street, Suite 4A, Montreal, Angus Scott Taylor, investment analyst, 3455 Stanley Street, apt. 104, Montreal, and Miriam Bernstein, secretary, wife contractually separate as to property of David Barash, 1755 North Avenue, Outremont, for the following purposes:

To publish, distribute, explain and sell bookkeeping systems designed for small businesses, under the name of "Simplified Business Systems Services (Eastern Division) Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 19,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5679-65

La Société d'administration et de relations professionnelles du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Deslierres, conseiller en relations industrielles, 370-A, boulevard St-Joseph est, Montréal, Pierre Deslierres, représentant-vendeur, 5910, Côte-de-Liesse, Montréal, et Denis Deslierres, fonctionnaire, 8315, Alphonse-Desjardins, St-Léonard, pour les objets suivants:

Agir comme experts, conseillers, professeurs, représentants ou conférenciers dans le domaine de l'organisation et de l'administration de toute entreprise ou corporation et en matière de relation entre patrons et employés, sous le nom de « La Société d'administration et de relations professionnelles du Québec inc. », avec un

La Société d'administration et de relations professionnelles du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Deslierres, counsellor in industrial relations, 370-A St-Joseph Boulevard East, Montreal, Pierre Deslierres, representative-salesman, 5910 Côte-de-Liesse, Montreal, and Denis Deslierres, civil servant, 8315 Alphonse-Desjardins, St-Léonard, for the following purposes:

To act as experts, counsellors, professors, representatives or lecturers in the organization and administration field of every enterprise or corporation and in the relation field between employer and employees, under the name of "La Société d'administration et de relations professionnelles du Québec inc.", with a total capital

capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5396-65

La Société des fonds communs inc.
Common Fund Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Maurice Fortin, assistant-gérant de crédit, 122, 2e avenue, St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, Jean-Guy André, contremaître, 7174, rue Dumas, Montréal, Jean-Pierre Parent, vérificateurs, 446, rue D'Amour, LaSalle, Gilbert Gauthier, dessinateur, 113, 8e avenue, Lachine, et Ernest Bélanger, vendeur, 3412, rue Harvard, app. 9, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La Société des fonds communs inc.— Common Fund Society Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, rue D'Amour, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5601-65

Société immobilière Montarville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Lyse Dupuis, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Paul Lamarre, 32, boulevard Taillon, St-Basile-le-Grand, Claudette Rioux, secrétaire, épouse séparée de biens de Philibert Bouchard, 520, rue Bennett, Montréal, et Jacques-Marie Gaulin, notaire, 273, rue Principale, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société immobilière Montarville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5768-65

Spear Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Yoine Goldstein, avocat, 3440, place Decelles, Louise Lamothe, secrétaire, célibataire, 2532, Beaubien, tous deux de Montréal, et Robert Lefcort, avocat, 250, avenue Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5396-65

La Société des fonds communs inc.
Common Fund Society Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Fortin, assistant manager of credit, 122, 2nd Avenue, St-Pierre, county of Jacques-Cartier, Jean-Guy André, foreman, 7174 Dumas Street, Montreal, Jean-Pierre Parent, auditor, 446 D'Amour Street, LaSalle, Gilbert Gauthier, designer, 113, 8th Avenue, Lachine, and Ernest Bélanger, salesman, 3412 Harvard Street, apt. 9, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Société des fonds communs inc.— Common Fund Society Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 446 D'Amour Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5601-65

Société immobilière Montarville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lyse Dupuis, housewife, wife separate as to property of Jean-Paul Lamarre, 32 Taillon Boulevard, St-Basile-le-Grand, Claudette Rioux, secretary, wife separate as to property of Philibert Bouchard, 520 Bennett Street, Montreal, and Jacques-Marie Gaulin, notary, 273 Principale Street, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Société immobilière Montarville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5768-65

Spear Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yoine Goldstein, advocate, 3440 Decelles Place, Louise Lamothe, secretary, spinster, 2532 Beaubien, both of Montreal, and Robert Lefcort, advocate, 250 Kensington Avenue, Westmount, for the following purposes:

Confectionner des articles vestimentaires et en faire le commerce, sous le nom de « Spear Corporation Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 18,000 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5658-65

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Spear Corporation Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each, 5,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 500 class "B" shares of the par value of $10 each and 18,000 class "C" shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5658-65

Superco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin ouest, Rita Dufresne, 166, rue Fleury est, et Claire Burns, 4464, rue Chambord, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits chimiques, peintures, minéraux et métaux, sous le nom de « Superco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5767-65

Superco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, 7280 Gouin Blvd. West, Rita Dufresne, 166 Fleury St. East, and Claire Burns, 4464 Chambord St., the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of chemical products, paints, minerals and metals, under the name of "Superco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5767-65

Telis Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jacob L. Rothman, avocat, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, Jack Lightstone, avocat, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes d'articles, produits et marchandises, sous le nom de « Telis Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4907, rue Plamondon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 15-66

Telis Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacob L. Rothman, advocate, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, Jack Lightstone, advocate, 2176 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles, products and merchandise, under the name of "Telis Co. Ltd.", with a total capital stock $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4907 Plamondon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 15-66

Alpha Tétrault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Tétrault, avocat, 712, rue Le Laboureur, Boucherville, Jaime W. Dunton, avocat, 8, Condover, Pointe-Claire, et Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 4652, Sherbrooke ouest, Westmount, pour les objets suivants:

Alpha Tétrault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Tétrault, advocate, 712 Le Laboureur Street, Boucherville, Jaime Dunton, advocate, 8 Condover, Pointe-Claire, and Kathleen Higgins, secretary, fille majeure, 4652 Sherbrooke West, Westmount, for the following purposes:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Alpha Tétrault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 276, rue Huot, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 23-66

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Alpha Tétrault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominale value of $1 each.

The head office of the company is at 276 Huot Street, Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 23-66

Timbres Unico Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Normand Duval, avocat, 7244, St-Denis, André Perreault, avocat, 4353, Girouard, et Raymonde Lamarche, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 8832, St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Timbres Unico inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2361, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 4983-65

Timbres Unico Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Duval, lawyer, 7244, St-Denis, André Perreault, lawyer, 4353 Girouard, and Raymonde Lamarche, secretary, fille majeure and using her rights, 8832 St-Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and publicity counsellors, under the name of "Timbres Unico inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2361 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 4983-65

Transvision Cowansville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marcel C. Houle, commerçant, 375, 5e avenue, Shawinigan-Sud, Jean Beauchemin, commerçant, route Nationale, Shawinigan-Sud, et Lionel Janna, comptable, 365, 11e rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion et de TSF, sous le nom de « Transvision Cowansville inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5696-65

Transvision Cowansville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel C. Houle, trader, 375, 5th Avenue, Shawinigan-South, Jean Beauchemin, trader, National Route, Shawinigan-South, and Lionel Janna, accountant, 365, 11th Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To operate sending-out stations and broadcasting and wireless room receivers, under the name of "Transvision Cowansville inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and into 1,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5696-65

Valois Electrical Motor Repairs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gilles Brisebois, maître-électricien, 16, Glendale, Pointe-Claire, Gilles Longtin, électricien, 414, rue Ranger, Dorion, et Robert Bannon, électricien, 38, 9e avenue, Pincourt, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Valois Electrical Motor Repairs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000

Valois Electrical Motor Repairs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Brisebois, master electrician, 16 Glendale, Pointe-Claire, Gilles Longtin, electrician, 414 Ranger St., Dorion, and Robert Bannon, electrician, 38, 9th Ave., Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Valois Electrical Motor Repairs Ltd.", with a total capital stock of $40,000,

actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 98, Ashgrove, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 24-66

Velmont Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Yves Lévesque, notaire, 3035, chemin Barat, Daniel Manseau, étudiant, 3221, Forest Hill, tous deux de Montréal et Marie-Ange Lapalme, secrétaire, veuve en premières noces et non remariée de Victor Daigneault, 1008, chemin d'Oka, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Velmont Investments Inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place Ville Marie, suite 603, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5301-65

Venus Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Felix Flarberg, marchand, Taube Garmaise, ménagère, épouse séparée de biens dudit Felix Flarberg, tous deux de 5775, Darlington, et Kay Kimel, secrétaire, épouse séparée de biens de William Katz, 5363, Coolbrook, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de bijoux, or, argent et produits en cuir, sous le nom de « Venus Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5665-65

Vêtements Opera inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Yahya Suissa, coupeur de cuir, Maryse Cazalé, ménagère, épouse commune en biens dudit Yahya Suissa, tous deux de 2170, rue Scott, St-Laurent, Maurice Lapointe, dessinateur en vêtements, et Aurore Déziel, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Lapointe, ces deux derniers de 130, boulevard Terrebonne, Terrebonne, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de vêtements, sous le nom de « Vêtements Opera inc. », avec un

divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 98 Ashgrove, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 24-66

Velmont Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Lévesque, notary, 3035 Barat Road, Daniel Manseau, student, 3221 Forest Hill, both of Montreal, and Marie-Ange Lapalme, secretary, unremarried widow by first marriage of Victor Daigneault, 1008 Oka Road, Two-Mountains, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Velmont Investments Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 9,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Place Ville Marie, suite 603, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5301-65

Venus Trading Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Felix Klarberg, merchant, Taube Garmaise, housewife, wife separate as to property of the said Felix Klarberg, both of 5775 Darlington, and Kay Kimel, secretary, wife separate as to property of William Katz, 5363 Coolbrook, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, gold, silver and leather products, under the name of "Venus Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5665-65

Vêtements Opera inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yahya Suissa, leather cutter, Maryse Cazalé, housewife, wife common as to property of said Yahya Suissa, both of 2170 Scott Street, St-Laurent, Maurice Lapointe, clothes designer, and Aurore Déziel, housewife, wife common as to property of said Maurice Lapointe, the latter two of 130 Terrebonne Boulevard, Terrebonne, for the following purposes:

The manufacturing and business dealing in clothing, under the name of "Vêtements Opera

capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5594-65

Voyages Laurentiens inc.
Laurentian Travel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Thomas Stuart Gillespie, avocat, Guy Ambrose Miller, gérant de perception, et Colin Richard Chisholm, commis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de billets et de bureau de voyage, sous le nom de « Voyages Laurentiens inc.— Laurentian Travel Inc. », avec un capital-actions, divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 8-66

inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5594-65

Voyages Laurentiens inc.
Laurentian Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Stuart Gillespie, advocate, Guy Ambrose Miller, collection manager, and Colin Richard Chisholm, clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Voyages Laurentiens inc.— Laurentian Travel Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 8-66

Letters patentes supplémentaires

Anva construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « André construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « Anva construction inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 2767-65 — 1304/91

F. Archambault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de janvier 1966, à la compagnie « Archambault & Barrette inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « F. Archambault inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 4298-65 — 1305/7

Automotive Sales & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1965, à la compagnie « Automotive Sales & Service Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 10258-59 — 1304/118

Supplementary Letters Patent

Anva construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "André construction inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1965, changing its name to that of "Anva construction inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 2767-65 — 1304/91

F. Archambault inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Archambault & Barrette inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of September, 1965, changing its name to that of "F. Archambault inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 4298-65 — 1305/7

Automotive Sales & Service Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Automotive Sales & Service Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 10258-59 — 1304/118

Boire et frères transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1965, à la compagnie « Boire et frères transport ltée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant et subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1225-64 — 1304/63

Brown-Lee Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Brown-Lee Investment Corp. », 1° réduisant son capital par l'annulation de 242 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 242 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune; 3° convertissant ses 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune en 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 4° convertissant ses 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune; 5° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 7645-65 — 1304/37

Canadian Adhesives Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de janvier 1966, à la compagnie « Canadian Adhesives (1963) Limited », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Canadian Adhesives Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5157-63 — 1305/8

Cassal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1965, à la compagnie « Cassal Holdings Corp. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de décembre 1959, 1° changeant son nom en celui de « Cassal Corp. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $290,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 16708-59 — 1304/64

Clinique métropolitaine ltée
Metropolitan Clinic Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Boire et frères transport ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Boire et frères transport ltée", 1. extending its powers; 2. changing and subdividing its 1,000 common shares of $100 each into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1225-64 — 1304/63

Brown-Lee Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brown-Lee Investment Corp.", 1. reducing its capital by the cancellation of 242 preferred shares of a par value of $50 each; 2. increasing its capital by the creation of 242 preferred shares of a par value of $50 each; 3. converting its 600 preferred shares of a par value of $50 each into 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and into 1,500 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 4. converting its 2,000 common shares of no par value into 2,000 common shares of a par value of $10 each; 5. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 7645-65 — 1304/37

Canadian Adhesives Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canadian Adhesives (1963) Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of November, 1963, changing its name to that of "Canadian Adhesives Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5157-63 — 1305/8

Cassal Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cassal Holdings Corp.", incorporated by letters patent dated the 10th day of December, 1959, 1. changing its name to that of "Cassal Corp."; 2. increasing its capital from $40,000 to $290,000, the additional capital stock being divided into 250,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 16708-59 — 1304/64

Clinique métropolitaine ltée
Metropolitan Clinic Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965,

patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « Clinique métropolitaine ltée — Metropolitan Clinic Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 11844-61 — 1303/112

Dochodova Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « Dochodova Investment Co. Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $170,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 85,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées troisième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et en 10,000 actions catégorie « B » d'uue valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 10425-62 — 1305/11

Raymond Doucet (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1965, à la compagnie « Plomberie Nova (1963) ltée — Nova Plumbing (1963) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « Raymond Doucet (1965) ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 2026-63 — 1305/13

The Julia Drummond Residence Association

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1965, à la compagnie « The Julia Drummond Hostel Association », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1927, changeant son nom en celui de « The Julia Drummond Residence Association ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 1202-27 — 1304/103

Duroy Rusco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de juin 1965, à la compagnie « Duroy Rusco inc. », convertissant ses 260 actions ordinaires non émises d'une valeur nominale de $100 chacune en 260 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 893-63 — 1305/14

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Clinique métropolitaine ltée — Metropolitan Clinic Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $80,000, the additional capital shares being divided into 4,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

13915 11844-61 — 1303/112

Dochodova Investment Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dochodova Investment Co. Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $170,000, the additional capital stock being divided into 85,000 first preferred shares of a par value of $1 each, 20,000 second preferred shares of a par value of $1 each, 15,000 third preferred shares of a par value of $1 each and into 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 10425-62 — 1305/11

Raymond Doucet (1965) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Plomberie Nova (1963) ltée — Nova Plumbing (1963) Ltd.", incorporated by letters patent dated 8th day of May, 1963, changing its name to that of "Raymond Doucet (1965) ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 2026-63 — 1305/13

The Julia Drummond Residence Association

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Julia Drummond Hostel Association". incorporated under Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 27th day of May, 1927, changing its name to that of "The Julia Drummond Residence Association".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 1202-27 — 1304/103

Duroy Rusco inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Duroy Rusco inc.", converting its 260 unissued common shares of a nominal value of $100 each into 260 preferred shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 893-63 — 1305/14

Empire Crockery Company

Avis est donné qu'en verru de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1965, à la compagnie « Empire Crockery Company », augmentant son capital de $49,900 à $299,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 7691-45 — 1304/99

Empire Crockery Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Empire Crockery Company", increasing its capital from $49,900 to $229,900, the additional capital stock being divided into 250,000 preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 7691-45 — 1304/99

Fiat construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Fiat construction inc. », augmentant son capital de $40,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 10952-56 — 1303/118

Fiat construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fiat construction inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 1,100 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 10952-56 — 1303/118

Les Immeubles Audet limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1965, à la compagnie « Les Immeubles Audet limitée », 1° subdivisant ses 700 actions ordinaires de $100 chacune en 70,000 actions d'une valeur nominale de $1 chacune; 2° convertissant ses 70,000 actions d'une valeur nominale de $1 chacune en 202 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 69,798 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 17914-62 — 1304/49

Les Immeubles Audet limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Audet limitée", 1. subdividing its 700 common shares of $100 each into 70,000 shares of a nominal value of $1 each; 2. converting its 70,000 shares of a nominal value of $1 each into 202 class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 69,798 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 17914-62 — 1304/49

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1965, à la compagnie « Industrial Life Holding Ltd. », réduisant son capital de $9,500,000 à $3,678,000, le capital-actions annulé étant divisé en 58,220 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 14196-61 — 1304/71

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Industrial Life Holding Ltd.", reducing its capital from $9,500,000 to $3,678,000, the annulled capital shares being divided into 58,220 preferred shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 14196-61 — 1304/71

International Lacquer Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1965, à la compagnie « International Lacquer Products Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 13483-55 — 1304/129

International Lacquer Products Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Lacquer Products Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $250,000, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 13483-55 — 1304/129

International Rubber & Plastics Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « International Divers Corp. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de novembre 1955, changeant son nom en celui de « International Rubber & Plastics Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 13079-55 — 1304/94

International Rubber & Plastics Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Divers Corp.", incorporated by letters patent dated the 14th day of November, 1955, changing its name to that of "International Rubber & Plastics Corp.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 13079-55 — 1304/94

L. G. Auto Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1965, à la compagnie « Parties d'autos de l'Est inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de décembre 1964, 1° changeant son nom en celui de « L. G. Auto Repair Inc. »; 2° changeant son siège social de Sherbrooke, au numéro 5383, rue Clark, Montréal; 3° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 5545-64 — 1304/14

L. G. Auto Repair Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Parties d'autos de l'Est inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of December 1964, 1. changing its name to that of "L. G. Auto Repair Inc."; 2. changing its head office from Sherbrooke, to 5383 Clark Street, Montreal; 3. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 5545-64 — 1304/14

Laboratoires Bio-Millet inc.
Bio-Millet Laboratories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1965, à la compagnie « Les Placements Bio inc.— Bio Investments Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20 décembre 1958, 1° changeant son nom en celui de « Laboratoires Bio-Millet inc.— Bio-Millet Laboratories Inc. »; 2° subdivisant et changeant ses 75,000 actions ordinaires de $10 chacune en 150,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 3° subdivisant et changeant ses 7,650 actions privilégiées de $100 chacune en 153,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 4° réduisant son capital de $2,000,000 à $1,515,000, le capital-actions annulé étant divisé en 4,850 actions privilégiées de $100 chacune; 5° convertissant ses 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale en 3,000 actions spéciales sans valeur nominale; 6° modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 14790-58 — 1303/74

Laboratoires Bio-Millet inc.
Bio-Millet Laboratories Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Bio inc.— Bio Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December 1958, 1. changing its name to that of "Laboratoires Bio-Millet inc.— Bio-Millet Laboratories Inc."; 2. subdividing and changing its 75,000 common shares of $10 each into 150,000 common shares of no nominal value; 3. subdividing and changing its 7,650 preferred shares of $100 each into 153,000 common shares of no nominal value; 4. reducing its capital stock from $2,000,000 to $1,515,000, the cancelled share capital being divided into 4,850 preferred shares of $100 each; 5. converting its 3,000 common shares of no nominal value into 3,000 special shares of no nominal value; 6. amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 14790-58 — 1303/74

Lemay autobus ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1965, à la compagnie « André auto ltée », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Lemay autobus ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 46-64 — 1304/131

Lemay autobus ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "André auto ltée", incorporated by letters patent dated the 9th day of January 1964, changing its name to that of "Lemay autobus ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 46-64 — 1304/131

Levelco Électric incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Levelco Électric incorporée », 1° augmentant son capital de $50,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions privilégiées de $100 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents à ses actions privilégiées.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 10021-55 — 1304/132

Levelco Électric incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Levelco Électric incorporée", 1. increasing its capital stock from $50,000 to $140,000, the additional share capital being divided into 900 preferred shares of $100 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 10021-55 — 1304/132

Montreal Society of Financial Analysts

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1965, à la compagnie « Montreal Institute of Investment Analysts », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1950, changeant son nom en celui de « Montreal Society of Financial Analysts ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 2748-50 — 1304/78

Montreal Society of Financial Analysts

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Institute of Investment Analysts", incorporated under Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 8th day of March, 1950, changing its name to that of "Montreal Society of Financial Analysts".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 2748-50 — 1304/78

Nanouk films ltée
Nanouk Films Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Sibro films ltée — Sibro Films Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de juillet 1965, changeant son nom en celui de « Nanouk films ltée — Nanouk Films Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 3198-65 — 1304/107

Nanouk films ltée
Nanouk Films Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sibro films ltée — Sibro Films Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of July, 1965, changing its name to that of "Nanouk films ltée — Nanouk Films Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 3198-65 — 1304/107

Niagara Limestone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1965, à la compagnie « Carrières Laurentides inc. — Laurentide Quarries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Niagara Limestone Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1313-65 — 1304/135

Niagara Limestone Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Carrières Laurentides inc. — Laurentide Quarries Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1965, changing its name to that of "Niagara Limestone Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1313-65 — 1304/135

Nuway Carpet Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1965, à la compagnie « Nuway Carpet Cleaning Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Nuway Carpet Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 1592-65 — 1304/136

Nuway Carpet Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Nuway Carpet Cleaning Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of April, 1965, changing its name to that of "Nuway Carpet Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 1592-65 — 1304/136

Ottawa Silica Company Ltd.
(No Personal Liability)
L'Ottawa, compagnie de silice ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1965, à la compagnie « Ottawa Silica Company of Quebec » (No Personal Liability) — « L'Ottawa, compagnie de silice du Québec » (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Ottawa Silica Company Ltd. » (No Personal Liability) — « L'Ottawa, compagnie de silice ltée » (Libre de responsabilité personnelle).

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 422-64 — 1304/79

Perselco Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « Perselco Realties Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 12704-55 — 1304/108

Price Kraft and Paperboard Corporation
La Compagnie des papiers Kraft et cartons Price

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « Price Brothers Kraft and Paperboard Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de février 1959, changeant son nom en celui de « Price Kraft and Paperboard Corporation — La Compagnie des papiers Kraft et cartons Price ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 10672-59 — 1304/137

Les Publications Métro-Express limitée
The Metro-Express Publishing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Les Publications Métro-Express limitée — The Metro-Express Publishing Company Limited », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 490,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1809-64 — 1304/32

Ottawa Silica Company Ltd.
(No Personal Liability)
L'Ottawa, compagnie de silice ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ottawa Silica Company of Quebec" (No Personal Liability) — "L'Ottawa, compagnie de silice du Québec" (Libre de responsabilité personnelle), incorporated by letters patent dated the 30th day of January, 1964, changing its name to that of "Ottawa Silica Company Ltd." (No Personal Liability) — "L'Ottawa, compagnie de silice ltée" (Libre de responsabilité personnelle).

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 422-64 — 1304/79

Perselco Realties Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Perselco Realties Inc.", increasing its capital from $40,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 12704-55 — 1304/108

Price Kraft and Paperboard Corporation
La Compagnie des papiers Kraft et cartons Price

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Price Brothers Kraft and Paperboard Corporation", incorporated by letters patent dated the 10th day of February, 1959, changing its name to that of "Price Kraft and Paperboard Corporation — La Compagnie des papiers Kraft et cartons Price".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 10672-59 — 1304/137

Les Publications Métro-Express limitée
The Metro-Express Publishing Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Publications Métro-Express limitée — The Metro-Express Publishing Company Limited", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital, the additional capital shares being divided into 490,000 common shares without nominal value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1809-64 — 1304/32

Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association
Association des sous-entrepreneurs et fournisseurs de construction du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « Quebec Construction Sub-Contractors Association — Association des sous-entrepreneurs de construction de Québec », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 10e jour de novembre 1964, 1° changeant son nom en celui de « Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association — Association des sous-entrepreneurs et fournisseurs de construction du Québec »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 5046-64 — 1303/127

Savrin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1965, à la compagnie « Savrin inc. », 1° augmentant son capital de $60,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5; 3° changeant son siège social de numéro 118, des Patriotes, Ste-Rose, district de Montréal, au numéro 1180, des Patriotes, Ste-Rose, cité de Laval, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 3396-65 — 1303/128

Taran Furs Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « Taran Furs Incorporated », augmentant son capital de $351,000 à $601,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 13728-58 — 1304/114

United Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1965, à la compagnie « United Auto Parts Inc. », diminuant son capital de $5,700,000, à $4,700,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° consolidant et changeant ses 4,700,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 470,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° changeant ses 470,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 235,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair et en 235,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair; 4° augmentant son capital, le

Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association
Association des sous-entrepreneurs et fournisseurs de construction du Québec

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebec Construction Sub-Contractors Association — Association des sous-entrepreneurs de construction de Québec", incorporated under Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 10th day of November, 1964, 1. changing its name to tot of "Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association — Association des sous-entrepreneurs et fournisseurs de construction du Québec"; 2. modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 5046-64 — 1303/127

Savrin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Savrin inc.", 1. increasing its capital from $60,000 to $80,000, the additional capital shares being divided into 2,000 common shares of $10 each; 2. increasing the number of its administrators from 3 to 5; 3. changing its head office from 118 des Patriotes, Ste-Rose, district of Montreal, to 1180 des Patriotes, Ste-Rose, city of Laval, district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 3396-65 — 1303/128

Taran Furs Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Taran Furs Incorporated", increasing its capital from $351,000 to $601,000, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 13728-58 — 1304/114

United Auto Parts Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "United Auto Parts Inc.", 1. reducing its capital from $5,700,000 to $4,700,000, the capital stock annulled being divided into 1,000,000 preferred shares of a par value of $1 each; 2. consolidating and changing its 4,700,000 common shares of a par value of $1 each into 470,000 common shares without par value; 3. changing its 470,000 common shares without par value into 235,000 class "A" shares without par value and into 235,000 class "B" shares without par value; 4. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 165,000 class "A"

capital-actions additionnel étant divisé en 165,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair et en 115,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 16243-61 — 1304/61

Zimble Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1965 à la compagnie « Zimble-Nadler Associates Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « Zimble Associates Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 2921-65 — 1304/86

shares without par value and into 115,000 class "B" shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 16243-61 — 1304/61

Zimble Associates Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Zimble-Nadler Associates Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1965, changing its name to that of "Zimble Associates Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 2921-65 — 1304/86

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 218

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « A » (Plombiers et électriciens) du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de remplacer ladite section « A »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 décembre 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Il EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section « A » du décret numéro 419, soit remplacée par la suivante:

Section « A »

Dispositions spéciales relatives aux métiers de plombier, installateur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, tuyauteur, (mécanicien en tuyauterie), installateur de brûleurs à l'huile et électricien.

I. *Définitions:* Aux fins d'application de la présente section, les mots et termes qui suivent ont la signification ci-après donnée;

a) Le terme « maître mécanicien en tuyauterie » a le sens qui lui est donné par la Loi des Maîtres Mécaniciens en tuyauterie du Québec (S.R.Q. 1964, chapitre 155).

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 218

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction industry and trades in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Québec region (made binding by Part "A" (Plumbers and Electricians) of decree number 419 of April 18, 1957 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to replace the said Part "A" by the following;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 4, 1965;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Part "A" of decree number 419 be superseded by the following:

Part "A"

Special provisions respecting plumbers, heating equipment installers, pipe welders, pipe-mechanics, oil burner mechanics and electricians.

I. *Definitions:* For the purposes of enforcing this part, the meaning of the following words and terms is given below:

(a) The term "master pipe-mechanic" has the same meaning as in the Master Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 155).

b) Le terme « entrepreneut-électricien ou maître électricien » a le sens qui lui est donné par la Loi des Maîtres Électriciens de la Province de Québec (S.R.Q. 1964, chapitre 153).

c) Le terme « compagnon senior en plomberie et chauffage » a le sens qui lui est donné par la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154).

d) Le terme « compagnon 1re année en plomberie et chauffage » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir accompli ses quatre années d'apprentissage dans le métier.

e) Le terme « compagnon 1re année en brûleurs à l'huile » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique, après avoir accompli trois années d'apprentissage dans le métier.

f) Le terme « apprenti en plomberie et chauffage » a le sens qui lui est donné par la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154).

g) Le terme « compagnon électricien » désigne tout salarié qui détient une licence « C » en exécution de la Loi des Électriciens et des Installations électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152).

h) Le terme « apprenti électricien » a le sens qui lui est donné par la Loi des Électriciens et des installations électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152).

i) Le terme « compagnon senior en brûleurs à l'huile » désigne tout salarié qui a déjà satisfait aux conditions prévues au paragraphe « *e* » du présent article et qui loue ses services à un entrepreneur de brûleurs à l'huile pour des travaux d'installation, de réparation ou de réfection de brûleurs à l'huile (S.R.Q. 1964, chapitre 154).

j) Le terme « apprenti en brûleurs à l'huile » désigne tout salarié qui apprend pendant trois années le métier d'installateur de brûleurs à l'huile.

k) 1° Le terme « installations de tuyauterie » signifie l'installation d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes suivants, savoir:

i. les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans toute bâtisse ou construction; ces systèmes, comprenant entre autres, les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

ii. les systèmes de plomberie, dans toute bâtisse ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation de siphons; pour l'alimentation de l'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz;

iii. les systèmes de brûleurs à l'huile ou au gaz naturel mais non au gaz propane;

2°—Le terme « travaux d'installation de tuyauterie » comprend les travaux d'installation, de réparation, de modification ou de réfection d'installations de tuyauterie.

l) Le terme « installations électriques » signifie:

i. les installations électriques, les installations d'appareillage électrique, suivant la définition que le code de l'électricité, approuvé par le bureau des examinateurs de la province, donne à chacun de ces termes;

(*b*) The term "elctrical contractor or master electrician" has the same meaning as in the Master Electricians Act (R.S.Q. 1964, chapter 153).

(*c*) The term "plumbing and heating senior journeyman" has the same meaning as in the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 154).

(*d*) The term "plumbing and heating junior journeyman" means an employee who is in his first year of practice, following four years' trade apprenticeship.

(*e*) The term "oil burner junior journeyman" designates any employee who is in his first practical year, following three years' trade apprenticeship.

(*f*) The term "plumbing and heating apprentice" has the same meaning as in the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 154).

(*g*) The term "journeyman-electrician" designates any employee who holds a "C" license under the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, chapter 152).

(*h*) The term "apprentice-electrician" has the same meaning as in the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, chapter 152).

(*i*) The term "oil burner senior journeyman" designates any employee who has complied with the requirements of subsection "*e*" above and who hires out his services to an oil burner contractor for the installation, repair or rebuilding of oil burners (R.S.Q. 1964, chapter 154).

(*j*) The term "oil burner apprentice" designates any employee who learns the oil burner installer's trade for three years.

(*k*) 1. The term "piping installations" means the installation of one, many or all of the following systems:

i. heating sustems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction; such systems including among others gravity or forced hot water systems and high, low or vacuum steam systems; likewise any firing system;

ii. plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for back air vent; for supplying hot or cold water or gas;

iii. oil or natural gas burner systems, but not propane gas systems;

2. The term "piping installation work" includes the installation, repair, alteration or renewal of piping installations.

(*l*) The term "electrical installations" means:

i. electrical installations and electrical equipment installations according to the definition given each of these terms by the Electrical Code (approved by the Province's Board of Examiners);

ii. les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique, de force motrice électrique.

Sont compris dans tous les cas, les fils, câbles, conducteurs, accessoires, dispositifs, appareillage, montage, faisant partie de l'installation elle-même ou y étant reliés.

II. *Champ d'application professionnel: a)* La présente section s'applique à la construction, réparation, démolition et entretien de toute installation électrique et installion en tuyauterie.

b) Cependant, elle s'applique aussi à tous travaux assujetties à l'inspection du Bureau des Examinateurs Électriciens en vertu de la Loi des Électriciens et des Installations électriques.

c) Dans le cas des travaux électriques urgents sur les brûleurs à l'huile, les plombiers peuvent également les exécuter.

d) Dispositions spéciales: Par dérogation à toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions de la présente section pour ce qui est des travaux de construction, de réfection, de réparation et d'entretien des édifices municipaux; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage de trottoirs et d'autres travaux de même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

III. *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial de la présente section comprend la cité de Québec, les districts électoraux de Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Mégantic, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska ainsi que la cité de Rivière-du-Loup et les municipalités de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice de la Rivière du Loup et de Saint-Antonin du comté de Rivière--du-Loup.

Aux fins d'application de la présente section, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone 1: a) Les cités de Québec, Lévis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy y compris la Cité Universitaire et Giffard, les villes de Château-d'Eau, Québec-Ouest, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, les Saules, et les municipalités de Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe Lévis, Saint-Félix du Cap-Rouge, L'Ancienne-Lorette, Neufchatel, Loretteville, Orsainville, Charlesbourg-est, Charlesbourg-ouest, Notre-Dame des Laurentides, Lac Saint-Charles, Saint-Émile, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Notre-Dame-des-Anges, Ville Duberger, Saint-Michel-Archange, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Beauport-Ouest, Saint-Jean-de-Boischâtel, l'Ange-Gardien, la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus (Québec), Saint Nicolas, Château Richer, Sainte-Anne de Beaupré, Beaupré, et l'Ile d'Orléans.

b) La cité de Thetford-Mines et la ville de Black-Lake.

c) La présente zone comprend aussi tout le territoire appartenant au Gouvernement fédéral, ordinairement dénommé « le Camp Valcartier » ce qui inclut la section militaire et la section des arsenaux situées dans les limites des districts électoraux de Québec et de Portneuf.

ii. installations for electric lighting, electric heating or electric power.

In every instance, this includes wires, cables, conduits, accessories, devices, apparatus and fittings which are part of the installation or are connected thereto.

II. *Professional jurisdiction:* (*a*) This part applies only to the construction, repair, dismantling and maintenance of any electrical and piping installation.

(*b*) However, it also applies to projects subjects to the inspection of the Electricians' Board of Examiners in pursuance of the Electricians and Electrical Installations Act.

(*c*) Plumbers may carry out emergency electrical work on oil burners.

(*d*) *Special provisions:* Notwithstanding any other provision, cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of this part inasmuch as the repair, maintenance, renovation and construction or municipal buildings are concerned. This also includes construction, renovation or maintenance of waterworks, sewage, street paving and other similar work performed under their immediate control. The exemption does not cover contractors or subcontractors carrying out such work for the said cities, towns and municipal corporations, under contract of control.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part encompasses: Québec City; the electoral districts of Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Mégantic, Beauce, Bellachasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska; the city of Rivière-du-Loup and the municipalities of Notre-Dame-du-Portage, Saint Patrice de la Rivière du Loup and Saint Antonin of Rivière du Loup county.

For the purposes of this part, such territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone 1: (*a*) The cities of Québec, Lévis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy, including the Laval University campus and Giffard; the towns of Château-d'Eau, Québec West, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, les Saules; the municipalities of Saint Romuald d'Etchemin, Saint Télesphore, Charny, Saint-David de l'Auberivière, Saint Louis de Pintendre, Saint Jean Chrysostôme, Saint Joseph de la Pointe, Lévis, Saint Félix du Cap Rouge, l'Ancienne Lorette, Neufchatel, Loretteville, Orsainville, Charlesbourg East, Charlesbourg West, Notre-Dame des Laurentides, Lac Saint Charles, Saint Émile, Saint Dunstan du Lac Beauport, Notre-Dame des Anges, Ville Duberger, Saint Michel Archange, Sainte Thérèse de Lisieux, Beauport West, Saint Jean de Boischâtel, l'Ange-Gardien, the Sacré-Coeur de Jésus parish (Québec), Saint Nicolas, Château Richer, Sainte Anne de Beaupré, Beaupré, and l'Ile d'Orléans.

(*b*) The city of Thetford-Mines and the town of Black Lake.

(*c*) This zone also encompasses all the Federal Government's property known as "Camp Valcartier", including the military and arsenals sections located withing the limits of the electoral districts of Québec and Portneuf.

Zone II: Les territoire non compris dans la zone I.

IV. *Salaires:* Les taux de salaire minimaux suivants doivent être payés:

	Taux horaires Zones I	II
a) Ouvriers qualifiés:		
Entrepreneurs (services personnels)	$4.30	$3.45
À compter du 1er mai 1966...	4.60	3.75
À compter du 1er mai 1967...	5.00	4.10
Compagnon senior en plomberie et chauffage, soudeur en tuyauterie, compagnon senior en brûleur à l'huile ayant trois ans d'expérience ou plus, compagnon électricien (licence C).....	2.85	2.30
À compter du 1er mai 1966...	3.05	2.50
À compter du 1er mai 1967...	3.25	2.65

Tout salarié qui doit surveiller au moins 14 hommes, soit: 7 compagnong et 7 apprentis ou plus, doit recevoir une prime de $0.10 en sus du taux établi pour un compagnon.

Tout salarié qui doit surveiller au moins 30 hommes, soit: 15 compagnons et 15 apprentis ou plus, doit recevoir une prime de $0.30 en sus du taux établi pour un compagnon.

Tout salarié en plomberie et chauffage qualifiant une maison d'affaires en vertu de sa licence, doit recevoir une prime horaire de $0.40 en sus du taux prévu pour le compagnon.

Le maître-électricien (licence A ou B) travaillant comme salarié, qu'il utilise ses outils ou agisse en qualité de contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance, sauf s'il est appelé au partage des profits doit recevoir une prime horaire de $0.40 en sus du taux prévu pour le compagnon.

	Taux horaires Zones I	II
b) Compagnon junior et apprentis:		
Compagnon 1re année en plomberie et chauffage.....	$2.50	$1.95
À compter du 1er mai 1966...	2.70	2.15
À compter du 1er mai 1967...	2.90	2.30
Apprenti en plomberie et chauffage, apprenti électricien et apprenti en brûleur à l'huile (1re année)....	1.41	1.15
À compter du 1er mai 1966...	1.51	1.25
À compter du 1er mai 1967...	1.61	1.35
Apprenti en blomberie et chauffage, apprenti électricien (2e année) et compagnon junior en brûleur à l'huile.....	1.56	1.30
À compter du 1er mai 1966...	1.66	1.40
À compter du 1er mai 1967...	1.76	1.50
Apprenti en blomberie et chauffage, apprenti électricien (3e année) et compagnon senior en brûleur à l'huile.....	1.66	1.40
À compter du 1er mai 1966...	1.85	1.55
À compter du 1er mai 1967...	2.00	1.65
Apprenti en plomberie et chauffage, apprenti électricien (4e année) et compagnon senior en brûleur à l'huile après une année d'expérience.....	1.76	1.50
À compter du 1er mai 1966...	1.95	1.65
À compter du 1er mai 1967...	2.10	1.75
c) Manoeuvre employé directement par un entrepreneur électricien et par le maître mécanicien en tuyauterie.....	2.25	2.10

Zone II: The territory not included in zone I.

IV. *Wages:* The following minimum wages shall be paid:

	Hourly rates Zones I	II
(a) *Qualified Workers:*		
Contractors (personal services)...	$4.30	$3.45
As of May 1, 1966.....	4.60	3.75
As of May 1, 1967.....	5.00	4.10
Plumbing and heating senior journeyman, pipe welder, oil burner senior juouneyman having three years' experience or more, journeyman electrician ("C" license).	2.85	2.30
As of May 1, 1966.....	3.05	2.50
As of May 1, 1967.....	3.25	2.65

Any employee who is called upon to supervise at least 14 men (7 journeymen and 7 or more apprentices) shall receive 10¢ above the hourly rate laid down for journeymen.

Any employee who is called upon to supervise at least 30 men (15 journeymen and 15 or more apprentices) shall receive 30¢ above the hourly rate laid down for journeymen.

Any heating or plumbing employee who, by his license, qualifies a business concern, shall receive 40¢ an hour above the rate laid down for journeymen.

A master-electrician ("A" or "B" license) working as employee (whether he uses his tools, acts as foreman or takes on any other supervisory work, except when participation in profit-sharing) shall receive 40¢ an hour above the rate laid down for journeymen.

	Hourly rates Zones I	II
(b) *Junior journeyman and apprentice:*		
Plumbing and heating junior journeyman (1 year).....	$2.50	$1.95
As of May 1, 1966.....	2.70	2.15
As of May 1, 1967.....	2.90	2.30
Heating and plumbing apprentice, apprentice-electrician, oil burner apprentice (1st year).....	1.41	1.15
As of May 1, 1966.....	1.51	1.25
As of May 1, 1967.....	1.61	1.35
Heating and plumbing apprentice, apprentice-electrician (2nd year), oil burner junior journeyman...	1.56	1.30
As of May 1, 1966.....	1.66	1.40
As of May 1, 1967.....	1.76	1.50
Heating and plumbing apprentice, apprentice electrician (3rd year), oil burner senior journeyman....	1.66	1.40
As of May 1, 1966.....	1.85	1.55
As of May 1, 1967.....	2.00	1.65
Heating and plumbing apprentice, and apprentice-electrician (4th year) oil burner senior journeyman, (after one year's experience)	1.76	1.50
As of May 1, 1966.....	1.95	1.65
As of May 1, 1967.....	2.10	1.75
(c) Labourer, directly employed by an electrical contractor or a master pipe-mechanic.....	2.25	2.10

	Taux horaires Zones I	II
Chauffeur de camion employé directement par un entrepreneur électricien et par le maître mécanicien en tuyauterie (Zones I et II)	$1.95 l'heure ou $84.00 par semaine.	

Toute augmentation future du taux de salaire du chauffeur de camion aux Chapitre Premier du présent décret doit être apportée au taux de salaire du chauffeur de camion prévu à la présente Section.

Le salarié recevant une rémunération plus élevée que les taux minimaux, lors de la mise en vigueur de la présente section, recevra l'augmentation en plus de son salaire actuellement payé.

Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu s'il représente des taux inférieurs aux taux minimaux de la présente section.

Les salariés appelés à faire des travaux dans une autre zone différente, seront rémunérés conformément aux taux de la zone où les salaires sont plus élevés et les conditions de travail supérieures, que ce soit ceux de la zone où ils travaillent ordinairement ou ceux de la zone où est exécuté le contrat.

Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans la présente section.

V. *Prime d'équipe:* a) Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède jamais huit (8) heures par jour.

b) Les travailleurs appelés à travailler en double équipe, recevront une prime horaire de $0.10 cents.

c) Dans le cas ou l'employeur établira le système de la triple équipe, les heures de travail seront les suivants:

Équipe 1: de 8h du matin à 4h de l'après-midi.
Équipe 2: de 4h de l'après-midi à minuit.
Équipe 3: de minuit à 8h du matin.

Les salariés appelés à faire partie d'une troisième équipe, soit de minuit à 8h du matin, recevront une prime de $0.15 cents l'heure en sus de leur taux normal.

VI. *Durée du travail:* a) *Zone I:* La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties sur cinq jours de huit (8) heures, du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de huit (8) heures doit être comprise entre 7h 30 du matin et 5h de l'après-midi.

b) *Zone II:* 1) La semaine normale de travail est de 48 heures réparties sur six jours de huit heures du lundi au samedi inclusivement. La journée normale de huit heures doit être comprise entre 7h du matin et 6h du soir.

2) À compter du 1er mai 1966, la semaine normale de travail sera de quarante-cinq (45) heures réparties du lundi matin au samedi midi.

3) Toutefois la journée normale de travail ne devra jamais excéder neuf (9) heures par jour.

c) Les horaires suivent l'heure normale ou l'heure avancée en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

d) Pour les chauffeurs de camions employés directement par les entrepreneurs en électricité

	Hourly rates Zones I	II
Truck driver, directly employed by an electrical contractor or a master pipe-mechanic (Zones I and II)	$1.95 an hour or $84.00 a week.	

Whenever the wage rates for truck drivers (mentioned in Chapter One of the decree) is increased, an identical increase shall be made to the wage rates for truck drivers provided for in this part.

Should an employee be receiving wage rates higher than the minimum when this part becomes effective, he shall receive the increase, above his actual wage rate.

Any contract entered into berween an employer or contractor and one or more employees on a piece-work, contract or lump sum basis is void and forbidden if it calls for rates lower than the minimum rates in this part.

Employees who are called upon to work in a different zone, shall be paid the wage rates of the zone where they are higher and employment conditions are better, whether this be the zone where they usually work or the zone where the work contract is being carried out.

An employee is entitled to the hourly wage rates provided for in this part for his trade, regardless of the form or type of special contract entered into between himself and an employer.

V. *Shift differential:* (a) If a double-shift system is set up, working hours are scheduled according to the enterprise's needs, as long as a shift's working hours never go beyond the 8-hour day.

(b) Workers called to work on a double shift shall receive a 10¢ an hour bonus.

(c) When a triple-shift system is set up, working hours are as follows:

First shift: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.;
Second shift: 4:00 p.m. to midnight;
Third shift: midnight to 8:00 a.m.

Employees called to work on the third shift (midnight to 8:00 a.m.) shall receive a 15¢ an hour bonus, besides their regular rates.

VI. *Hours of work:* (a) *Zone I:* The standard 40-hour week is divided into 8-hour days, between 7:30 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday.

(b) *Zone II:* (1) The standard 48-hour week is divided into 8-hour days, between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Saturday.

(2) As of May 1, 1966, there shall be a standard 45-hour week, scheduled from Monday morning through Saturday noon.

(3) However, working hours in a day shall not exceed nine (9).

(c) Schedules concur with either Standard Time or Daylight Saving Time in effect in the locality where the work is being done.

(d) Truck drivers directly employed by electrical contractors or by master pipe mechanics,

ou par les maîtres mécaniciens en tuyauterie, la journée normale de travail est de neuf (9) heures et la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures. Cependant, cette durée de travail pour le chauffeur de camion sera modifiée suivant toute modification qui sera apportée au chapitre premier du présent décret concernant cette classification.

VII. *Travail urgent:* Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux normaux du jour, plus une prime de $0.10 cents l'heure pourvu, que le Comité Paritaire en soit avisé. Tel travail demeure cependant sujet aux limites d'heures fixées à l'article VI.

VIII. *Heures supplémentaires: a)* Le travail exécuté en plus des heures normales ou en dehors des limites horaires quotidiennes et hebdomadaires spécifiées à l'article précédent entraîne une majoration de 50% du taux de salaire effectivement payé.

b) Le travail exécuté entre minuit et 7h 30 du matin dans la zone I et entre minuit et 7h du matin dans la zone II entraîne une majoration de 100% du taux de salaire effectivement payé.

c) Le travail exécuté en cas de nécessité, les dimanches, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la Fête du travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël, entraîne une majoration de 100% du taux de salaire effectivement payé.

d) Travail le samedi: Tout salarié appelé à exécuter du travail le samedi sera rémunéré à raison du salaire majoré de 50%. Toute heure ou fraction d'heure travaillée par un salarié après midi entraînera une majoration de 100% du salaire normal, sauf dans le cas de services domicilaires.

e) Cependant, le paragraphe (*d*) ne s'applique pas à la Zone II.

IX. *Congés payés annuels: a)* Tout salarié régi par la présente section a droit, chaque année, à deux (2) semaines de congés payés annuels fixés par l'employeur, après entente entre ce dernier et l'intéressé, pendant la période comprise entre le 1er mai et le 15 novembre.

b) L'indemnité de congés est payée de la façon suivante: à la fin de chaque semaine, l'employeur doit verser à chacun de ses salariés assujettis à la présente section une indemnité égale à 4% du salaire gagné par chacun jusqu'au 31 juillet 1966.

À compter du 1er août 1966, l'indemnité de congés payés sera de 5% du salaire gagné.

X. *Apprentissage: a)* Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par la présente section avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes ou municipalités où un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par la présente section doivent s'enregistrer à l'endroit où est émis tel certificat.

c) Aucun employeur soumis à la présente section ne peut prendre à son emploi un apprenti, à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévu par les Lois et règlements de la Province.

d) Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons dans chacun des métiers visés par la présente section.

e) Tout apprenti, en faisant une demande d'emploi devra présenter un certificat de scolarité de neuvième année eu moins.

have a standard 54-hour week and 9-hour day. However, standard working hours for truck drivers may be modified according to changes made to such classification, in Chapter One of the decree.

VII. *Urgent work:* All urgent work which cannot be carried out during the day may be done at other times during the day, at the day rates plus a 10¢ an hour bonus, provided that the Parity Committee be advised. Such work is still subject to the hourly limits laid down in section VI.

VIII. *Overtime:* (*a*) Work performed over and outside the hourly or weekly limits stipulated in the preceding section shall be paid at time and a half.

(*b*) Work performed between midnight and 7:30 a.m. in zone I and between midnight and 7:00 a.m. in zone II shall be paid at double time.

(*c*) Emergency work done on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be paid at double time.

(*d*) *Saturday work:* Any employee called to work on Saturday shall be paid at time and a half. Each hour or fraction thereof an employee works after 12 o'clock noon shall be paid at double time, except in the case of home services.

(*e*) Subsection (*d*) does not apply to Zone II.

IX. *Annual vacation with pay:* (*a*) Every employee governed by this part is entitled to a two-weeks' annual vacation with pay at a time determined after agreement between employer and employee, during the May 1st to November 15th period.

(*b*) Vacation pay given employees is laid down as follows: at the end of each week, the employer shall pay each employee subject to this part, the equivalent of 4% of wages earned until July 31, 1966.

As of August 1, 1966, vacation pay shall be set at 5% of wages earned.

X. *Apprenticeship:* (*a*) No one may begin apprenticeship in any of the trades covered by this part before his sixteenth (16th) year.

(*b*) In the cities, towns or municipalities where a competency certificate is compulsory, all apprentices plying or wishing to ply the trades covered by this part shall register where such certificates are issued.

(*c*) No employer subject to this part may hire an apprentice who does not hold a permit or certificate stipulated in the Provincial laws and regulations.

(*d*) The number of apprentices with an employer and on each construction site shall not exceed the number of journeymen in each of the trades covered by this part.

(*e*) When applying for employment, each apprentice shall produce the minimum of a Grade IX certificate.

f) Tout apprenti qui change de catégorie est tenu d'en informer son employeur sur-le-champ. Autrement, il ne touchera pas la différence du salaire prévu.

XI. *Compagnon 1re année:* L'employeur ne doit pas employer plus d'un (1) compagnon 1re année par cinq (5) compagnons.

XII. *Temps et frais de transport et frais de pension:*

a) *Temps de transport:* Si l'employeur exige qu'un ouvrier se rende à l'ouvrage en dehors d'un rayon de dix (10) milles de son siège social, il doit lui allouer une période de 15 minutes le matin et de 15 minutes le soir rémunérée au taux normal.

Ladite allocation pour le temps de transport ne peut entrer en ligne de compte pour le calcul de la journée normale de travail.

b) Toutefois, la présente clause ne s'applique pas dans le cas où le salarié doit voyager pour se rendre au siège social de son employeur, ou encore lorsque des travaux doivent être exécutés à un endroit situé entre le domicile du salarié et le siège social de l'employeur.

c) *Frais de transport et de pension:* Les frais de transport sont à la charge de l'employeur si les travaux sont exécutés en dehors d'un rayon de dix (10) milles du siège social de ce dernier. Les frais de pension sont également à la charge de l'employeur si le salarié doit résider dans un tel endroit.

Si un salarié met plusieurs heures pour se rendre sur les lieux desdits travaux, il doit recevoir le paiement d'une journée de huit (8) heures de travail pour chaque période de vingt-quatre (24) heures, de façon que la durée du transport ne lui occasionne pas de perte de temps normal.

d) L'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir des salariés n'est pas assujetti auxdits frais de transport et de pension.

XIII. *Période d'attente:* Tout salarié qui se présente au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé la veille que ses services ne seraient pas requis, a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de travail. L'employeur peut exiger que ledit salarié demeure à sa disposition pendant ces trois (3) heures d'attente.

XIV. *Accidents:* Lorsqu'un salarié se blesse au travail, il doit recevoir plein salaire pour la journée même de l'accident et le lendemain, pourvu qu'il ait un certificat médical attestant qu'il souffre d'une blessure sérieuse l'empêchant de travailler pendant des deux jours.

XV. *Bien-être et hygiène:* Les entrepreneurs doivent aménager un endroit convenable où les ouvriers pourront prendre leurs repas. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires tels que savon, serviette, etc.

XVI. *Paiement du salaire:* Le salaire doit être payé en entier et en espèces tous les vendredis. Si le vendredi est un jour férié et chômé, la paye devra être faite le jour précédent.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paye ou sur un bulletin de paye distinct:

le nom de l'employeur,
les nom et prénoms du salarié,
l'emploi occupé par le salarié,
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
le nombre d'heures normales,
le nombre d'heures majorées,
le taux horaire du salaire,

(*f*) Every apprentice who changes category shall immediately inform his employer thereof. Otherwise, he shall not be paid the different wage rate provided for.

XI. *Junior journeyman:* Employers shall not employ more than one (1) junior journeyman for each five (5) journeymen.

XII. *Time, transportation and living expenses:*

(*a*) *Transportation time:* When an employer has his employees work outside of a 10-mile radius from his head office, he shall grant them a paid 15-minute allowance, both morning and evening.

Time so paid shall not be considered as part of the standard work day.

(*b*) This clause does not apply when the employee must travel to reach his employer's head office or when work is being done at a site located between the employee's residence and the employer's head office.

(*c*) *Transportation and living expenses:* Employers shall pay transportation expenses when work is done outside a ten-mile radius from the employer's head office. Whenever employees are obliged to live in such location, living expenses are also borne by the employer.

When employees have to spend several hours to get to the work site, they shall receive eight (8) hours' pay for each twenty-four (24) hours, so that no time be lost because of transportation.

(*d*) Transportation and living expenses are not applicable to contractors or employers who transport their employees morning and night.

XIII. *Waiting time:* Every employee who reports for work at the appointed time and has not been advised the day before that his services would not be required, is entitled to three (3) hours' pay. Employers may request that employees be at their disposal during this three-hour waiting time.

XIV. *Accidents:* Should an employee sustain an injury while on duty, he shall be paid for the accident day and the day after, provided that he produce a medical certificate to the effect that his unjury prevented him from working on both such days.

XV. *Welfare and health measures:* Contractors shall set up a suitable place for employees to take their meals. They shall also set up a washroom and supply such necessities as: soap, towels, etc.

XVI. *Pay period and details:* Wages shall be paid in full, in legal tender, every Friday. If Friday is a non-working day, pay-day will be on the preceding day.

The following particulars shall appear on the pay envelope or on a separate earnings statement:

employer's name;
employer's name in full;
employer's occupation;
payment date and corresponding work period;

number of regular hours;
number of overtime hours;
hourly rate;

le montant du salaire brut,
la nature et le montant des retenues opérées,
le montant du salaire net versé au salarié.

Si un employeur congédie un salarié, il doit lui verser le jour même à son siège social le montant du salaire que le salarié a gagné, mais qu'il n'a pas encore touché.

XVII. Nonobstant l'article XX du Chapitre Premier du présent décret, la présente section « A » constitue un texte complet et ce Chapitre Premier ne peut servir pour fin complémentaire ou autre.

XVIII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1968.

(La présente Section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre La Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (section de Québec et district), La Corporation des Maîtres Électriciens du Québec (section Québec) et La Fraternité des Plombiers & Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.).)

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

When an employee is dismissed, all accumulated wages shall be paid him the same day, at the employer's head office.

XVII. Notwithstanding section XX, Chapter One of the decree, the present Part "A" is a complete document and Chapter One shall not be used for complementary or other purposes.

XVIII. *Term of the agreement:* This part remains in force until April 30, 1968.

(This part makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec (Québec and district section), the Corporation of Master Electricians of Québec (Québec section) and *La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc.* (*C.S.N.*).)

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « A »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret numéro 164, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 1-A (Première partie):

« Sans restreindre la portée générale de la définition ci-dessus, ce terme comprend particulièrement, en outre de tout véhicule qui circule dans les chemins publics, l'épandeur de gravier, la grue mécanique, le tracteur et tout type motorisé de machineries industrielles ou agricoles. »

2° L'article 35° est remplacé par le suivant (première partie):

« 35. Le bulletin de pais hebdomadaire doit contenir les mentions suivantes:

a) les noms et prénoms du salarié,
b) l'emploi occupé par le salarié,
c) la date du paiement et les périodes qui correspondent au paiement,

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "A"

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Québec region (made binding by decree number 164 of February 6, 1962 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of November 13, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAIRED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 164 be amended as follows:

1. The following subsection is added to section 1-A (Part One):

"Without limiting the above definition's scope, and besides vehicles on public highways, it especially includes: gravel spreaders, cranes, tractors and all types of motorized farm or industrial equipement."

2. Section 35 (Part One) is superseded by the following:

"35. The weekly earnings statement shall mention:

(*a*) employee's name, in full,
(*b*) employee's occupation,
(*c*) payment date and corresponding work periods,

d) le nombre d'heures normales,
e) le nombre d'heures majorées,
f) le taux horaire du salarié,
g) le montant du salaire brut,
h) la nature et le montant des retenues faites,
i) le montant du salaire net versé au salarié. »

3° Les mots « et des livreurs » apparaissant dans la première phrase du parabraphe « *a* » de l'article 108 (Deuxième partie) sont remplacés par les mots, « des livreurs et des préposés aux pièces ».

4° Une troisième et une quatrième parties, dont le texte suit, sont ajoutées audit décret:

« TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux établissements situés dans les districts électoraux de Beauce et Dorchester

Champ d'application territorial et professionnel:

La présente partie s'applique aux districts électoraux de Beauce et Dorchester. Cependant, elle ne s'applique pas aux employeurs, artisans et salariés visés par la section II de la deuxième partie du présent décret.

Toutefois, si une station de service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteurs, un rayon de pièces ou un bureau, ladite section ou ledit rayon est considéré pour l'application du décret comme un garage et les salariés qui y travaillent sont assujettis au dispositions de la présente partie.

1° *Salaires minimaux*

1.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Apprenti (tous les métiers)	
1er année	$0.95
2e année	1.10
3e année	1.25
4e année	1.35
Compagnon (tous les métiers)	
Classe A	1.90
Classe A-B	1.75
Classe B	1.65
Classe C	1.55
Préposé au service	
1er année	0.85
2e année	1.00
3e année	1.10
4e année	1.20
5e année	1.25
6e année	1.35
	Taux heddomadaires
Concierge ou gardien de nuit	$57.00
Commissionnaire	37.00
Préposé aux pièces de rechange	
1er année, 1er semestre	40.00
1er année, 2e semestre	43.00
2e année	49.00
3e année	55.00
4e année	65.00

2° *Durée du travail et horaires*

2.01 *a*) La semaine normale de travail de tout salarié autre qu'un préposé au service est de quarante-neuf (49) heures, du lundi au samedi-midi inclusivement.

b) La journée normale de travail est de neuf (9) heures, réparties entre 7h. du matin et 6h. du soir, du lundi au vendredi inclusivement, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi et de 8h. du matin à midi, le samedi.

(*d*) number of regular hours,
(*e*) number of overtime hours,
(*f*) employee's hourly rate,
(*g*) gross amount of wages,
(*h*) type and amount of deductions made,
(*i*) net take-home pay."

3. In the first sentence of subsection "*a*", section 108 (Part Two), the words "and delivery men are replaced by the words "deliverymen and parts men".

4. Parts Three and Four are added to the decree, as follows:

"PART THREE

Special provisions covering establishments subject to the decree in the electoral districts of Beauce and Dorchester

Territorial and professional jurisdictions:

This part applies to the electoral districts of Beauce and Dorchester. However, it does apply to employers, artisans and employees covered in Division II, Part Two, of this decree.

However, when a service station has a motor vehicle mechanical or repair department, a parts department or an office, such department is considered, for the purposes of this decree, as a garage. Employees working therein are then subject to the provisions of this part.

1. *Minimum wages*

1.01. Minimum wage rates are as follows:

	Hourly rates
Apprentices (all trades)	
1st year	$ 0.95
2nd year	1.10
3rd year	1.25
4th year	1.35
Journeymen (all trades)	
Class A	1.90
Class A-B	1.75
Class B	1.65
Class C	1.55
Service men	
1st year	0.85
2nd year	1.00
3rd year	1.10
4th year	1.20
5th year	1.25
6th year	1.35
	Weekly rate
Caretaker or night watchman	$57.00
Messenger	37.00
Spare parts man	
1st year, 1st six months	40.00
1st year, 2nd six months	43.00
2nd year	49.00
3rd year	55.00
4th year	65.00

2. *Hours of work and schedules*

2.01 (*a*) Save for service men there is a standard 49-hour work week for all employees, Monday through Saturday noon.

(*b*) The standard 9-hour day is scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with one (1) hour off for lunch; on Sautrdays, from 8:00 a.m. to 12 noon.

2.02 *Préposé au service:*

a) La semaine normale du préposé au service est de cinquante-quatre (54) heures.

b) La journée normale de travail est de neuf (9) heures réparties du lundi au samedi inclusivement, entre 7h. du matin et 7h. du soir, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

c) L'employeur ne peut pas obliger un préposé au service à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

2.03 *Travail par équipe:*

a) L'employeur peut, dans le cas des compagnons et leurs apprentis, des vitriers, des graisseurs, des vulcanisateurs, des laveurs, des livreurs et des préposés aux pièces, organiser une deuxième équipe dont la journée normale de travail sera de neuf (9) heures, réparties entre 6h. du soir et 4h. du matin.

b L'employeur peut, dans le cas des préposés au service, organiser une deuxième et une troisième équipe dont les heures de travail ne doivent pas excéder celles de l'équipe de jour.

c) Primes d'équipe: La prime d'équipe pour les salariés des deuxième et troisième équipes sera de dix pour cent (10%) du taux normal.

2.04 *Heures des repas:*

La période des repas pour les salariés travaillant dans une deuxième ou une troisième équipe, sera fixée par entente entre les intéressés et devra être d'une durée d'au moins une demi-heure.

3° *Travail commencé*

3.01 Un travail commencé avant 5 h. 45 de l'après-midi peut être poursuivi jusqu'à 6 h. 15 du soir, s'il s'agit d'accomoder un client, sans que cela n'entraîne pour autant une majoration de salaire de 50%. Cependant, si le travail dépasse 6 h. 15 du soir, les heures supplémentaires seront majorées de 50% à compter de 6 h. du soir.

4° *Heures de présence*

4.01 Les heures de travail normales ne constituent pas une garantie de travail. Cependant, tout salarié sera rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toutes les heures où il aura été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que son temps ait été utilisé ou non au service de la clientèle. Cela n'affecte pas le droit de l'employeur de faire des licenciements pour manque de travail.

5° *Heures supplémentaires*

5.01 *a) Taux majoré de 50%:*

Tout travail exécuté en dehors des limites de la journée normale et de la semaine normale de travail entraîne une majoration de salaire de 50%, sauf lorsque la majoration de 100% s'applique.

b) Taux majoré de 100%:

Le taux majoré de 100% s'applique tant et aussi longtemps que le salarié n'a pas ou huit heures consécutives de repos.

Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les jours fériés entraîne une majoration de 100%.

6° *Jours fériés*

6.01 *Jours fériés chômés:*

Il n'y a aucun travail les dimanches, le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël.

6.02 *Jours fériés chômés et payés:*

Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, aura travaillé la veille ouvrable et

2.02 *Service men:*

(*a*) Service men have a standard 54-hour work week.

(*b*) The standard 9-hour day is scheduled between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. Monday through Saturday, with one (1) hour off for lunch.

(*c*) No employer may complel a service man to work more than six (6) hours between each meal.

2.03 *Shift work:*

(*a*) In the case of journeymen and their apprentices, glaziers, greasers, vulcanizers, washers and deliverymen, a second shift may be set up. In such case, the second shift's standard 9-hour work day shall be scheduled between 6:00 p.m. and 4:00 a.m.

(*b*) In the case of service men, a second or third shift may be set up. Hours of work shall not exceed those of the day shift.

(*c*) *Shift differential:* Employees on the second and third shifts shall receive a ten percent (10%) shift differential, over and above the regular rate.

2.04 *Meal time:*

For employees on the second or third shifts, meal time shall be set after agreement between the parties concerned, and shall be no less than half an hour.

3. *Work started*

3.01 When work is being done to suit a customer and is started before 5:45 p.m., it may be pursued until 6:15 p.m. without claiming time and a half. However, should such work extend beyond 6:15 p.m., time and a half shall be paid from 6:00 p.m. on.

4. *Time present*

4.01 The standard working hours do not constitute a work guarantee. However, every employee shall be paid according to the provisions of this decree for all hours he has been present and available during the standard work day, whether his time was used or not for customers. However, this does not affect the employer's right to lay-off due to lack of work.

5. *Overtime*

5.01 (*a*) *Time and a half:*

All time worked over and above the standard work day or work week shall be paid at time and a half except when double time applies.

(*b*) *Double time:*

Double time shall apply as long as an employee has not had eight (8) consecutive hours' rest.

All work performed on Sundays and holidays shall be paid at double time.

6. *Holidays*

6.01 (*a*) *Holidays:*

No work shall be carried out on Sundays, New Year's Day, Saint John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day.

6.02 *Paid holidays:*

Unless his absence is authorized or justified, any employee who has worked the working day

le lendemain ouvrable de chacun des jours fériés susmentionnés, peu importe le jour où ils tombent, recevra pour chaque jour férié, une indemnité égale au gain d'une journée normale de travail.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale ou provinciale ou tout règlement municipal qui reporte la célébration de l'un ou l'autre desdits jours fériés chômés et payés, s'appliquera de droit.

7° *Congés annuels payés*

7.01 *Période de référence:*

La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

7.02. *Appréciation du droit au congé:*

a) Moins d'un an de service

Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service continu.

b) D'un an à huit ans de service

Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an mais de moins de huit ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine entière.

c) Huit ans et plus

Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de huit ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux semaines entières.

7.03 *Indemnité de congés:*

a) Le salarié qui a droit à moins d'une semaine entière de congé doit recevoir une indemnité de congé égale à deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence.

b) Le salarié qui a droit à une semaine entière de congés, doit recevoir une indemnité de congé égale au montant de sa paie pour quarante-neuf (49) heures; s'il s'agit d'un préposé au service, l'indemnité est égale à la paie d'une semaine de cinquante-quatre (54) heures.

c) Le salarié qui a droit à deux semaines entières de congés, doit recevoir une indemnité de congé égale à la paie de deux semaines soit, quatre-vingt-huit (98) heures; s'il s'agit d'un préposé au service, l'indemnité est égale à la paie pour cent huit (108) heures.

7.04 *Période des congés:*

À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels sont pris de la façon suivante:

La première semaine: entre le 1er mai et le 15 septembre.

La deuxième semaine: entre le 1er mai et le 31 décembre.

L'employeur fixe l'ordre des départs en congé en tenant compte du choix de chaque salarié établie par ordre d'ancienneté. L'employeur doit informer les salariés de la date de leurs vacances, au moins quatre (4) semaines à l'avance.

7.05 *Date de versement de l'indemnité:*

L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

7.06. *Indemnité compensatrice de congés payés:*

a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de son départ, l'indemnité des congés acquis avant le 1er mai précédent et

immediately preceding and following each of the abovementioned holidays (regardless of the day each falls) shall receive the equivalent of one day's pay for each holiday.

Any Order in Council or ordinance at the federal, provincial or municipal level shall prevail whenever the observance of any of the abovementioned holidays is transferred from one date to another.

7. *Annual vacation with pay*

7.01 *Qualifying period:*

The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire annual vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

7.02 *Vacation entitlement:*

(*a*) *Less than one year's service*

Every employee who, on May 1st of the current year, has less than one year's continuous service with a same employer shall receive an annual vacation equivalent to one half-day's vacation for each month of continuous service.

(*b*) *From one to eight years' service*

Every employee who, on May 1st of the current year, has from one to eight years' continuous service with a same employer shall receive one complete week's annual vacation.

(*c*) *Eight or more years*

Every employee who, on May 1st of the current year, has eight or more years' continuous employment with the same employer shall receive two complete weeks' annual vacation.

7.03 *Vacation pay:*

(*a*) Every employee who is entitled to less than one week's vacation shall receive vacation pay equal to two percent (2%) of wages earned during the qualifying period.

(*b*) Every employee who is entitled to one complete week's vacation shall receive vacation pay equivalent to the 49-hour week, except in the case of service men who shall receive vacation pay equivalent to their 54-hour week.

(*c*) Every employee who is entitled to two complete weeks' vacation shall receive vacation pay equivalent to ninety-eight (98) hours' pay, except for service men who shall receive the equivalent of one hundred and eight (108) hours' pay.

7.04 *Vacation time:*

Unless otherwise agreed between employer and employee, annual vacations shall be taken as follows:

Frist week: between May 1st and September 15th.

Second week: between May 1st and December 31st.

Employers shall schedule vacation times, taking into account each employee's choice according to seniority. Employers shall advise employees of their vacation date at least four (4) weeks beforehand.

7.05 *Vacation pay time*:

Vacation pay shall be given each employee before leaving on vacation.

7.06 *Compensating vacation pay*:

(*a*) Every employee who voluntarily quits his employ or is dismissed for good reason shall receive, at time of leaving, payment for vacations due him before the preceding May 1st

qui n'ont pas été pris, plus une indemnité égale à deux pour cent (2%) ou à quatre pour cent (4%) des gains réalisés depuis le 1er mai selon le nombre de ses années de service.

b) Par dérogation aux dispositions du paragraphe « *a* » précédent, tout salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis exigé par le paragraphe 9.01, n'a droit qu'au minimum de deux pour cent (2%), sans considération de ses années de service.

c) Si un ou plusieurs jours chômés payés tombent dans la période de congés annuels d'un salarié, celui-ci aura droit à autant de jours supplémentaires de congés qu'il y aura de tels jours fériés.

8° *Indemnité de rappel au travail*

8.01 Tout salarié rappelé au travail, après avoir quitté l'établissement, aura droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures au taux effectivement payé.

8.02 Cependant, la présente clause ne s'applique pas au préposé aux pièces dont l'employeur compensera les heures ainsi faites par des congés équivalents.

9° *Délai-congé*

9.01 L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une semaine. Si l'employeur ne donne pas un tel préavis de congédiement, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire normal pour une semaine de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un préavis d'une semaine, à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

9.02 Nonobstant ce qui précède, le salarié congédié pour cause ou qui n'a pas été à l'emploi du même employeur plus de six (6) mois, n'a pas droit à la semaine d'avis.

10° *Costumes*

10.01 Le coût des costumes, uniformes et salopettes imposés par l'employeur et les frais de blanchissage desdits vêtements sont à la charge de ce dernier. Ces vêtements restent cependant sa propriété.

11° *Paiement du salaire*

11.01 Tout salarié doit recevoir son salaire en argent ou par chèque, chaque semaine, au plus tard le vendredi et avant la cessation du travail.

12° *Nullité de convention*

12.01 Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, aux fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeurs et salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait être de diminuer le montant du salaire fixé par le présent décret.

13° *Durée*

13.01 La présente partie est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1966.

13.02 Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 30 septembre 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

which have not been taken, plus 2% or 4% of wages earned since that May 1st, according to his service time.

(*b*) Notwithstanding paragraph (*a*), every employee who leaves his employer is obliged to give his employer notice thereof, as per subsection 9.01. Such employee is only entitled to the two percent (2%) regardless of his service.

(*c*) Should one or more holidays with pay fall during an employee's annual vacation time, he shall be entitled to an additional day's vacation for each such holiday.

8. *Call back pay*

8.01 Every employee who is called back to work after having left the establishment shall be entitled to two (2) hours' pay at the regular rate.

8.02 However, the above stipulation does not apply to parts men whose employer replaces time so worked with additional time off.

9. *Notice*

9.01 An employer wishing to dispense with an employee's services shall give the latter one week's notice. Failing this, such employee can claim the equivalent of one week's wages. Similarly, an employee wishing to quit his employ shall give one week's notice unless otherwise agreed with the employer.

9.02 Notwithstanding the foregoing, should an employee be justly dismissed or not been in the employer's service more than six (6) months, he is not entitled to one week's notice.

10. *Uniforms*

10.01 Special dress, uniforms or coveralls requested by the employer shall be supplied and paid by him. He shall also pay the laundering and they shall remain his property.

11. *Payment of wages*

11.01 Payment of wages shall be made in cash or by cheque, at the latest Friday, before work ends.

12. *Nullity of Agreement*

12.01 For the purposes of the decree, any agreement between employer and employees with regards to the leasing of space or place of business, employment conditions or any other device used to attenuate the wages laid down in the decree is declared illegal and considered null and void.

13. *Term*

13.01 This part is valid from the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until September 30, 1966.

13.02 It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before September 30, 1966 or any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

14° *Disposition spéciale*

Les dispositions des articles 32, 33, 35, 36 et 37 de la Première partie s'appliquent intégralement à la présente partie.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux établissements situés dans la ville de La Malbaie et dans un rayon de 30 milles de ses limites

Champ d'application territorial et professionnel:

La présente partie s'applique aux établissements situés dans la ville de La Malbaie et dans un rayon de 30 milles de ses limites. Cependant, elle ne s'applique pas aux employeurs, artisans et salariés visés par la section II de la Deuxième partie du présent décret.

Toutefois, si une station de service possède une section de mécanique ou de réparations de véhicules à moteurs, un rayon de pièces ou un bureau, ladite section ou ledit rayon est considéré pour l'application du décret comme un garage et les salariés qui y travaillent sont assujettis aux dispositions de la présente partie.

1° *Salaires minimaux:*

1.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivantes:

	Taux horaires
Compagnon A	$1.90
AB	1.75
B	1.65
C	1.55
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechappeur, vitrier et graisseur	1.35
Apprentis: 1re année	0.90
2e année	0.97
3e année	1.05
4e année	1.20
Préposé au service	1.35
apprentis 1re année	0.95
apprentis 2e année	1.05
Laveur d'automobiles et livreur	1.35

2° *Durée du travail et horaires:*

2.01 Dans tous les établissements, la semaine normale sera de quarante-neuf (49) heures, réparties du lundi au vendredi inclusivement, entre 8h du matin et 6h du soir, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, et de 8h du matin à midi le samedi.

2.02 De plus pour permettre à un salarié de terminer chaque jour l'ouvrage déjà commencé, l'employeur peut le faire travailler jusqu'à concurrence d'une heure par semaine au taux effectif.

3° *Heures supplémentaires*

3.01 Tout travail exécuté en plus de la semaine normale de travail ou en dehors de l'horaire mentionné à l'article 2, entraine une majoration de 50% du salaire effectif du salarié.

3.02 Tout salarié qui est muté à un emploi autre que celui qu'il occupe habituellement, ne subira aucune baisse de salaire, si ledit emploi comporte un salaire inférieur à celui de son emploi habituel.

3.03 Tout employé permanent a droit à une garantie minimale d'au moins trente-cinq (35) heures de travail par semaine, calculée au taux de son salaire, suivant la classification de son emploi.

14. *Special provision*

The provisions or sections 32, 33, 35, 36 and 37 of Part One fully apply to this part."

PART FOUR

Special provisions covering establishments located in the town of La Malbaie and a 30-mile radius from its limits

Territorial and professional jurisdictions:

This part applies to establishments located in the town of La Malbaie and a 30-mile radius from its limits. However, it does not apply to employers, artisans and employees covered in Division II, Part Two, of this decree.

However, when a service station has a motor vehicle mechanical or repair department, a parts department or an office, such department is considered, for the purposes of this decree, as a garage. Employees working therein are then subject to the provisions of tnis part.

1. *Minimum wages:*

1.01 Minimum wage rates are as follows:

	Hourly rates
Journeymen: A	$1.90
AB	1.75
B	1.65
C	1.55
Battery men, vulcanizers or retreaders, glaziers and greasers	1.35
Apprentices: 1st year	0.90
2nd year	0.97
3rd year	1.05
4th year	1.20
Service men	1.35
1st year apprentices	0.95
2nd year apprentices	1.05
Automobile washers and delivery men	1.35

2. *Hours of work and schedules:*

2.01 All establishments shall have a standard 49-hour week scheduled as follows: Monday through Friday: between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with one (1) hour off for lunch; Saturday: between 8:00 a.m. and 12 noon.

2.02 Moreover, one hour a week at straight time shall be allocated to enable employees to daily finish work already started.

3. *Overtime*

3.01 All work pefformed over and above the standard work week or outside the hours scheduled in section 2 shall be paid at time and a half.

3.02 Every employee who is transferred from his usual occupation to a lower-paying one shall not have his wages decreased.

3.03 Every regular employee is entitled to a thirty-five (35) hour a week guarantee, based on his regular wage rate according to his occupation classification.

3.04 Tout salarié qui se rend à l'établissement sans avoir été prévenu du contraire et dont les services ne sont pas requis a droit à une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de travail si l'employeur ne peut lui fournir du travail pour une telle période de temps à n'importe quel endroit de l'établissement.

3.05 *Rappel au travail:*

Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sans avoir été prévenu doit recevoir une indemnité minimale égale à une heure et demie (1½), au taux effectif et à la majoration pour heures supplémentaires applicable.

4. *Jours fériés*

4.01 Les jours fériés suivants sont chômés:

Les dimanches, le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël.

Tout travail exécuté l'un des jours susmentionnés doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

4.02 À moins qu'ils tombent un dimanche, les jours fériés mentionnés à l'article 4.01 seront chômés et payés comme une journée normale de travail, telle qu'établie à l'article 2.01.

5° *Paie*

5.01 Tout salarié doit recevoir sa paie le le vendredi de chaque semaine, par chèque ou en espèces. Si le vendredi est un jour chômé, la paie sera distribuée le jour précédent.

6° *Congés annuels payés*

6.01 *Période de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

6.02 *Appréciation du droit au congé:* Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service continu.

6.03 Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an mais moins de cinq ans de service continu chez le même employeur doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine entière.

6.04 Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de cinq ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux semaines entières.

6.05 *Indemnité de congés:* Le salarié qui a droit à moins d'une semaine de congé doit recevoir une indemnité de congés égale à deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence.

6.06 Le salarié qui a droit à une semaine entière de congé recevra une indemnité de congé égale au montant qu'il reçoit pour une semaine normale de travail.

6.07 Le salarié qui a droit à deux semaines entières de congés, recevra une indemnité de congé égale au montant qu'il reçoit pour deux semaines normales de travail.

6.08 *Période des congés:* La première semaine de congé peut être prise pendant les mois de mai, juin, juillet et août, et la deuxième, du mois de décembre au mois de mars inclusivement.

3.04 Any employee who reports in to work, has not been previously advised to the contrary and whose services are not required, shall be entitled to payment equivalent to at least four (4) hours' work provided that the employer cannot give him work anywhere in the establishment.

3.05 *Call-back:*

Any employee called back after having left the establishment without otherwise being advised shall be entitled to a minimum of one and one half (1½) hour's pay at the regular rate.

4. *Holidays*

4.01 The following days shall be observed as holidays:

Sundays, New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, Saint John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day.

All work performed on any of the abovementioned holidays shall be paid at double time.

4.02 Save if they fall on a Sunday, the abovementioned holidays shall be non-working days and paid as regular working days as set forth in section 2.01.

5. *Pay*

5.01 Payment of wages shall be made every Friday be cheque or in cash. Should Friday be a non-working day, pay-day shall take place on the previous day.

6. *Annual vacation with pay*

6.01 *Qualifying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire annual vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

6.02 *Vacation entitlement:* Every employee who, on May 1st of the current year, has less than one year's continuous service with the same employer shall receive one half-day's vacation for each month of continuous service.

6.03 Every employee who, on May 1st of the current year, has one but less than five years' continuous service with the same employer shall receive one complete weeks' vacation.

6.04 Every employee who, on May 1st of the current year, has five or more years' continuous service with the same employer shall receive two complete week's vacation.

6.05 *Vacation pay:* Every employee who is entitled to less than one week's vacation shall receive a vacation pay equal to two percent (2%) of wages earned during the qualifying period.

6.06 Every employee who is entitled to one week's vacation shall receive a vacation pay equal to one regular week's work.

6.07 Every employee who is entitled to two weeks' vacation shall receive a vacation pay equal to two regular weeks' work.

6.08 *Vacation time:* The first week's vacation may be taken during May, June, Julyand August; the second, from December through March.

6.09 Les congés ci-haut mentionnés seront accordés après entente entre l'employeur et le salarié.

6.10 La priorité dans le choix des congés est donnée en tenant compte de l'ancienneté de chacun. Jamais plus d'un salarié à la fois ne peut prendre ses vacances.

6.11 *Date de versement de l'indemnité:* L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit avant son départ en congés.

6.12 *Indemnité compensatrice de congés payés:*

a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de son départ, l'indemnité des congés acquise avant le 1er mai précédent et qui n'ont pas été pris, plus une indemnité égale à 2% ou 4% des gains réalisés depuis ce 1er mai, selon le nombre d'années de ses années de service.

b) Par dérogation aux dispositions du paragraphe « *a* » précédent, tout salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis exigé, n'a droit qu'à l'indemnité minimale de deux pour cent (2%), même s'il a plus de cinq ans révolus de service continu.

c) Si un ou plusieurs jours fériés tombent dans la période de congés d'un salarié, celui-ci aura droit à autant de jours supplémentaires de congés qu'il y aura de tels jours fériés.

ARTICLE 7

Durée et renouvellement

7.01 La présente partie sera valable à compter du 16 avril 1966 et demeura en vigueur jusqu'au 15 avril 1967.

Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 15 avril de l'année 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

8° *Disposition spéciale*

Les dispositions des articles 32, 33, 35, 36 et 37 de la Première partie s'appliquent intégralement à la présente partie. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

13931-o JACQUES PRÉMONT.

6.09 The abovementioned vacations are granted after agreement between employer and employee.

6.10 Choice of vacation dates is based on seniority. Only one employee may be on vacation at one time.

6.11 *Vacation pay time:* Employers shall give an employee his due vacation pay before he leaves on vacation.

6.12 *Compensating vacation pay:*

(*a*) Every employee who voluntarily quits his employ or is dismissed for good reason shall receive, at time of leaving, payment for vacations due him before the preceding May 1st which have not been taken, plus 2% or 4% of wages earned since that May 1st, according to his service time.

(*b*) Notwithstanding paragraph "*a*", every employee who leaves his employer without giving his employer the required notice, is only entiled to the two percent (2%) minimum even if he has more than five years' completed continuous service.

(*c*) Should one or more holidays with pay fall during and employee's annual vacation time, he shall be entitled to an additional day's vacation for each such holiday.

SECTION 7

Term and renewal

7.01 This part becomes effective on April 16, 1966 and remains in force until April 15, 1967.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before April 15th of 1967 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

8. *Special provision*

The provisions of sections 32, 33, 35, 36 and 37 of Part One fully apply to this part."

JACQUES PRÉMONT,

13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « B »

Québec, le 8 février 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948 et

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "B"

Québec, February 8, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Metal Trades in the Québec district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Metal Trades in the Québec district (made binding by decree number 973 of June 24, 1948 and amendments) have peti-

amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 décembre 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° i). Le mot « qualifié » est ajouté après le mot « salarié » apparaissat aux paragraphes « *b* », « *c* », « *f* », « *k* », « *l* » et « *n* » de l'article I.

ii). Les mots « (sous paragraphe i) » apparaissant au paragraphe « *u* » de l'article I sont biffés.

2° Le paragraphe « *a* » de l'article II sera remplacé par le suivant, à compter du 10 janvier 1967:

« II. *Champ d'application: a) Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites ainsi que la municipalité de Saint-Éphrem de Tring.

Aux fins du présent décret, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: La cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

Zone II: Tout le champ d'application territorial, à l'exception du territoire compris dans la zone I. »

3° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article II sont remplacés par les suivants:

« *b*) *Champs d'application industriel:* Le champ d'application industriel du présent décret comprend la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de pièces mécaniques, métalliques, engins, machines ou parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique, chaudières et réservoirs, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement métallurgique dont il constitue l'industrie principale ou secondaire.

Par dérogation aux dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas la fabrication et la transformation de chaudières et réservoirs et la construction ou la réparation des ascenseurs, lorsque ces travaux sont exécutés à l'extérieur d'un établissement métallurgique, tels travaux étant alors régis par le décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

Toutefois, les salariés travaillant sur des machines de haute production à la fabrication de pièces métalliques de même que ceux qui concourent à l'assemblage, au traçage et au montage de ces pièces ne sont pas assujettis au présent décret de même que les salariés travaillant à la fabrication de pièces mécaniques, mais dont la production annuelle de l'établissement dépasse dix mille (10,000) unités de pièces semblables.

tioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 4, 1965;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 973 be amended as follows:

1. i. The word "qualified" is added before the word "employee" mentioned in subsections "*b*", "*c*", "*f*", "*k*", "*l*", and "*n*", of section I.

ii. In subsection "*u*" of section I, the words "(subparagraph (i)" are deleted.

2. As of January 10, 1967, subsection "*a*" of section II will be replaced by the following:

"II. *Jurisdictions:* (*a*) *Territorial:* The territorial jurisdiction of the decree encompasses the city of Québec and the territory located in a 50-mile radius from its limits, as well as the municipality of St-Éphrem de Tring.

For the purposes of the decree, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The city of Québec and the territory located in a 15-mile radius from its limits.

Zone II: All the territory included in the territorial jurisdiction, with the exception of the territory located in zone I.

3. Subsections "*b*" and "*c*" of section II are replaced by the following:

"(*b*) *Industrial:* The industrial jurisdiction of the decree includes the manufacturing, installation, conversion and repair of mechanical or metallic parts, engines, machines of all types or parts thereof including other mechanical equipment, boilers and tanks, whether such work be carried out inside or outside a metalworking plant, when such work constitutes its main or secondary industry.

Notwithstanding the foregoing provisions, the decree does not govern the production or conversion of boilers and tanks as well as the building or repair of elevators outside a metalworking establishment, when such work is goberned by the decree respecting the Construction industry in the Québec region.

However, employees working on mass-production machines for metal parts, employees assembling, drafting and erecting such parts as well as employees producing mechanical parts (when the establishment's annual output exceeds ten thousand (10,000) identical units) are not subject to this decree.

Toutefois, les manufacturiers d'autobus ne sont pas assujettis au présent décret aussi longtemps qu'une convention collective de travail intervenue en vertu des dispositions du Code du Travail est en vigueur dans leur établissement.

c) *Champ d'application professionnel:* 1° Le champ d'application professionnel du présent décret comprend tout salarié employé dans l'industrie de la métallurgie, y compris les outilleurs, les traceurs en mécanique, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs ou ouvriers d'établi, les mécaniciens de marine, les préposés aux machines, les forgerons, les menuisiers d'atelier métallurgique, les chaudronniers ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV.

2° Toutefois, aux fins d'application du présent décret, le champ d'application professionnel ne comprend pas les salariés suivants:

i. Les chefs et les commis de bureau, les contremaître qui n'exécutent pas de travail manuel et les chefs d'ateliers, le personnel technique, les préposés au fonctionnement des ascenseurs, les salariés permanents aux termes de la Loi des décrets de convention collective ou tout autre salarié non visé par l'alinéa « 1 » ci-dessus.

ii. Les salariés travaillant dans les limites territoriales d'un chantier maritime où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions de travail et de salaire supérieures a celles du présent décret.

iii. Les élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance publique (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 216).

iv. Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux métallurgiques n'en constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions de travail et des salaires meilleurs que ceux du décret.

v. Les salriés travaillant dans un établissement qui fabrique des machines à bois et dont la liste de paye, pour fins de réparation à la clientèle et de réparation ou transformation de machines à bois pour revendre, n'excède pas 15% de la liste de paie totale. »

4° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article III sont remplacés par les suivants:

« III. *Durée du travail: a) Heures normales:* Le nombre d'heures de la semaine normale de travail de jour sera celui déterminé dans le tableau suivant:

	Zones		
	I	*II*	*III*
À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté..	44	46½	47
À compter du 10 juillet 1966	43	44	46
À compter du 10 janvier 1967	43	43	45
À compter du 10 juillet 1967	42	42	44

Jusqu'au 10 janvier 1967, ces heures de travail seront distribuées entre 7h du matin et 6h de l'après-midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, dans les zones I et II, et entre 7h du matin et 6h de l'après-midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 7h du matin et midi le samedi de chaque semaine, dans la zone III.

Bus manufacturers are not subject to this decree as long as a collective labour agreement, entered into under the provisions of the Labour Code, is in force in their establishment.

(c) *Professional:* 1. The decree's professional jurisdiction includes any employee working in the metal industry, including tool-makers, mechanical tracers, machinists, fitter-machinists, bench-workers, marine mechanics, machine operators, blacksmiths, metalworks joiners, boilermaders and other employees for whom wage rates are stipulated in section IV.

2. However, for the purposes of this decree, the professional jurisdiction does not cover the following employees:

i. Office managers and clerks; foremen and superintendents who do no manual work; the technical staff, elevator operators; permanent employees as defined in the Collective Agreement Decrees Act; any other employee not covered by paragraph "1" above.

ii. Employees working within a shipyard's limits when a private collective agreement stipulates better employment conditions and higher wages than those of this decree.

iii. Students under sixteen (16) who attend a charitable institution foberned by the Public Charities Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 216).

iv. Employees working in an establishment where metalwork is not the main industry and where a private collective agreement guarantees better employment conditions and wages than those of the decree.

v. Employees working in an establishment manufacturing woodworking machines, provided that part of the payroll covering customer repairs and the repair and modification of woodworking machines for resale does not exceed 15% of the total payroll."

4. Subsections "*a*" and "*b*" of section III are superseded by the following:

"III. *Hours of work:* (*a*) *Standard hours:* The number of day-shift hours in a standard work week is as stipulated below:

	Zones		
	I	*II*	*III*
As of the effective date of this Order in Council....	44	46½	47
As of July 10, 1966.....	43	44	46
As of January 10, 1967....	43	43	45
As of July 10, 1967.....	42	42	44

Until January 10, 1967, such hours of work shall be scheduled weekly between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday in zones I and II. In zone III, they shall be scheduled weekly between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday; Saturday, between 7:00 a.m. and noon.

À compter du 10 janvier 1967, ces heures de travail seront distribuées entre 7h du matin et 6h de l'après-midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, dans la zone I, et entre 7h du matin et 6h de l'après-midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 7h du matin et midi le samedi de chaque semaine, dans la zone II.

b) Travail de nuit: La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures normales de la fin et du commencement du Travail de l'équipe de jour.

Le nombre d'heures de la semaine normale de travail de nuit sera celui déterminé dans le tableau suivant:

	Zones		
	I	*II*	*III*
À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté..	45	46	47
À compter du 10 juillet 1966	44	45	46
À compter du 10 janvier 1967	44	44	45
À compter du 10 juillet 1967	43	43	44

La durée maximale d'une nuit de travail est de dix (10) heures. Toutefois, pour les équipes de nuit, la majorité des heures effectuées doit être à l'intérieur de la nuit de travail. »

« *c) Rémunération:*

1° *Chef d'équipe:* Les chefs d'équipes ont droit à $0.10 de plus l'heure que leur salaire normal.

2° *Équipe de nuit:* Tout salarié faisant partie d'une équipe de nuit a droit à $0.15 de plus l'heure que son taux de salaire normal.

3° Tout salarié exécutant simultanément plus d'une fonction ou métier faisant l'objet du présent décret, doit recevoir le salaire établi pour la fonction ou le métier le mieux rémunéré.

Toutefois, si ledit salarié exerce une seule fonction ou un seul métier pendant au moins cinq (5) jours ouvrables consécutifs, il doit être rémunéré au taux établi pour cette fonction ou métier.

4° *Jours chômés et payés:* Tout établissement doit chômer et payer au taux de salaire normal (incluant le montant mentionné à l'article IV paragraphe « c-2 ») à ses salariés les jours de fêtes ouvrables suivants: le premier jour de l'An, l'Épiphanie, le vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël, à condition que les salariés aient été au travail la journée ouvrable complète qui précède le congé payé et la journée ouvrable complète qui suit.

5° Tout salarié qui, après avoir quitté l'établissement, est appelé pour exécuter du travail doit recevoir une rémunération d'au moins deux (2) heures de travail au taux normal, au taux majoré de cinquante pour cent (50%) ou au taux majoré de cent pour cent (100%) suivant les dispositions des articles III et V. »

5° L'article IV est remplacé par le suivant:

IV. *Taux de salaires minimaux:* Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

As of January 10, 1967, such working hours shall be scheduled weekly between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday in zone I. In zone II, they shall be scheduled weekly between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday; Saturday, between 7:00 a.m. and noon.

(*b) Night work:* At night, working hours are scheduled between the end and beginning of the day shift's standard working hours.

The number of night-shift hours in a standard work week is as follows:

	Zones		
	I	*II*	*III*
As of the effective date of this Order in Council....	45	46	47
As of July 10, 1966.....	44	45	46
As of January 10, 1967....	44	44	45
As of July 10, 1967.....	43	43	44

A night's work shall not exceed ten (10) hours. However, the night shift's working hours shall be scheduled within the work night."

"(*c) Wages:*

1. *Chargeman:* Chargemen are entitled to 10¢ an hour above their regular rate.

2. *Night-shift:* Any employee working on a night shift is entitled to 15¢ an hour over and above his regular rate.

3. Every employee who works at two occupations or trades at the same time which are covered by this decree, shall be paid at the rate laid down for the higher-paying occupation or trade.

However, if the said employee works at a single occupation or trade for at least five (5) consecutive working days, he shall be paid at the rate laid down for such trade or occupation.

4. *Paid holidays:* Provided that he has been at work the full working day immediately preceding and following the paid holiday, every employee shall be paid the following holidays at the regular rate (including the amount mentioned in subsection "c-2" of section IV): New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

5. After having left the establishment, every employee who is called in to work shall receive at least two (2) hours' pay at the regular rate, at time and a half or at double time, according to the provisions of sections III and V."

5. Section IV is replaced by the following:

IV. *Minimum wage rates:* Minimum wage rates are as follows:

Compagnons — Journeymen:	*Zones* I	II	III	*À compter du As of 10/7/66 Zones* I	II	III	*À compter du As of 10/1/67 Zones* I	II	*À compter du As of 10/7/67 Zones* I	II
Outilleur — Toolmaker	$ 2.51	$ 2.44	$ 2.41	$ 2.65	$ 2.58	$ 2.55	$ 2.65	$ 2.55	$ 2.81	$ 2.71
Traceur en mécanique — Mechanical trader	2.40	2.33	2.30	2.54	2.47	2.43	2.54	2.43	2.70	2.59
Soudeur général (au chalumeau et à l'arc électrique) — Welder-general (acetylene or electric arc)	2.29	2.22	2.19	2.42	2.35	2.32	2.42	2.32	2.58	2.47
Soudeur au chalumeau ou à l'arc électrique — Acetylene or electric arc welder	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Machiniste général — Machinist (general)	2.29	2.22	2.19	2.42	2.35	2.32	2.42	2.32	2.58	2.47
Mécanicien en métal en feuille — Sheet-metal mechanic	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Machiniste sur tout, fraiseuse, etc. — Lathe, milling machine machinist	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Mécanicien de marine — Marine mechanic	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Mécanicien ajusteur — Fitter-machinist	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Chaudronnier — Boilermaker	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Tuyauteur (mécanicien en tuyauterie) — Pipe mechanic	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Trempeur — Temperer	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Pantograveur — Pantographer	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Peintre — Painter	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Polisseur — Polisher	2.24	2.17	2.14	2.37	2.30	2.27	2.37	2.27	2.52	2.42
Menuisier d'atelier mécanique — Metalworks joiner	2.18	2.10	2.07	2.31	2.23	2.20	2.31	2.20	2.46	2.35
Forgeron — Blacksmith	2.18	2.10	2.07	2.31	2.23	2.20	2.31	2.20	2.46	2.35
Découpeur — Cutter	2.18	2.10	2.07	2.31	2.23	2.20	2.31	2.20	2.46	2.35
Vérificateur — Checker	1.86	1.82	1.80	1.98	1.94	1.92	1.98	1.92	2.13	2.06
Expéditeur — Shipper	1.86	1.82	1.80	1.98	1.94	1.92	1.98	1.92	2.13	2.06
Aide — Helper	1.86	1.82	1.80	1.98	1.94	1.92	1.98	1.92	2.13	2.06
Manoeuvre — Labourer	1.80	1.76	1.74	1.92	1.88	1.86	1.92	1.86	2.06	2.00

Les chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique à la réparation de chaudières et de réservoirs doivent recevoir $2.39 l'heure. Leurs aides doivent recevoir $1.89 l'heure. — Boilermakers, erectors, steam machine mechanics and welders working outside a metal-working establishment on the repair of boilers and tanks shall receive $2.39 an hour. Their helpers shall receive $1.89 an hour.

				À compter du As of 10/7/66			À compter du As of 10/1/67		À compter du As of 10/7/67	
	Zones			Zones			Zones		Zones	
	I	II	III	I	II	III	I	II	I	II
a-1) *Assembleurs et préposés aux machines — Assemblers and machine operators:*										
1re année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	$ 1.33	$ 1.29	$ 1.25	$ 1.44	$ 1.40	$ 1.36	$ 1.44	$ 1.36	$ 1.57	$ 1.49
1re année, 2ème semestre — 1st year, 2nd six months	1.40	1.36	1.33	1.51	1.47	1.44	1.51	1.44	1.65	1.57
2e année — 2nd year	1.51	1.47	1.44	1.62	1.58	1.55	1.62	1.55	1.76	1.68
3e année — 3rd year	1.63	1.59	1.56	1.75	1.71	1.68	1.75	1.68	1.89	1.82
4e année — 4th year	1.75	1.71	1.68	1.87	1.83	1.80	1.87	1.80	2.01	1.94
5e année — 5th year	1.89	1.85	1.82	2.01	1.97	1.94	2.01	1.94	2.16	2.08
b) *Apprenti tous les métiers — Apprentices (all trades):*										
1re année — 1st year	1.33	1.29	1.25	1.44	1.40	1.36	1.44	1.36	1.57	1.49
2e année — 2nd year	1.40	1.36	1.33	1.51	1.47	1.44	1.51	1.44	1.65	1.57
3e année — 3rd year	1.51	1.47	1.44	1.62	1.58	1.55	1.62	1.55	1.76	1.68
4e année — 4th year	1.63	1.59	1.56	1.75	1.71	1.68	1.75	1.68	1.89	1.82
5e année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	1.75	1.71	1.68	1.87	1.83	1.80	1.87	1.80	2.01	1.94
2e semestre — 2nd six months	1.89	1.85	1.82	2.01	1.97	1.94	2.01	1.94	2.16	2.08
6e année, 2e semestre — 6th year, 2nd six months	2.04	2.00	1.97	2.17	2.13	2.09	2.17	2.09	2.32	2.24
b-1)				*Taux hebdomadaires — Weekly rates*						
Magasinier en charge — Storeman in charge	$90.84	$88.66	$87.56	$94.28	$92.18	$91.16	$94.28	$91.16	$98.48	$95.34
Conducteur de camion — Truck driver	84.09	82.61	81.40	86.73	86.13	84.71	86.73	84.71	90.93	88.62
b-2) *Magasinier — Storeman:*										
1re année — 1st year	58.89	58.13	57.21	62.33	61.65	60.65	62.33	60.65	66.53	64.85
2e année — 2nd year	62.04	60.83	59.91	65.48	64.35	63.35	65.48	63.35	69.68	67.55
3e année — 3rd year	69.69	68.28	67.26	73.13	72.80	70.70	73.13	70.70	77.33	74.90
4e année — 4th year	77.69	76.28	75.26	81.13	79.80	78.70	81.13	78.70	85.33	82.90
5e année — 5th year	84.99	84.99	81.96	88.43	86.85	85.40	88.43	85.40	92.63	89.60

6° L'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Heures supplémentaires: a)* Tout travail exécuté

1. *Avant le 10 juillet 1967:*

Après neuf (9) heures normales dans la même journée, dans les trois zones;

Après le 10 juillet 1967:

Après huit heures et demie (8½) dans la même journée, dans la zone I et après neuf (9) heures dans la même journée dans la zone II;

2. En plus du nombre d'heures de la semaine normale de travail déterminé au tableau apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article III;

3. En dehors des heures normales spécifiées à l'article III; entraine une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%).

b) Travail de nuit:

i. Pour les équipes de nuit, les quatre (4) premières heures et demie qui suivent la fin des heures normales de l'équipe de nuit sont payées au taux majoré de 50% et les heures suivantes sont payées au taux majoré de 100% et ce, jusqu'au commencement des heures normales de l'équipe de nuit suivante.

ii. Pour les équipes de jour, tout travail exécuté après dix (10) heures du soir doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

iii. Pour les équipes de nuit, tout travail exécuté entre 6h de l'après-midi le samedi et minuit le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

c) Le taux de salaire majoré de 100% doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches, le premier jour de l'An, l'Épiphanie, le vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

d) Dans le cas des conducteurs de camions et des magasiniers, la journée de travail peut être prolongée d'une heure par jour avec un maximum de deux heures et demie (2½) par semaine, sans majoration pour heures supplémentaires. Toutefois, ces salariés payée à la semaine ne recevront leur salaire complet qu'à la condition d'avoir travaillé une (1) journée complète par semaine. Seules les absences pour cause de maladie établies par la production d'un certificat médical permettront alors au salarié de toucher son salaire hebdomadaire en entier. »

7° L'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Congés payés annuels*

Période de référence: a) La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

b) Appréciation du droit au congé et indemnité du congé payé: Le salarié qui, le 1er janvier de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours (½) qu'il a de mois civils de service continu, jusqu'à concurrence de cinq (5) jours ouvrables. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, (indemnité de congé incluse).

c) Le salarié qui, le 1er janvier de l'année courante, justifie d'un an de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de cinq (5) jours ouvrables. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, (indemnité de congé incluse).

6. Section V is replaced by the following:

"V. *Overtime:* (*a*) All time worked

1. *Before July 10, 1967:*

After nine (9) hours in a same day in the three zones;

After July 10, 1967:

After eight and one-half (8½) hours in a same day in zone I and after nine (9) hours in a same day in zone II;

2. Over and above the number of hours in a standard work week as set forth in subsection "*a*" of section III;

3. Outside the standard working hours mentioned in section III; is paid at time and a half.

(*b*) *Night work:*

i. On night shifts, the first 4½ hours after the end of the night shift's regular hours are paid at time and a half; the following hours (until the next night shift begins work) shall be paid at double time.

ii. On day shifts, all hours worked after 10:00 p.m. shall be paid at double time.

iii. On night shifts, all hours worked between 6:00 p.m. Saturday and midnight Sunday shall be paid at double time.

(*c*) Double time shall be paid for all work done on: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

(*d*) In the case of truckdrivers and storemen, the standard working day may be extended one hour a day, up to a two and one-half (2½) hour maximum without claiming overtime. Such employees are paid by the week and are only entitled to payment if they have worked one (1) full day during the week. In such case, only absences due to illness, proven by a doctor's certificate, shall entitle one to the full week's pay."

7. Section VI is superseded by the following:

"VI. *Annual vacation with pay*

Qualifying period: (*a*) The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire vacation runs from January 1st to December 31st of the previous year.

(*b*) *Vacation entitlement and vacation pay:* Every employee who, on January 1st of the current year, has less than one year's continuous service with an employer shall receive one half-day's vacation for each calendar month of continuous service, up to five (5) working days. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned during the qualifying period (vacation pay credits included).

(*c*) Every employee who, on January 1st of the current year, has one year's continuous service with a same employer shall receive a vacation equal to five (5) working days. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned during the qualifying period (vacation pay credits included).

d) Le salarié qui, le 1er janvier de l'année courante, justifie de cinq ans de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de dix (10) jours ouvrables. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre (4%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, (indemnité de congé incluse).

e) *Période des congés:* L'employeur doit informer le salarié de la période de congé au moins trente (30) jours à l'avance.

f) Le salarié doit prendre la première période de cinq (5) jours ouvrables de congé entre le 1er mai et le 30 septembre qui suivent immédiatement l'année de référence. La deuxième période de cinq (5) jours ouvrables de congé doit être accordée entre le 1er mai qui suit l'année de référence et le 1er février suivant.

g) *Congé obligatoire:* Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé prescrit par le présent décret.

h) *Indemnité compensatrice de congés payés:* Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction du congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes « *b* », « *c* » et « *d* » du présent article, relatives à l'indemnité de congés payés. »

8° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *d* » et « *f* » de l'article VII sont remplacés par les suivants:

« VII. *Apprentissage:* *a*) Tout apprenti qui commence l'étude de son métier doit avoir au moins seize (16) ans révolus.

b) Dès l'entrée en fonction d'un nouveau salarié susceptible d'être assujetti au présent décret, l'employeur doit en informer le Comité paritaire par écrit.

d) Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille heures (2,000), constitue une année d'apprentissage. Toutefois, toute année scolaire complétée par des examens passés avec succès dans une école reconnue par le Comité paritaire où l'on enseigne les métiers prévus à l'alinéa « 1 » du paragraphe « *c* » de l'article II et requérant un apprentissage, peut être accepté comme une année d'apprentissage aux fins d'application du présent décret.

Toutefois, le salarié ayant accompli deux années d'apprentissage dans le métier de soudeur, conformément aux dispositions du présent article, peut demander de subir un examen devant le Bureau des Examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classifié compagnon ou poursuit son apprentissage normal. Cet examen peut être répété à toute période additionnelle de six (6) mois d'apprentissage.

f) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. »

9° Les paragraphes « *b* », « *d* » et « *e* » de l'article VIII sont remplacés par les suivants:

« *b*) Toutefois, tout établissement de cinq (5) salariés ou moins a droit à deux (2) apprentis et tout atelier de six (6) à dix (10) salariés inclusivement assujettis au présent décret a droit à trois (3) apprentis.

d) Tout apprenti qui reçoit le taux de salaire du compagnon ne compte pas dans le prorata des apprentis.

e) Tout salarié travaillant dans un magasin d'un établissement métallurgique, est payé au taux prévu par l'article IV, paragraphe «*b*-2» Toutefois, si par la suite il entre dans un des métiers mentionnés au paragraphe « *a* » de l'arti-

(*d*) Every employee who, on January 1st of the current year, has five years' continuous service with a same employer shall receive a vacation equal to ten (10) working days. Vacation pay equals four percent (4%) of total wages earned during the qualifying period (vacation pay credits included).

(*e*) *Vacation time:* Employers shall advise employees of their vacation dates at least thirty (30) days beforehand.

(*f*) The first period of five (5) working days shall be taken as vacation between the May 1st and September 30th immediately following the qualifying period. The second period of five (5) working days shall be granted as vacation between May 1st following the qualifying period and the following February 1st.

(*g*) *Compulsory vacation:* No employer may substitute a monetary compensation for the vacation tine herein laid down.

(*h*) *Compensation vacation pay:* When a work contract is cancelled before the employee has had the opportunity of taking his complete vacation he shall receive, for the unused vacation time, a compensating vacation pay based on the provisions of subsections "*b*", "*c*" and "*d*" above which deal with vacation pay."

8. Subsections "*a*", "*b*", "*d*" and "*f*" of section VII are replaced by the following:

"VII. *Apprenticeship:* (*a*) An apprentice should be at least sixteen (16) before beginning to learn his trade.

(*b*) Employers shall notify the Parity Committee in writing whenever a new employee, who will be subject to the decree, begins work.

(*d*) The number of hours actually worked (2,000) equals one year's apprenticeship. However, for the purposes of the decree, each academic year successfully completed and passed in a school recognized by the Parity Committee teaching the trades requiring apprenticeship and mentioned in paragraph "1" subsedtion "*c*", section II, may be accepted as an apprenticeship year.

However, an employee who has completed two years' apprenticeship in welding, in pursuance of the provisions of this section, may ask to take his examination before the Board of Examiners. According to results obtained, the apprenticeship is classed as "journeyman" or continues his normal apprenticeship. Such an examination may be repeated every six (6) months during apprenticeship.

(*f*) Apprentices' working hours are the same as journeymen's.

9. Subsections "*b*", "*d*", and "*e*" of section VIII are superseded by the following:

"(*b*) However, every establishment having five (5) employees or less may have two (2) apprentices. Every shop having from six (6) of ten (10) employees inclusively may have three (3) apprentices.

(*d*) Any apprentice who receives the journeyman's wage rate does not count in the apprentice proportion.

(*e*) Every employee working in a metalworks store is paid at the rate mentioned in subsection "*b*-2" of section IV. However, if he subsequently takes up one of the trades mentioned in subsection "*a*" of section IV, one half the time spent

cle IV, la moitié du temps passé dans le magasin lui sera alors comptée comme apprentissage dans ce métier avec un maximum d'une année.

Cependant, lorsqu'il y a trois (3) magasiniers et plus dans un établissement de métallurgie, le troisième et les suivants sont considérés comme aides magasiniers et payés au taux des aides. »

10° L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire, à l'autre partie et au ministre du Travail, entre le soixantième et le trentième jour avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « C »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 décembre 1965;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 44, soit modifié comme suit:

1° À l'article 102, la description de la zone II-*d* est remplacée par la suivante:

« *d*) La cité de Rivière-du-Loup et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la ville de Trois-Pistoles et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, Saint-Georges-de-Cacouna, l'Isle-Verte, Notre-Dame-du-Lac, Saint-Louis du Ha-Ha, Sainte-Rose-du-Dégelé, Cabano et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, Saint-Pierre d'Estcourt, Saint-David d'Estcourt, Saint-Marc-du-Lac-Long et Notre-Dame-du-Portage. »

2° À l'article 102, une nouvelle zone II-*dd* est ajoutée comme suit:

« *dd*) Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-André, Andréville, Saint-Pacôme, Saint-Pascal, Saint-Philippe-de-Néri et Saint-Alexandre. »

3° Le paragraphe « *a* » de l'article 103 est remplacé par le suivant:

« 103. *Jours fériés: a*) Sous réserve de l'article 138-A (Coiffeur pour dames), les jours fériés chômés sont les suivants: le premier jour de l'An,

in the store will be counted towards his apprenticeship in such trade, with a year's maximum.

Whenever there are three (3) or more storemen in a metalworks establishment, those in excess of two storemen are considered as storemen's helpers and paid accordingly.

10. Section XI is superseded by the following:

"XI. *Term of the decree:* The decree remains in force until July 10, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, between the 30th and 60th day before the expiry date of the original term or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT.
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "C"

Quebec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Ladies' Hairdressing trade in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Ladies' Hairdressing trade in the Québec region (made binding by decree number 44 of January 14, 1954 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 4, 1965;

WHEREAS the objection raised was duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT said decree number 44, be amended as follows:

1. In section 102, the description of zone II-*d* is superseded by the following:

"(*d*) The city of Rivière-du-Loup and a 5-mile radius from its limits; the town of Trois-Pistoles and a 5-mile radius from its limits; Saint Georges de Cacouna, L'Isle Verte, Notre-Dame du Lac, Saint Louis du Ha-Ha, Sainte Rose du Dégelé, Cabano and a 2-mile radius from their limits; Saint Joseph de la Rivière Bleue, Saint Pierre d'Estcourt, Saint David d'Escourt, Saint Marc du Lac Long and Notre-Dame du Portage."

2. In section 102, a new zone II-*dd* is added as follows:

"(*dd*) Sainte Anne de la Pocatière, Saint André, Andréville, Saint Pacôme, Saint Pascal, Saint Philippe de Néri and Saint Alexandre."

3. Subsection "*a*" of section 103 will be replaced by the following:

"103. *Non-working days:* (*a*) Contingent on section 138-A (Ladies' hairdressers) non-working days are as follows: New Year's Day, January

le deux janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le premier juillet (Confédération), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël et le 26 décembre. »

4° La première phase de l'article 113-A est modifiée en ajoutant après les mots: « Chez les coiffeurs pour hommes », les mots: « des zones I-A et I-B ».

5° Le paragraphe 2 de l'article 113-A est remplacé par le suivant:

« 2) Ces jours de congé supplémentaires sont accordés entre le 1er mai et le 1er novembre, sauf s'il y a entente entre l'employeur et le salarié pour une période autre que celle mentionnée ci-dessus, mais qui ne doit pas dépasser le 30 avril suivant. Ils peuvent être octroyés séparément ou consécutivement et l'employeur peut imputer à ce titre les absences pour cause de maladie ou autres causes. »

6° L'article 113-B est modifié en ajoutant après les mots: « Chez les coiffeurs pour dames », les mots: « de la zone I ».

7° Les taux de salaire de l'employé permanent (régulier) et de l'employé temporaire ou remplaçant, apparaissant à l'article 123, paragraphe « *a* », pour les zones I-A et I-B sont remplacés par le suivants:

« *a*) *Salaires:*	*Par semaine*
Employé permanent (régulier)	
Catégorie « A »	$54.00
Catégorie « B »	50.00
	Par jour
Remplaçant ou employé temporaire	$10.00»

8° À l'article 123, paragraphe « *a* », les mots: « Dispositions spéciales applicables aux zones II-*b* (Mégantic) et II-*e* (Rimouski) » et le tableau des salaires sont remplacés par les suivants:

« *Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic).*

Employé permanent (régulier):	*Par semaine*
Catégorie « A »	$50.00
Catégorie « B »	46.00
Apprenti:	
1ère année	15.00
de 13 à 18 mois inclusivement	20.00
de 19 à 24 mois inclusivement	25.00
de 25 à 30 mois inclusivement	30.00
de 31 à 36 mois inclusivement	35.00»

9° Le paragraphe « *b* » de l'article 123 est remplacé par le suivant:

« *b*) *Commission:* L'employé permanent (régulier), temporaire ou remplaçant et l'apprenti ont également droit à une commission de 50% des recettes de leur travail qui excèdent de plus de seize dollars ($16.00) dans les zones I-A et I-B et de plus de douze dollars ($12.00) dans les autres zones, le salaire qu'ils reçoivent, même si tel salaire est supérieur au minimum fixé dans le présent décret. »

10° Un nouveau paragraphe « *c* » est ajouté à l'article 123 comme suit:

« *c*) Tout salarié des zones I-A et I-B qui, au 31 décembre 1965, recevait un salaire supérieur à $50.00 par semaine pour la catégorie « A » et $46.00 par semaine pour la catégorie « B », doit toucher une augmentation de $4.00 par semaine. »

11° L'article 124 est remplacé par le suivant:

« 124. Lorsque le salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur les recettes de son travail qui excèdent le salaire gagné de seize dollars ($16.00) dans les zones I-A et I-B et de douze dollars ($12.00) dans les autres zones. »

2nd, Epiphany Day, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, July 1st (Canada Day) Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas and December 26th.

4. The first sentence of section 113-A is amended by the addition of the words "of zones I-A and I-B" after the words "For men's hairdressers".

5. Subsection 2 of section 113-A is replaced by the following:

"(2) Such additional holidays shall be granted between May 1st and November 1st unless otherwise agreed between employer and employee, but shall not go beyond the next April 30th. Such additional holidays may be given separately or together. The employer may consider all absences dues to illness or other causes as holidays."

6. Section 113-B is amended by the addition of the words "of zone I" after the words "Ladies' hairdressers".

7. Wage rates for regular, temporary or substituting employees mentioned in section 123, subsection "*a*", for zones I-A and I-B, is superseded by the following:

"(*a*) *Wages:*	*Per week*
Regular employee:	
Class "A"	$54.00
Class "B"	50.00
	Per day
Temporary or substituting employee	10.00"

8. In section 123, subsection "*a*" the word "Special provisions concerning zones II-*b* (Mégantic) and II-*e* (Rimouski)" together with the wage scale are superseded by the following:

"*Special provisions applicable to zone II-b (Mégantic):*

Regular employee:	*Per week*
Class "A"	$50.00
Class "B"	46.00
Apprentice:	
1st year	15.00
from 13 to 18 months inclusively	20.00
from 19 to 24 months inclusively	25.00
from 25 to 30 months inclusively	30.00
from 31 to 36 months inclusively	35.00"

9. Subsection "*b*" of section 123 is replaced by the following:

"(*b*) *Commission:* Regular, temporary and substituting employees as well as apprentices are entitled to a 50% commission on the receipts of their work exceeding their salary by sixteen dollard ($16.00) in zones I-A and I-B and by twelve dollard ($12.00) in the other zones, even though such salary may be higher than the minimum herein laid down."

10. The following new subsection "*c*" is added to section 123:

"(*c*) Employees of zones I-A and I-B who, on December 31, 1965, receive more than $50.00 a week (Class "A") and $46.00 a week (Class "B") shall receive a $4.00 a week raise."

11. Section 124 is superseded by the following:

"124. When an employee does not work the entire week, the commission to which he is entitled is based on the receipts of his work exceeding the wages earned by sixteen dollars ($16.00) in zones I-A and I-B and by twelve dollars ($12.00) in the other zones."

12° À l'article 125, les heures normales de travail de la zone I-C sont remplacées par les les suivantes:

« *Zone I-C*

Quarante-deux heures et demie (42½) par par semaine réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8h du matin à 5.30h du soir;

Le vendredi: de 8h du matin à 8h du soir;

Le samedi: de 8h du matin à 4h de l'après-midi.

Exception: Cependant, durant les mois de juin, juillet et août, les heures de travail seront de 8h du matin à midi le samedi.

13° À l'article 125, les mots « II-*dd* (Kamouraska) » sont ajoutés après les mots « II-*b* (Mégantic) », dans la clause intitulée « Exception » qui suit l'horaire de travail de la zone II.

14° À l'article 125, zone II, une deuxième exception est ajoutée comme suit:

« De plus, dans la zone II-*f*, la durée du travail est de quarante-quatre heures et demie (44½) par semaine réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.30 h du matin à 6 h du soir;

Le vendredi: de 8.30h du matin à 9h du soir. »

15° À l'article 125, l'exception suivante est ajoutée à la zone III:

« Cependant, dans les municipalités situées dans le district électoral de Matapédia, les heures de travail sont les suivantes:

Cinquante et une (51) heures par semaine réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8h du matin à 6h du soir;

Les vendredi et samedi: de 8h du matin à 10h du soir. »

16° L'article 126 est remplacé par le suivant:

« 126. Les congés hebdomadaires tombant normalement dans la période de six (6) jours qui précède la fête de Noël et le Premier jour de l'An sont annulés et les heures ouvrables sont alors celles déterminées habituellement pour le mardi. »

17° L'article 126-A est biffé.

18° L'article 129 est modifié en ajoutant à la fin:

« pourvu que, dans la zone I-C, ce travail ne dure pas plus que quarante-cinq (45) minutes. »

19° À l'article 135, paragraphe « *a* », les mots: « Dispositions spéciales applicables aux zones II-*b* (Mégantic) et II-*e* (Rimouski) » et l'échelle des salaires sont remplacés par les suivants:

« *Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic):*

Employé régulier:	*Par semaine*
Coiffeur, catégories « A » et « B »...	$45.00
Apprenti:	
1er semestre.....	15.00
de 7 à 12 mois inclusivement.....	18.00
de 13 à 18 mois inclusivement.....	20.00
de 19 à 24 mois inclusivement.....	25.00
de 25 à 36 mois inclusivement.....	30.00»

20° L'exception apparaissant à l'article 136, zone I, est biffée.

21° À l'article 136, les heures normales de travail de la zone I-C sont remplacées par les suivantes:

12. In section 125, the standard working hours for zone I-C are superseded by the following:

"*Zone I-C*

Forty-two and one-half (42½) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

Exception: During June, July and August, working hours on Saturday shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon."

13. In section 125, the words "zone II-*dd* (Kamouraska)" will be added after the words "II-*b* (Mégantic)" in the "Exception" of zone II.

14. In section 125, zone II, a second exception is added as follows:

"In zone II-*f*, the 44½-hour week shall be scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for cases listed in section 126;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m."

15. section 125, the following exception is added to zone III:

"However, in the municipalities located in the electoral district of Matapédia, working hours shall be as follows:

Fifty-one (51) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for cases listed in section 126;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday and Saturday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m."

16. Section 126 is superseded by the following:

"126. Weekly days off which fall during the six (6) days before Christmas and New Year's shall be cancelled and working hours shall be as on Tuesdays."

17. Section 126-A is deleted.

18. Section 129 is amended by adding the following:

"provided that, in zone I-C, such work does not go beyond forty-five (45) minutes."

19. In section 135, subsection "*a*" the words: "Special provisions concerning zones II-*b* (Mégantic) and II-*e* (Rimouski)" as well as the wage scale are replaced by the following:

"*Special provisions applicable to zone II-b (Mégantic):*

Regular employee:	*Per week*
Hairdresser, classes "A" and "B"...	$45.00
Apprentice:	
1st six months.....	15.00
from 7 to 12 months inclusively..	18.00
from 13 to 18 months inclusively..	20.00
from 19 to 24 months inclusively..	25.00
from 25 to 36 months inclusively..	30.00"

20. The exception mentioned in section, 136 zone I, is deleted.

21. In section 136, the standard working hours in zone I-C are replaced by the following:

« *Zone I-C*

Quarante-cinq (45) heures par semaine réparties ainsi:

Le lundi: chômé;

Les mardi et jeudi: de 9h du matin à 6.30h du soir;

Les mercredi et vendredi: de 9h du matin à 9h du soir;

Le samedi: de 8h du matin à 5h du soir.

Exception: Cependant, durant les mois de juillet et août, les heures de travail seront de 8h du matin à midi les samedi. »

22° À l'article 136, les exceptions suivantes sont ajoutées à la zone III:

Exceptions: 1. Dans les municipalités situées dans le district électoral de Matapédia, les heures de travail sont de 8h du matin à 6.30h du soir le samedi.

2. Cependant, dans le district électoral de l'Islet, les heures de travail seront les suivantes:

Cinquante (50) heures réparties ainsi:

Le lundi: de midi à 6h du soir;

Les mardi et jeudi: de 8h du matin à 6h du soir;

Les mercredi et vendredi: de 8h du matin à 9h du soir;

Le samedi: de 8h du matin à midi. »

23° L'article 137 est remplacé par le suivant: « L'honoraire de travail s'étend de 9h du matin à 9h du soir dans la zone I et de 8h du matin à 9h du soir dans les autres zones, le mercredi durant les mois d'avril, mai, juin et décembre ainsi que les 21, 22, 23, 28, 29 et 30 décembre. De plus, l'horaire de travail s'étend de 9h du matin à 9h du soir dans la zone I-C et de 8h du matin à 9h du soir dans les zones II et III, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine sainte, ce qui a pour effet d'augmenter d'autant la durée hebdomadaire du travail. »

24° À l'article 140, les mots: « et de 8h du matin à 6.30h du soir dans les zones II et III. », sont remplacés par les mots: « et de 8h du matin à 6.30h du soir dans les zones I-C, II et III ».

25° À l'article 148 les mots « le 1er mai 1963 » apparaissant à la deuxième et à la huitième lignes sont remplacés par les mots: « le 1er novembre 1966. ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

13931-o JACQUES PRÉMONT.

"*Zone I-C*

Forty-five (45) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:30 p.m.;

Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

Exception: During July and August work on Saturday shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon."

22. In section 136, the following exceptions are added to zone III:

"*Exception:* 1. In the municipalities located in the electoral district of Matapedia, working hours on Saturday shall be between 8:00 a.m. and 6:30 p.m.

2. However, in the electoral district of l'Islet, working hours shall be as follows:

Fifty (50) hours scheduled as follows:

Monday: noon to 6:00 p.m.;

Tuesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Wednesday and Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to noon."

23. Section 137 is superseded by the following: "The working hours on Wednesdays during April, May, June and December as well as December 21, 22, 23, 28, 29 and 30th shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. in zone I and from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. in the other zones. Moreover, on Wednesday, Thursday and Friday of Holy Week, working hours shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. in Zone I-C and from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. in zones II and III. This increases the weekly working hours accordingly."

24. In section 140, the words "and from 8:00 a.m. to 6:30 p.m. in zones II and III", are replaced by the words: "and from 8:00 a.m. to 6:30 p.m. in zones I-C, II and III".

25. Section 148 is amended by replacing the words "May 1, 1963" by "November 1, 1966" in lines 2 and 7.

JACQUES PRÉMONT,

13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « D »

Québec, le 8 février 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de Saint-Jean et Iberville.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 2274 du 17 novembre 1965, concernant des modifications au décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de Saint-Jean et Iberville, soit corrigé comme suit:

1° À l'article 3.01, les mots « aux travaux de nivellement et de terrassement » sont ajoutés après les mots « clôtures, tours ».

2° À l'article 5.01 (Taux de salaires minimaux) l'item « surveillant, employé comme chauffeur de bouilloires, détenant une licence requise par

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "D"

Québec, February 8, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Construction Industry in the electoral districts of St. Jean and Iberville.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Order in Council number 2274 of November 17, 1965, concerning amendments to decree number 784 of July 21, 1955 and amendments (Construction Industry in the electoral districts of St. Jean and Iberville), be corrected as follows:

1. In section 3.01, the words "levelling and landscaping" are added after the words "fences, towers".

2. In the French version of section 5.01 (Minimum wage rates), the item "*surveillant, employé comme chauffeur de bouilloires, détenant une*

la Loi ..... $2.40 »
est remplacé par « surveillant, employé comme chauffeur de chaudières, détenant une licence requise par la Loi ..... $2.40 »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « E »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2273 du 17 novembre 1965, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes, soit corrigé comme suit:

Le paragraphe commençant par les mots « Les exploitations forestières » apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article II, doit se lire comme suit:

« L'exploitation des scieries, des râperies et des papeteries de même que les exploitations forestières, sont exemptées des dispositions du présent décret. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « F »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1203 du 17 juin 1964, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, soit corrigé comme suit:

Le premier alinéa de l'article 2.09 est remplacé par le suivant:

« L'exploitation des scieries, des râperies et des papeteries, de même que les exploitations forestières, sont exemptées des dispositions du présent décret. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « G »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

celince requise par la Loi ..... $2.40"
is replaced by: "*Surveillant, employé comme chauffeur de chaudières, détenant une licence requise par la Loi* ..... $2.40"

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "E"

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting the Building Trades in Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes counties.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 2273 of November 17, 1965 (Building Trades in Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes counties) be corrected as follows:

In subsection "*b*" of section II, the paragraph beginning with the words "Forestry operations" should read as follows:

"The operation of pulp, paper and sawmills as well as forestry operations are exempt from the provisions of this decree."

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "F"

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Rimouski district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 1203 of June 17, 1964 (Construction Industry and Trades in the Rimouski district) be corrected as follows:

The first paragraph of section 2.09 is replaced by the following:

"The operation of pulp, paper and sawmills as well as forestry operations are exempt from the provisions of this decree."

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "G"

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the Québec region.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 28 mai 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Section « H »

Québec, le 8 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la Construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la Construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 825 (A) du 23 avril 1965, amendé par l'arrêté en conseil 1075 (E) du 26 mai 1965, soit prolongé jusqu'au 28 mai 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13931-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 185

Québec, le 3 février 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'article 7 des règlements des bois et forêts.

ATTENDU QUE la hauteur inusitée de la neige, cet hiver, rend à peu près impossible l'application de l'article 7 des règlements des bois et forêts en ce qui a trait à la hauteur de la souche au-dessus du sol qui ne doit pas avoir plus de 12 pouces;

ATTENDU QUE les ingénieurs forestiers du ministère des terres et forêts sont d'avis que l'application rigoureuse de ce règlement obligerait la plupart des exploitants forestiers à remettre, à la prochaine saison, la coupe des bois prévue pour l'hiver en cours, ce qui entraînerait la mise à pied d'un grand nombre d'ouvriers forestiers;

ATTENDU QUE, pour la période s'étendant entre le premier janvier et le 30 avril 1966 inclusivement, il est nécessaire, selon les mêmes ingénieurs, de permettre que la hauteur de la souche au-dessus du sol soit tolérée jusqu'à 20 pouces au lieu de 12 pouces, à condition que les exploitants forestiers versent à la Province une compensation appropriée pour la perte de la matière ligneuse résultant de cette tolérance temporaire.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des terres et forêts:

1. QUE, par exception à l'article 7 des règlements des bois et forêts, la hauteur de la souche au-dessus du sol soit tolérée jusqu'à 20 pouces, sur tous les bois du domaine public de la province exploités entre le 1er janvier 1966 et le 30 avril 1966 inclusivement;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 419 of April 18, 1957 and amendments (Construction industry and trades in the Québec region) be extended until May 28, 1966.

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Section "H"

Québec, February 8, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec (authorized by a by-law approved by Order in Council number 825(A) of April 23, 1965 and amended by Order in Council 1075(E) of May 26, 1965) be extended until May 28, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
13931-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 185

Quebec, February 3, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING section 7 of the Woods and Forests Regulations.

WHEREAS the unusual height of the snow, this winter, almost renders impossible the application of section 7 of the Woods and Forests Regulations as to that which refers to the height of the stumps above the earth which must not be more than 12 inches;

WHEREAS the forest engineers of the Lands and Forests Department are of the opinion that the rigorous application of this regulation would oblige most of the forest industrialists to put off, to the next season, the cutting of timber foreseen for the year in progress, which would lead to the dismissal of a great number of forest workmen;

WHEREAS for the period extending between the first of January and the 30th of April, 1966, inclusively, it is necessary, according to the same engineers, to permit that the height of the stump above the earth be tolerated up to 20 inches instead of 12 inches, with the understanding that the forest industrialists deposit an appropriate compensation to the Province for the loss of the ligneous substance resulting from this temporary tolerance.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

1. THAT by the exception of section 7 of the Woods and Forest Regulations, the height of the stump above the earth be tolerated up to 20 inches, on all the woods of the Public Crown of the Province exploited between January 1, 1966 and April 30, 1966 inclusively.

2. QUE les pénalités prévues par les règlements des bois et forêts s'appliquent également, par exception, durant la période précitée, sur toute souche excédant cette hauteur de 20 pouces;

3. Qu'en compensation de la perte de la matière ligneuse, résultant de la tolérance ci-dessus autorisée, le volume global des bois coupés par chaque exploitant forestier, entre le premier janvier et le 30 avril 1966 inclusivement, soit majoré de 5% et que les droits de coupe réguliers et en vigueur soient prélevés sur la quantité de bois représentée par ce pourcentage de 5%.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

13976-o

2. THAT the penalties foreseen by the Woods and Forest Regulations are equally applicable, by exception, during the aforesaid period, on every stump exceding this height of 20 inches;

3. THAT to compensate for the loss of the ligneous substance resulting from the tolerance authorized above, the total volume of the wood cut be each forest industrialist, between January first and April 30, 1966, inclusively, be raised by 5% and that the regular cutting rights in force be deducted from the quantity of timber represented by this percentage of 5%.

True copy.

JACQUES PRÉMONT.
Clerk of the Executive Council.

13976

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 39

Québec, le 7 janvier 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au règlement concernant le congé pour activités syndicales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE le règlement concernant le congé pour activités syndicales, qui a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 424, du 4 mars 1965, soit modifié conformément à la copie ci-annexée de la résolution de la Commission de la fonction publique en date du 2 novembre 1965;

QUE ces modifications aient leur effet à compter du 6 août 1965 et entrent en vigueur à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 39

Québec, January 7, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulation concerning the leave of absence for union activities.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the regulation concerning the leave of absence for union activities, which was approved by Order in Council number 424, of March 4, 1965, be amended in conformity with the copy here-annexed of the resolution of the Québec Civil Service Commission dated November 2, 1965;

THAT these amendments take effect from and after August 5, 1965, and enter into force from and after the date of the approbation of the present Order in Council.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

La Commission de la fonction publique du Québec, sous l'autorité de l'article 16 et du deuxième alinéa de l'article 78 de la Loi de la fonction publique, modifie le règlement intitulé: Règlement concernant le congé pour activités syndicales, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 424) le 4 mars 1965 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 20 mars 1965, et ce, de la façon suivante:

Article 1: L'article 2 est remplacé par le suivant:

« Article 2: Le présent règlement s'applique à tout employé du gouvernement du Québec qui est un salarié au sens de la Loi de la fonction publique qui est ou devient délégué d'une association accréditée. »

Article 2: Le paragraphe *a*) de l'article 3 est remplacé par le suivant:

« Article 3: *a*) « commission » signifie la Commission de la fonction publique du Québec; »

Article 3: Le paragraphe *c*) de l'article 3 est abrogé.

Article 4: Le règlement s'applique au Syndicat professionnel des ingénieurs du gouvernement du Québec.

QUÉBEC CIVIL SERVICE COMMISSION

The Québec Civil Service Commission, under the authority of section 16 and of the second paragraph of section 78 of the Civil Service Act, amends the regulation entitled: Regulation concerning the leave of absence for union activities, approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. 424) on March 4, 1965, and published in the *Quebec Official Gazette* on March 20, 1965, and such, in the following manner:

Article 1: Section 2 is replaced by the following:

"Article 2: The present regulation is applicable to all Provincial Government Civil Servants who are employees in the sense of the Civil Service Act and who are or becoming delegates to a certified association."

Article 2: Paragraph (*a*) of section 3 is replaced by the following:

"Article 3: (*a*) "commission" signifies the Quebec Civil Service Commission;"

Article 3: Paragraph (*c*) of section 3 is abrogated.

Article 4: The regulation applies to the "Syndicat professionnel des ingénieurs du gouvernement du Québec.

Article 5: Le présent règlement prend effet à compter du 6 août 1965 et entre en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

Copie conforme.

Assemblée du 2 novembre 1965.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

13984-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 72

Québec, le 19 janvier 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au règlement concernant le congé pour activités syndicales.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique du Québec a décrété par règlement en date du 12 janvier 1966 des modifications au règlement concernant le congé pour activités syndicales;

ATTENDU QU'une copie conforme du règlement adopté par cette commission le 12 janvier 1966 est annexée au présent arrêté en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Premier ministre:

QUE le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec du 12 janvier 1966, dont une copie est annexée au présent arrêté en conseil, modifiant le règlement concernant le congé pour activités syndicales, soit approuvé et qu'il ait son effet depuis le 7 janvier 1966.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

La Commission de la fonction publique du Québec décrète le règlement suivant:

1. Le règlement concernant le congé pour activités syndicales décrété par la Commission du service civil de la province de Québec le 2 mars 1965, sanctionné par l'arrêté en conseil numéro 424 du 4 mars 1965, modifié par le règlement décrété le 2 novembre 1965 par la Commission de la fonction publique du Québec, sanctionné par l'arrêté en conseil numéro 39 du 7 janvier 1966, est de nouveau modifié en retranchant l'article 2.

2. L'article 3 dudit règlement est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a*) par le suivant:

« *a*) « commission » désigne la Commission de la fonction publique du Québec; »

b) en insérant après le paragraphe *b*) le suivant:

« *c*) « association » désigne une association accréditée pour représenter un groupe d'employés qui sont des salariés au sens du Code du travail; »

c) en ajoutant les paragraphes suivants:

« *e*) « employé » désigne un employé de la fonction publique qui est un salarié au sens du Code du travail et qui fait partie d'un groupe de salariés représentés par une association;

« *f*) « délégué » désigne un employé qui est autorisé à agir comme délégué d'une association pour les fins mentionnées au présent règlement. »

Article 5: The present regulation takes effect from and after August 6, 1965, and enters into force on the date which the Lieutenant-Governor will be pleased to fix.

True copy.

Assembly of November 2, 1965.

HENRI DION,
Secretary.

13984

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 72

Québec, January 19, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulation concerning leave of absence for union activities.

WHEREAS the Québec Civil Service Commission enacted, by regulation dated January 12, 1966, amendments to the regulation concerning leave of absence for union activities;

WHEREAS a true copy of the regulation adopted by said Commission on January 12, 1966 is annexed to the present Order in Council;

WHEREAS it is expedient that this regulation be approved.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Premier:

THAT the regulation of the Quebec Civil Service Commission, dated January 12, 1966, a copy of which is annexed to the present Order in Council, amending the regulation concerning leave of absence for union activities, be approved and that it have effect from and after January 7, 1966.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC CIVIL SERVICE COMMISSION

The Québec Civil Service Commission enacts the following regulation:

1. The regulation concerning leave of absence for union activities enacted by the Civil Service Commission of the Province of Québec on March 2, 1965, sanctioned by Order in Council number 424 dated March 4, 1965, amended by the regulation enacted on November 2, 1965 by the Québec Civil Service Commission, sanctioned by Order in Council number 39 dated January 7, 1966, is amended once again by striking section 2.

2. Section 3 of the said regulation is amended:

(*a*) by replacing paragraph (*a*) by the following:

"(*a*) "commission" means the Québec Civil Service Commission;"

(*b*) by inserting the following, after paragraph (*b*):

"(*c*) "association" means an association accredited to represent a group of employees who are employees in the sense of the Labour Code;"

(*c*) by adding the following paragraphs:

"(*e*) "employee" means a Civil Service employee who is an employee in the sense of the Labour Code, and who forms part of a group of employees represented by an association;

"(*f*) "delegate" means an employee who is authorized to act as delegate of an association for the purposes mentioned in the present regulation."

3. Ledit règlement est modifié en ajoutant après l'article 7 le suivant:

« 7A. Le présent règlement ne s'applique pas aux employés visés par une convention collective de travail, à compter de la date de la signature de la première convention qui les régit. »

4. L'article 4 du règlement décrété par la Commission de la fonction publique le 2 novembre 1965 et sanctionné par l'arrêté en conseil numéro 39 du 7 janvier 1966 est retranché.

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

Copie conforme.

Assemblée du 12 janvier 1966.

Le Secrétaire,

13984-o HENRI DION.

3. The said regulation is amended by adding the following after section 7:

"7A. The present regulation does not apply to employees alluded to in a collective labour agreement, from and after the date on which the first agreement governing them is signed."

4. Section 4 of the regulation enacted by the Civil Service Commission on November 2, 1965, and sanctioned by Order in Council number 39, dated January 7, 1966 is struck.

5. The present regulation comes into force on the date which it will please the Lieutenant-Governor in Council to fix.

True copy.

Meeting on January 12, 1966.

HENRI DION,

13984 *Secretary.*

Actions en séparation de biens

Johnson vs Gélineau

Soyez par les présentes avisés que Dame Arlène Johnson, ménagère, résidant et étant domiciliée à Ste-Brigide, district d'Iberville, s'adressera à la Cour Supérieure, district d'Iberville, pour obtenir une séparation de biens d'avec son époux, monsieur Raymond Gélineau, commerçant, résidant et étant domicilié à Ste-Brigide, district d'Iberville.

Saint-Jean, ce 7e jour de février 1966.

Le Procureur de la demanderesse,

13932-o GUY GERVAIS.

Labrie vs Paquette

Dame Cosette Labrie, ménagère, domiciliée à 139, rue Nelson, Cowansville, P.Q. a formé contre son mari Serge Paquette, homme d'affaires de Cowansville, P.Q. une demande en séparation de biens sous le numéro 15-533 des dossiers de la Cour Supérieure du district de Bedford.

Cowansville, ce 14e jour de février 1966.

Les Avocats de la demanderesse,

13983-o BÉLANGER & THERRIAULT.

Actions for separation as to property

Johnson vs Gélineau

Notice is hereby given that Dame Arlène Johnson, housewife residing and being domiciled in Ste-Brigide, district of Iberville, will apply to the Superior Court, district of Iberville, in order to obtain a separation as to property against her husband, M. Raymond Gélineau, trader, residing and being domiciled in St-Brigide, district of Iberville.

Saint-John, this 7th day of February, 1966.

GUY GERVAIS,

13932 *Attorney for the plaintiff.*

Labrie vs Paquette

Mrs. Cosette Labrie, housewife, domiciled at 139, Nelson Street, in Cowansville, P.Q. has brought a suit for separation of property against her husband Serge Paquette, businessman of Cowansville, P.Q. in the Superior Court of the district of Bedford, under number 15-533.

Cowansville, this 14th day of February 1966.

BÉLANGER & THERRIAULT,

13983-o *Attorneys for plaintiff.*

Associations coopératives

Association coopérative industrielle de St-Joseph de Beauce

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative industrielle de St-Joseph de Beauce ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ville de St-Joseph de Beauce, Québec, dans le district électoral de Beauce.

Québec, le 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

13977-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative étudiante de la Masse

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante de la Masse ».

Cooperative Associations

Association coopérative industrielle de St-Joseph de Beauce

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative industrielle de St-Joseph de Beauce".

The head office of this cooperative association is situated at Ville de St-Joseph de Beauce, Quebec, in the electoral district of Beauce.

Quebec, February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

13977 *Assistant Secretary of the Province.*

Association coopérative étudiante de la Masse

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante de la Masse".

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-St-Jacques.

Québec, le 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.

14005-o RAYMOND DOUVILLE.

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)

(*Loi des association coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Bagotville, Québec, dans le district électoral de Chicoutimi.

Québec, le 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14006-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of this cooperative association is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-St. James.

Quebec, February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14005 *Assistant Secretary of the Province.*

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)".

The head office of this cooperative association is situated in Bagotville, Quebec, in the electoral district of Chicoutimi.

Quebec, February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14006 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

L'Église Baptiste de St-Constant

Avis est, par les présentes, donné que L'Église Baptiste de St-Constant, une congrégation baptiste, ayant sa place de services à Montée Griffin et rang St-Ignace, municipalité de St-Constant, comté de Laprairie, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être incorporé sous le nom de « L'Église Baptiste de St-Constant », conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q. 1964.

Les Procureurs de la requérante,

HUTCHESON, JOHNSTON, TODD & DURSO.

13743-5-5-o

Naftali Lucien Gilbert Bobot

Avis est donné que « Naftali Lucien Gilbert Bobot », professeur, résidant à 3957, 9e Rue Chomedey, ville de Laval, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à: « Gilbert Brewart », ledit changement de nom bénéficera à son épouse née Vivian Maisie Conquy ainsi qu'à son fils mineur Francis Bernard Élie, tous de la même adresse.

Québec, ce 31 janvier 1966.

Les Procureurs du requérant,

13834-6-2-o JOBIN DIONNE BERNATCHEZ.

Lip Mon (George) Chin

Avis est par les présentes donné que Lip Mon (George) Chin, cuisinier, résidant au numéro 1545 rue Édouard Laurin, cité de St-Laurent, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Kwong Jue Lee ». Ce changement affectera son épouse, Fung Siu et ses deux filles mineures, May Lynn et May Fun de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,

13875-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Sing Wing Hum

Avis est par les présentes donné que Sing Wing Hum, cuisinier, résidant au numéro 1130 rue Chenneville, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Sik Sim Lee ». Ce

Notices

L'Église Baptiste de St-Constant

Notice is hereby given that L'Église Baptiste de St. Constant, a Baptist Congregation having its place of worship at Montée Griffin and rang St. Ignace, municipality of St. Constant, county of Laprairie, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "L'Église Baptiste de St.-Constant", in conformity with the provisions of chapter 305 R.S.Q. 1964.

HUTCHESON, JOHNSTON, TODD & DURSO,

13743-5-5-o *Attorneys for the petitioner.*

Naftali Lucien Gilbert Bobot

Notice is hereby given that "Naftali Lucien Gilbert Bobot," professor, residing at 3957, 9th Street, Chomedey, ville de Laval, P.Q., will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree authorizing the changing of the name of the petitioner into "Gilbert Brevart", this changing of the name will allow to his wife Vivian Maisie Conquy and to his minor son Francis Bernard Élie, all residing at the same address.

Quebec, January 31, 1966.

JOBIN DIONNE BERNATCHEZ,

13834-6-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Lip Mon (George) Chin

Notice is hereby given that Lip Mon (George) Chin, cook, residing at 1545 Édouard Laurin St., city of St. Laurent, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Kwong Jue Lee". This change will affect his wife, Fung Siu and two minor daughters, May Lynn and May Fun of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,

13875-6-2-o *Attorney for applicant.*

Sing Wing Hum

Notice is hereby given that Sing Wing Hum, cook, residing at 1130 Chenneville St., Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Sik Sim Lee". This change will affect his wife, Yue

changement affectera son épouse, Yue Chu, ses deux fils mineurs, Robert Jing Ming and Johnnys et sa fille mineure Carol, de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,
13876-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Kuo Chong Seto

Avis est par les présentes donné que Kuo Chong Seto, garçon de table, résidant au numéro 4554 rue St-Denis, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à « Jan Chong Fong ». Ce changement affectera son épouse, Tue Gee, ses trois fils mineurs, Bill Fong, Edward Fong, William Fong, et sa fille mineure Lana de la même adresse.

Montréal, le 8 février 1966.

Le Procureur du requérant,
13877-6-2-o J. PAUL DUFOUR.

Cité de Joliette

Avis public est par le présent donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la « Cité de Joliette », que le Conseil de la cité de Joliette a, lors de sa séance tenue le 7 février 1966, adopté une résolution à l'effet que:

La cité de Joliette s'adresse par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 2 de la Loi des cités et villes, pour obtenir l'émission de lettres patentes remplaçant l'article 496 de la charte de la cité de Joliette par l'article 496 de la Loi des cités et villes.

Et que par les présentes, avis est donné que:

La cité de Joliette s'adresse au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration d'un mois de la publication du présent avis, pour les fins susdites.

Le présent avis est donné conformément à l'article 373 de la Loi des cités et villes, tel qu'amendé par 12-13 Elizabeth II, chapitre 53.

Joliette, ce 8e jour de février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
13943-o J.-A. DESORMIERS.

Corporation des Maîtres-Électriciens du Québec

Avis est, par les présentes, donné qu'à l'expiration des 30 jours suivant l'expiration des présentes, les règlements ci-après adoptés par le conseil de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Les Procureurs de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec,
DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL.

Règlements et amendements

Extraits du procès-verbal de la réunion du Conseil Provincial d'Administration tenue le 30 novembre 1965.

Proposé par M. Antoine Grégoire
Appuyé par M. Grégoire Duguay

Que les Règlements Refondus, 1960, de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec soient amendés en ajoutant à l'article 8, le paragraphe *f*), tel que rédigé et soumis par le conseiller juricique:

Article 8, paragraphe f):

«1° Le qualificateur de la licence A-2 prévue par la Loi des maîtres électriciens du Québec et non son employeur peut devenur membre de la Corporation;

Chu, his two minor sons, Robert Jing Ming, and Johnnys, and his minor daughter Carol, of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,
13876-6-2-o *Attorney for applicant.*

Kuo Chong Seto

Notice is hereby given that Kuo Chong Seto, waiter, residing at 4554 St. Denis St., Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to "Jan Chong Fong". This change will affect his wife Tue Gee, his three minor sons Bill Fong, Edward Fong, and William Fong, and his minor daughter Lana of the same address.

Montreal, February 8, 1966.

J. PAUL DUFOUR,
13877-6-2-o *Attorney for applicant.*

City of Joliette

Public notice is hereby given by the undersigned, the secretary-treasurer of the "City of Joliette", that the Council of the city of Joliette has, during its session held on February 7, 1966, adopted a resolution to the effect that:

The city of Joliette is applying by petition to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with section 2 of the Cities and Towns Act, for the permission to obtain letters patent to replace section 496 of the charter of the city of Joliette by section 496 of the Cities and Towns Act.

And a notice is hereby given that:

The city of Joliette is applying to the Lieutenant-Governor in Council at the expiration of one month of the publication of the present notice, for the aforesaid purposes.

The present notice is given in conformity with section 373 of the Cities and Towns Act, such as amended by 12-13 Elizabeth II, chapter 53.

Joliette, this 8th day of February, 1966.

J.-A. DESORMIERS,
13943 *Secretary-Treasurer.*

Corporation of Master Electricians of Quebec

Notice is hereby given that at the end of 30 days following the expiry of these presents, the regulations given below, adopted by the Council of the Corporation of Master Electricians of Quebec, will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL,
Attorneys for the Corporation of Master Electricians of Quebec.

Regulations and amendments

Extracts from the minutes of the meeting of the Provincial Council of Administration held on November 30, 1965.

Proposed by Mr. Antoine Grégoire
Seconded by Mr. Grégoire Duguay

That the Revised Regulations, 1960, of the Corporation of Master Electricians of Quebec be amended by adding paragraph (*f*) to section 8 as drawn up and submitted by the legal adviser:

Section 8, paragraph (f):

"1. The qualificator of the A-2 license provided for by the Quebec Master Electricians Act, and not his employer, may become a member of the Corporation;

2° Tel détendeur de la licence A-2 est exempt de passer l'examen d'admission de la Corporation tant et aussi longtemps qu'il ne détient que cette licence;

3° Cependant, ce membre doit, lorsqu'il change sa licence A-2 pour une licence A, B ou toute autre catégorie de licence d'entrepreneur électricien, pour demeurer membre de la Corporation, passer l'examen d'admission sinon il en est exclu automatiquement. »

ADOPTÉ.

Proposé par M. François Vinet
Appuyé par M. Jules Barrette

Que l'amendement voté à l'article 9 des règlements refondus, 1960, de la Corporation, tel qu'approuvé par le Conseil Provincial d'Administration, les 1er et 2 septembre 1965, par voie de résolution (39-11), soit rescindé et remplacé par le texte suivant:

« Lors d'un changement de qualificateur d'une compagnie, société ou corporation, celle-ci doit acquitter les frais d'inscription tel que prévu à l'article 6 des présents règlements, sans répéter cependant la cotisation annuelle si elle est déjà payée. »

ADOPTÉ.

Proposé par M. Alexandre Beaulieu
Appuyé par M. Jacques Crépeau

Que l'amendement voté à l'article 12, paragraphe *d*) des Règlements Refondus, 1960, de la Corporation, tel qu'approuvé par le Conseil Provincial d'Administration, les 1er et 2 septembre 1965, par voie de résolution (39-5), soit rescindé et remplacé par le texte suivant:

« Le paragraphe *d*) de l'article 12 ne s'applique pas:

1° à celui que le 31 mars 1963 était membre de la Corporation et occupait également un emploi d'électricien à titre de salarié, tant qu'il demeure membre de la Corporation; pour les fins du présent sous-paragraphe, celui qui a cessé d'être membre de la Corporation depuis le 31 mars 1963 et qui en est à nouveau devenu membre avant le 1er novembre 1965 est réputé d'avoir jamais cessé d'être membre de la Corporation;

2° à un membre pendant l'année suivant sa première admission dans la Corporation;

3° à un membre de la Corporation pour les travaux qu'il exécute dans une municipalité où il occupe un emploi d'électricien à titre de salarié ou dans laquelle il a sa résidence, sauf si un membre de la Corporation, n'occupant pas un emploi d'électricien à titre de salarié, a sa place d'affaires dans cette municipalité ou dans les cinq milles de ses limites. »

ADOPTÉ.

Proposé, appuyé et adopté à l'unanimité

Que l'amendement voté à l'article 78 des Règlements Refondus 1960 de la Corporation, tel qu'approuvé par le Conseil Provincial d'Administration, les 1er et 2 septembre 1965, par voie de résolution (39-7), soit rescindé.

Certifiée copie conforme:
Montréal, le 11 février 1966.
(Sceau) *Le Secrétaire-exécutif de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec.*
LOUIS JOUBERT.
14007-o

2. Such holder of the A-2 license is exempt from passing the entrance exam of the Corporation for such time as he holds only the said license;

3. However, when he changes his A-2 license for an A, B or any other category of license for electrical contractor the member must, in order to remain a member of the Corporation, pass the entrance exam. If he fails to do so, he is excluded automatically.

ADOPTED.

Proposed by Mr. François Vinet
Seconded by Mr. Jules Barrette

That the amendment voted to section 9 of the Revised Regulations, 1960, of the Corporation, as approved by the Provincial Council of Administration, on September 1 and 2, 1965, by way of resolution (39-11), be rescinded and replaced by the following text:

"When there is a change in the qualificator of a company, association or corporation, the latter must pay the inscription fees as provided for by section 6 of these regulations, without, however, making the annual subscription if it has already been paid."

ADOPTED.

Proposed by Mr. Alexandre Beaulieu
Seconded by Mr. Jacques Crépeau

That the amendment voted to section 12, paragraph (*d*) of the Revised Regulations, 1960, of the Corporation, as approved by the Provincial Council of Administration on September 1 and 2, 1965, by way of resolution (39-5), be rescinded and replaced by the following text:

"Paragraph (*d*) of section 12 does not apply:

1. to whosoever, on March 31, 1963, was member of the Corporation, and who was also employed as a wage-earning electrician, for so long as he retains membership in the Corporation; for the purposes of the present sub-paragraph, he who ceased being a member of the Corporation from and after March 31, 1963, and who regained membership before November 1, 1965, is considered as never having ceased being a member of the Corporation;

2. to a member during the year following his first admission to the Corporation;

3. to a member of the Corporation for works executed in a municipality where he is employed as a wage-earning electrician or wherein he resides, save if a member of the Corporation, not employed as a wage-earning electrician, has his place of business in this municipality or within five miles of its limits."

ADOPTED.

Proposed, Seconded and unanimously adopted

That the amendment voted to section 78 of the Revised Regulations, 1960, of the Corpoartion, as approved by the Provincial Council of Administration on September 1 and 2, 1965, by way of resolution (39-7), be rescinded.

Certified true copy.
Montreal, February 11, 1966.
(Seal) LOUIS JOUBERT,
Executive Secretary of the Corporation of Master Electricians of Quebec.
14007

Chevaliers de Colomb de St-Jean (Conseil 1145)

Le « Conseil St-Jean No 1145 des Chevaliers de Colomb », de St-Jean, province de Québec, donne avis par les présentes qu'il possède son

Knights of Columbus of St. John (Council 1145)

The "Council St. John No. 1145 of Knights of Columbus", of St. John, Province of Quebec, hereby gives notice that its head office is located

siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir de la date de la publication dans la *Gazette officielle*.

Le Grand Chevalier,
RENÉ G. TRAHAN.
Le Secrétaire Archiviste.
13990-o YVAN GERVAIS.

Mark Began

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 210, du 8 février 1966, d'effectuer le changement de nom de Mark Birjariu en celui de « Mark Began ».

Québec, le 15 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
13915-o RAYMOND DOUVILLE.

Victor Shawn

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 211, du 8 février 1966, d'effectuer le changement de nom de Victor Sherbanee en celui de « Victor Shawn ».

Québec, le 15 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
13915-o RAYMOND DOUVILLE.

Chevaliers de Colomb de Plessisville

Le « Conseil Plessisville (No 2527) des Chevaliers de Colomb", de Plessisville, Qué. donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir de la date de la publication dans la *Gazette officielle*.

Le Grand Chevalier,
EMMANUEL LEHOUX.
(Sceau) *Le Secrétaire Archiviste,*
13991-o SERGE BOULANGER.

Robert Michael Weinrauch

Avis est donné que Robert Michael Weinrauch, exécutif, résidant à 4420, rue Marcil, Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à « Robert Michael Winrow ».

Montréal, le 14 février 1966.

Les Procureurs du demandeur,
13992-7-2-o ROHRLICK & GREENBERG.

Kazimierz Leopold Jakimczuk

Avis est donné que Kazimierz Leopold Jakimczuk, ingénieur technicien, de ville LaSalle, district de Montréal, province de Québec, s'adressera, selon la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre de changer son nom de « Kazimierz Leopold Jakimczuk » en celui de « Kaz Leopold Jakim », à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce dixème jour de février 1966.

Le Procureur du requérant,
13965-7-2 JOHN HERSCHORN.

Cité de Rimouski

Aux habitants de la municipalité de la cité ce Rimouski, Nazareth, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, la paroisse de Ste-Anne-de-Pointe-au-Père; St-Anaclet-de-Lessard, la paroisse de St-Germain de Rimouski et la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski.

at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from the date of publication in the *Official Gazette*.

RENÉ G. TRAHAN,
Grand Knight.
YVAN GERVAIS,
13990 *Recording-Secretary.*

Mark Began

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 210, February 8, 1966, to effect the change of name of Mark Birjariu into that of "Mark Began".

Quebec, February 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
13915 *Assistant Secretary of the Province.*

Victor Shawn

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 211, dated February 8, 1966, to effect the change of name of Victor Sherbanee into that of "Victor Shawn".

Quebec, February 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
13915 *Assistant Secretary of the Province.*

Knights of Columbus of Plessisville

The "Council Plessisville (No. 2527) of Knights of Columbus", of Plessisville, Que. hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from the date of publication in the *Official Gazette*.

EMMANUEL LEHOUX,
Grand Knight.
(Seal) SERGE BOULANGER,
13991 *Recording-Secretary.*

Robert Michael Weinrauch

Notice is hereby given that Robert Michael Weinrauch, executive, residing at 4420 Marcil Avenue, Montreal, Quebec will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to "Robert Michael Winrow".

Montreal, February 14, 1966.

ROHRLICK & GREENBERG,
13992-7-2-o *Attorneys for petitioner.*

Kazimierz Leopold Jakimczuk

Notice is hereby given that Kazimierz Leopold Jakimczuk, engineering technician, of ville LaSalle, district of Montreal, Province of Quebec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an Order to change his name from "Kazimierz Leopold Jakimczuk" to that of "Kaz Leopold Jakim", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this tenth day of February, 1966.

JOHN HERSCHORN,
13965-7-2-o *Attorney for petitioner.*

City of Rimouski

To the inhabitants of the municipality of the city of Rimouski, Nazareth, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, the parish of Ste-Anne-de-Pointe-au-Père; St-Anaclet-de-Lessard, the parish of St-Germain de Rimouski and the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski.

Avis public est, par les présentes, donné par les soussignés, que les municipalités de la cité de Rimouski, Nazareth, Notre-Dame du Sacré-Coeur, la paroisse de Ste-Anne-de-Pointe-au-Père, St-Anaclet de Lessard, la paroisse de St-Germain de Rimouski et la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, sont autorisées par les règlements adoptés les 21 juin, 7 septembre, 4 octobre et 18 octobre 1965 et promulgués les 21 juin, 7 septembre, 4 octobre et 18 octobre 1965, pour la cité de Rimouski, et par règlement adopté le 16 juillet 1965 et promulgué le 16 juillet 1965 pour la municipalité de Nazareth, et par règlement adopté le 7 juin 1965 et promulgué le 14 juin 1965 pour la municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, et par règlement adopté le 18 octobre 1965 et promulgué le 18 octobre 1965 pour la municipalité de Ste-Anne-de-Pointe-au-Père, et par règlement adopté le 7 septembre 1965 et promulgué le 9 septembre 1965 pour la municipalité de St-Anaclet-de-Lessard, et par règlement adopté le 2 août 1965 et promulgué le 3 août 1965 pour la municipalité de la paroisse de St-Germain de Rimouski, et par règlement adopté le 7 juillet 1965 et promulgué le 7 juillet 1965, pour la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, à présenter une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant les sept (7) municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité sous le nom de Cité de Rimouski.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance d'un exemplaire signé de la requête, à l'Hôtel de ville de Rimouski, 55, avenue de la Cathédrale, au bureau du greffier, Monsieur Hubert Dubé, au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de Nazareth Monsieur Richard Boudreault, 550, rue Lasalle, au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur Monsieur Victorien Jean, 4, rue David, au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Ste-Anne-de-Pointe-au-Père Monsieur Gérard Gloutnez, Pointe-au-Père, au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de St-Anaclet-de-Lessard monsieur Bertrand Ruest, St-Anaclet, au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski Monsieur Hector Canuel, 2ième Rang de Rimouski, et au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski Monsieur Jos-Georges Lavoie, 52, rue Tessier, Rimoiski.

Les propriétaires des sept (7) municipalités ci-dessus mentionnées qui s'opposent à la fusion, peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis est publié faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant, par écrit, à la Commission Municipale de Québec.

Donné ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent soixante-six.

HUBERT DUBÉ, *Greffier*,
Cité de Rimouski.
RICHARD BOUDREAULT, *secrétaire-trésorier*,
Municipalité de Nazareth.
VICTORIEN JEAN, *secrétaire-trésorier*,
Municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur.
GÉRARD GLOUTNEZ, *secrétaire-trésorier*,
Municipalité de la paroisse de Ste-Anne-de-Pointe-au-Père.
BERTRAND RUEST, *secrétaire-trésorier*,

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipalities of the city of Rimouski, Nazareth, Notre-Dame du Sacré-Coeur, the parish of Ste-Anne-de-Pointe-au-Père, St-Anaclet de Lessard, the parish of St-Germain de Rimouski and the parish of Ste-Odile sur-Rimouski, are authorized by the regulations adopted on June 21, September 7, October 4 and October 18, 1965, and promulgated on June 21, September 7, October 4 and October 18, 1965, for the city of Rimouski, and by a regulation adopted on July 16, 1965, and promulgated on July 16th, 1965, for the municipality of Nazareth, and by a regulation adopted on June 7, 1965, and promulgated on June 14, 1965, for the municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, and by a regulation adopted on October 18, 1965 and promulgated on October 18, 1965, for the municipality of Ste-Anne-de-Pointe-au-Père, and by a regulation adopted on September 7, 1965, and promulgated on September 9, 1965, for the municipality of St-Anaclet-de-Lessard, and by a regulation adopted on August 2, 1965, and promulgated on August 3, 1965, for the municipality of the parish of St-Germain de Rimouski, and by a regulation adopted on July 7, 1965, and promulgated on July 7, 1965, for the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski, to present a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to grant letters patent amalgamating the seven (7) municipalities and creating a new city municipality under the name of city of Rimouski.

Every person interested can be aware of a signed exemplar of the petition, at the Town Hall of Rimouski, 55, de la Cathédrale Avenue, at the office of the clerk, Mister Hubert Dubé, at the office of the secretary-treasurer of the municipality of Nazareth Mister Richard Boudreault, 550 Lasalle Street, at the office of the secretary-treasurer of the municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur Mister Victorien Jean, 4 David Street, at the office of the secretary-treasurer of the municipality of the parish of Ste-Anne-de-Pointe-au-Père Mister Gérard Gloutnez, Pointe-au-Père, at the office of the secretary-treasurer of the municipality of St-Anaclet-de-Lessard Mister Bertrand Ruest, St-Anaclet, at the office of the secretary-treasurer of the municipality of the parish of St-Germain-de-Rimouski Mister Hector Canuel, 2nd Range of Rimouski, and at the office of the secretary-treasurer of the municipality of the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski Mister Jos-Georges Lavoie, 52 Tessier Street, Rimouski.

The proprietors of the seven (7) municipalities above-mentioned are opposed to the amalgamation, can during the month that follows the one during which the present notice is published, make known the motives of their opposition by applying, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

Given this fifteenth day of the month of February, one thousand nine hundred and sixty-six.

HUBERT DUBÉ, *Clerk*,
City of Rimouski.
RICHARD BOUDREAULT, *Secretary-Treasurer*,
Municipality of Nazareth.
VICTORIEN JEAN, *Secretary-Treasurer*,
Municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur.
GÉRARD GLOUTNEZ, *Secretary-Treasurer*,
Municipality of the parish of Ste-Anne-de-Pointe-au-Père.
BERTRAND RUEST, *Secretary-Treasurer*,

Municipalité de St-Anaclet-de-Lessard.
HECTOR CANUEL, *secrétaire-trésorier*,
Municipalité de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski.
JOS-GEORGES LAVOIE, *secrétaire trésorier*,
Municipalité de la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski.
(Sceau) 13944-7-2-o

Municipality of St-Anaclet-de-Lessard.
HECTOR CANUEL, *Secretary-Treasurer*,
Municipality of the parish of St-Germain-de-Rimouski.
JOS-GEORGES LAVOIE, *Secretary-Treasurer*,
Municipality of the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski.
(Seal) 13944-7-2

Bill — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 février 1966.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre du bill à être sanctionné comme suit:

17 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1966, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agrée leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

13985-o

Bill — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 10th of February, 1966.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bill to be sanctioned as follows:

17 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1966, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

13985-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse Populaire de Roxboro

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Marie Reine de la Paix » en celui de « Caisse Populaire de Roxboro ».

Québec, le 8 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
13933-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'Économie des employés de Gilbert Products Inc.

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de Gilbert Products Inc. ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Gilbert Products Inc. et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Pointe aux Trembles, Québec, dans le district électoral de Bourget.

Québec, le 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.
14008-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse Populaire de Roxboro

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Caisse Populaire de Marie Reine de la Paix" into that of "Caisse Populaire de Roxboro".

Quebec, February 8, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
13933 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie des employés de Gilbert Products Inc.

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de Gilbert Products Inc.".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Gilbert Products Inc. and their families.

The head office of this savings and credit union is situated in Pointe-aux-Trembles, Quebec, in the electoral district of Bourget.

Quebec, February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14009 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie du Groupe Aluminum Alma

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés d'Alcan « Alma » » en celui de « La Caisse d'Économie du Groupe Aluminum Alma », et qu'il a aussi approuvé que le groupe dans lequel cette caisse recrutait ses membres, qui était « les employés de la compagnie Aluminum Company of Canada Limited » soit changé pour être comme suit: « les employés de la Compagnie Aluminum Co. of Canada Limited à Alma, les employés de Forces Motrices du Saguenay et les employés du Chemin de Fer Alma et Jonquière Co. Ltd. ».

Québec, le 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14009-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie du Groupe Aluminum Alma

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés d'Alcan "Alma" " to that of "La Caisse d'Économie du Groupe Aluminum Alma", and that he has also approved that the groupe in which this union recruited its members, which was "the employees of the Aluminum Company of Canada Limited" be changed to be as follows: "the employees of the Aluminum Co. of Canada Limited in Alma, the employees of Forces Motrices du Saguenay, and the employees of Alma and Jonquière Railway Co. Ltd.".

Quebec, February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14009-o *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

Genelco Finance Limited

Avis est donné que la compagnie « Genelco Finance Limited », a obtenu un permis daté du 23 décembre 1965 en vertu de la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements.

Toronto, Ontario, ce 6e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire,

13745-5-4 A. G. TRITES.

Genelco Finance Limited

Notice is hereby given that "Genelco Finance Limited", has obtained a license dated December 23, 1965, under the Loan and Investment Societies Act.

Toronto, Ontario, this 6th day of January, 1966.

A. G. TRITES,

13745-5-4-o *Secretary.*

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

L'Association des Obstétriciens et Gynécologues de la Province de Québec

Prenez avis que « L'Association des Obstétriciens et Gynécologues de la Province de Québec », incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 8e jour de février 1966.

Le Secrétaire,

13916-o SIMON GOLD, M.D.

The Association of Obstetricians and Gynaecologists of the Province of Quebec

Take notice that "The Association of Obstetricians and Gynaecologists of the Province of Quebec", incorporated under the third part of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, this 8th day of February, 1966.

SIMON GOLD, M.D.,

13916 *Secretary.*

K. M. Corporation (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que « K. M. Corporation » (Libre de responsabilité personelle), corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, s'adressera au secrétaire provincial pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février, 1966.

Le Secrétaire,

13917-o MARGARET DONOVAN.

K. M. Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "K. M. Corporation" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Mining Companies Act will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of February 1966.

MARGARET DONOVAN,

13917-o *Secretary.*

Metropolitan Industrial Park Inc.

Avis est donné que la compagnie « Metropolitan Industrial Park Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec

Metropolitan Industrial Park Inc.

Notice is hereby given that "Metropolitan Industrial Park Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of

afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24ième jour de janvier, 1966.

Le Secrétaire,
13918-o ARNOLD ISSENMAN.

J. M. Wilson Inc.

Avis est par les présentes donné que « J. M. Wilson Inc. », compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires au numéro 84 ouest, rue Notre-Dame, dans la cité et le district de Montréal, province de Québec, demandera au Secrétaire de la Province, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Signé à Montréal, ce 17ième jour de janvier, 1966.

J. M. Wilson Inc.,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
13934-o M. H. ÉMILIEN OUIMET.

Ph. Marceau & Fils Ltée

Prenez avis que la compagnie « Ph. Marceau & Fils Ltée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Lévis ce quatorzième jour de février mil neuf cent soixante-six.

Le Procureur de la compagnie,
13966-o ME GILLES DEMERS, *notaire.*

Rainbow Vending Machines Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rainbow Vending Machines Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Rainbow Vending Machines Inc.,
Par le Président,
13978 EARLE GREENBLATT.

Diocesan Camp Corporation

Avis est donné que la compagnie « Diocesan Camp Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 14e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
14010 LAWRENCE P. WHELAN.

Valley Appliances Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Valley Appliances Ltd. », ayant son siège social à Granby, s'adressera au Secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 15 février 1966.

Les Procureurs de la compagnie,
14011 HOWARD, STALKER & MCDOUGALL.

Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of January, 1966.

ARNOLD ISSENMAN,
13918-o *Secretary.*

J. M. Wilson Inc.

Notice is hereby given that "J. M. Wilson Inc.", a company incorporated under the Part I of the Province of Quebec Companies Act, having its head office at 84 Notre-Dame Street West, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Signed at Montreal, this 17th day of January, 1966.

J. M. Wilson Inc.,
(Seal) Per: Mr. H. ÉMILIEN OUIMET,
13934-o *Secretary.*

Ph. Marceau & Fils Ltée

Notice is hereby given that "Ph. Marceau & Fils Ltée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Dated at Levis, this fourteenth day of February nineteen hundred and sixty-six.

ME GILLES DEMERS, *notary,*
13966-o *Attorney for the company.*

Rainbow Vending Machines Inc.

Notice is hereby given that "Rainbow Vending Machines Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Rainbow Vending Machines Inc.
Per: EARLE GREENBLATT,
13978-o *President.*

Diocesan Camp Corporation

Notice is hereby given that "Diocesan Camp Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of February, 1966.

LAWRENCE P. WHELAN,
14010-o *Secretary.*

Valley Appliances Ltd.

Take notice that "Valley Appliances Ltd.", with head office in Granby, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 15, 1966.

HOWARD, STALKER & MCDOUGALL,
14011-o *Attorneys for the company.*

Lépine Inc.

Prenez avis que « Lépine Inc. », demandera au Secrétaire Provincial la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
Me JEAN MARIE BRASSARD.

13993-o

Lépine Inc.

Notice is hereby given that "Lépine Inc.", will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

Me. JEAN MARIE BRASSARD,
Attorney of the company.

13993

Compagnies dissoutes

Alouette Petroleum Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Alouette Petroleum Canada Inc. », constituée en corporation le 12 février 1962, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 10448-62

Breslin Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Breslin Holdings Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12796-59

Centre des Achats de Lévis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Centre des Achats de Lévis inc. », constituée en corporation le 8 juillet 1960, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12858-60

D. E. L. ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « D. E. L. ltée – Ltd. », constituée en corporation le 5 juin 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 13370-59

Elex Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnie, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Elex Corp. », constituée en corporation le 14 avril 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12113-59

Four and Five St. Dorothee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Four and Five St. Dorothee Inc. », constituée en corporation le 10 novembre 1960, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 14877-60

Companies Dissolved

Alouette Petroleum Canada Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Alouette Petroleum Canada Inc.", incorporated on February 12, 1962, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 10448-62

Breslin Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Breslin Holdings Ltd.", incorporated on May 12, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12796-59

Centre des Achats de Lévis inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Centre des Achats de Lévis inc.", incorporated on July 8, 1960, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12858-60

D. E. L. ltée-Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "D. E. L. ltée – Ltd.", incorporated on June 5, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 13370-59

Elex Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elex Corp.", incorporated on April 14, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12113-59

Four and Five St. Dorothee Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Four and Five St. Dorothee Inc.", incorporated on November 10, 1960, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 14877-60

Frederick Snare (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Frederick Snare (Quebec) Ltd. », constituée en corporation le 6 février 1961, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 10619-61

Hôtel Meunier limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hôtel Meunier limitée », constituée en corporation le 20 juin 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 13562-59

Lake Terminals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lake Terminals Ltd. », constituée en corporation le 16 juin 1960, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12641-60

Le Rouet Woollen Shops Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Le Rouet Woollen Shops Limited », constituée en corporation le 9 décembre 1952, à compter du 30 janvier 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 16703-52

Lifeline Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lifeline Construction Inc. », constituée en corporation le 13 octobre 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 15671-59

Magasin du Peuple ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Magasin du Peuple ltée », constituée en corporation le 24 avril 1936, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1002-36

Mountain Clinic Inc.
Clinique de la Montagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mountain Clinic Inc.— Clinique de la Montagne inc. », constituée en corporation le 5 avril 1963, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 1301-63

Frederick Snare (Quebec) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Frederick Snare (Quebec) Ltd.", incorporated on February 6, 1961, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 10619-61

Hôtel Meunier limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hôtel Meunier limitée", incorporated on June 20, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 13562-59

Lake Terminals Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary, has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lake Terminals Ltd.", incorporated on June 16, 1960, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12641-60

Le Rouet Woollen Shops Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Rouet Woollen Shops Limited", incorporated on December 9, 1952, on and from January 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 16703-52

Lifeline Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lifeline Construction Inc.", incorporated on October 13, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

19315-o 15671-59

Magasin du Peuple ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Magasin du Peuple ltée", incorporated on April 24, 1936, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1002-36

Mountain Clinic Inc.
Clinique de la Montagne Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mountain Clinic Inc.— Clinique de la Montagne inc.", incorporated on April 5, 1963, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 1301-63

Noram Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Noram Development Corporation », constituée en corporation le 19 février 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 10875-59

North End Builders Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « North End Builders Supply Ltd. », constituée en corporation le 10 août 1951, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 11232-51

Camille Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Camille Ouellet inc. », constituée en corporation le 7 décembre 1959, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 16641-59

Port Royal Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Port Royal Investments Corp. », constituée en corporation le 24 mai 1961, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12177-61

Trinité construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Trinité construction inc. », constituée en corporation le 13 juillet 1962, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12974-62

Turret Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Turret Homes Ltd. », constituée en corporation le 3 août 1962, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 13252-62

Universal Timber Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Universal Timber Products Ltd. », constituée en corporation le 23 mai 1962, à compter du 14 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915-o 12156-62

Noram Development Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Noram Development Corporation", incorporated on February 19, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 10875-59

North End Builders Supply Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "North End Builders Supply Ltd.", incorporated on August 10, 1951, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 11232-51

Camille Ouellet inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Camille Ouellet inc.", incorporated on December 7, 1959, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 16641-59

Port Royal Investments Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Port Royal Investments Corp.", incorporated on May 24, 1961, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12177-61

Trinité construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trinité construction inc.", incorporated on July 13, 1962, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12974-62

Turret Homes Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Turret Homes Ltd.", incorporated on August 3, 1962, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 13252-62

Universal Timber Products Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Universal Timber Products Ltd.", incorporated on May 23, 1962, on and from February 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915 12156-62

Divers
Compagnies

Fomac ltée

Avis est donné que la compagnie « Fomac ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
ANDRÉ BACHAND.

13919-o 9814-52

Grenier, Ruel & cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Grenier, Ruel & cie inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
EDWARD BARNARD.

13920-o 5915-46

Lightstone Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Lightstone Realty Corp. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
ROSE LIGHTSTONE.

13921 4472-63

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 décembre 1965, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de l'« Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13922-o 2960-49

Lightstone Sales Company Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lightstone Sales Company Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
GORDON LIGHTSTONE.

13923 18390-53

Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée

Avis est donné que la « Société générale d'intissement des professionnels et hommes d'affaires limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Secrétaire,
ANDRÉ LEMAY.

13924-o 3758-63

Mobilab inc.

Avis est donné que la compagnie « Mobilab inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
YVON LALIBERTÉ.

13935-o 12842-62

O'Neill, Grattan & Smith Inc.

Avis est donné que la compagnie « O'Neill, Grattan & Smith Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
JAMES GRATTAN.

13936 237-65

Miscellaneous
Companies

Fomac ltée

Notice is hereby given that "Fomac ltée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

ANDRÉ BACHAND,
Secretary.

13919 9814-52

Grenier, Ruel & cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Notice is given that "Grenier, Ruel & cie inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

EDWARD BARNARD,
Secretary.

13920 5915-46

Lightstone Realty Corp.

Notice is given that "Lightstone Realty Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROSE LIGHTSTONE,
President.

13921-o 4472-63

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 17, 1965, approved by-laws numbers 1 and 2 of the "Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13922 2960-49

Lightstone Sales Company Inc.

Notice is given that "Lightstone Sales Company Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GORDON LIGHTSTONE,
President.

13923-o 18390-53

Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée

Notice is hereby given that "Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée », has changed the number of its directors from 6 to 7.

ANDRÉ LEMAY,
Secretary.

13924 3758-63

Mobilab inc.

Notice is hereby given that "Mobilab inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

YVON LALIBERTÉ,
Secretary.

13935 12842-62

O'Neill, Grattan & Smith Inc.

Notice is given that "O'Neill, Grattan & Smith Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JAMES GRATTAN,
President.

13936-o 237-65

Les Placements Alfa inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Alfa inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le Secrétaire,
ANDRÉ DROUIN.

13937-o 2323-64

Les Placements Alfa inc.

Notice is given that "Les Placements Alfa inc.", has changed the number of its directors from 7 to 3.

ANDRÉ DROUIN,
Secretary.

13937 2323-64

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1966, approuvé les nouveaux règlements de « Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13945-o 12846-53

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 7, 1966, approved the new by-laws of "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13945 12846-53

Confiserie Chomedey inc.

Avis est donné que la compagnie « Confiserie Chomedey inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
PATRICE LAPLANTE.

13946-o 5198-65

Confiserie Chomedey inc.

Notice is hereby given that "Confiserie Chomedey inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PATRICE LAPLANTE,
Secretary.

13946 5198-65

Chartered Estate Planning Corporation

Avis est donné que la compagnie « Chartered Estate Planning Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
A. BISSONNETTE.

13967 3268-65

Chartered Estate Planning Corporation

Notice is given that "Chartered Estate Planning Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. BISSONNETTE,
Secretary.

13967-o 3268-65

Les Entreprises Massawippi inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Massawippi inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 3.

Le Secrétaire,
ROBERT BOISVERT.

13968-o 5317-64

Les Entreprises Massawippi inc.

Notice is given that "Les Entreprises Massawippi inc.", has changed the number of its directors from 8 to 3.

ROBERT BOISVERT,
Secretary.

13968 5317-64

Highway Safety Services Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Highway Safety Services Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN RIVARD.

13969 5028-65

Highway Safety Services Ltd.

Notice is given that "Highway Safety Services Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN RIVARD,
Secretary.

13969-o 5028-65

Knopp's of the Mount Royal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Knopp's of the Mount Royal Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MITCHELL KNOPP.

13970 15845-52

Knopp's of the Mount Royal Inc.

Notice is given that "Knopp's of the Mount Royal Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MITCHELL KNOPP,
Secretary.

13970-o 15845-52

Collier, Norris & Quinlan Limited

Avis est donné que la compagnie « Collier, Norris & Quinlan Limited », a diminué de 9 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. ROBERTS.

13979 665-31

Collier, Norris & Quinlan Limited

Notice is given that "Collier, Norris & Quinlan Limited", has changed the number of its directors from 9 to 7.

J. A. ROBERTS,
Secretary-Treasurer.

13979-o 665-31

Immeuble social inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeuble social inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ROLAND LABBÉ.

13994-o 13372-57

Immeuble social inc.

Notice is hereby given that "Immeuble social inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROLAND LABBÉ,
Secretary.

13994 13372-57

Lettres patentes

F. Marigide inc.

(*Erratum*)

Dans l'avis d'émission de lettres patentes de la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 12 février 1966, aux pages 994 et suivante, veuillez faire la correction suivante:
page 995, dans le texte français, après les chiffres 2449, ajoutez les mots « Renouard, Giffard », l'adresse de M. J.-Claude Fournier devant se lire: 2449, Renouard, Giffard.

13915-x

Letters Patent

F. Marigide inc.

(*Erratum*)

In the notice of issue of letters patent of the above-mentioned company, published in the *Quebec Official Gazette*, on February 12, 1966, on pages 994 and following, please make the following correction:
page 995, in the French text, after the numbers 2449, please add the words "Renouard, Giffard", the address of Mr. J.-Claude Fournier reading: 2449, Renouard, Giffard.

13915-x

Lettres patentes supplémentaires

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de février 1966, à la compagnie « Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada », augmentant son capital de $10,000,000 à $15,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13915 625-29

Supplementary Letters Patent

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada", increasing its capital from $10,000,000 to $15,000,000, the additional capital stock being divided into 200,000 preferred shares of $25 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13915-o 625-29

Sièges sociaux

Les Placements Fernand Gignac Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Fernand Gignac Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 21 juin 1965, et ayant son siège social dans ville Laval (Duvernay) a établi son bureau principal au 3295 rue Toulon dans ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4e jour de février 1966.

Le Président,
FERNAND GIGNAC.

13925-o 2886-65

Chargo Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Chargo Investments Ltd. », a changé son siège social de la cité de St-Laurent, au numéro 5901, Route Trans-Canada, Pointe-Claire, district de Montréal.

Le Secrétaire,
YVES AUBRY.

13938-o 15569-61

Distributeurs Delorimier Distributors Inc.

Avis est donné que la compagnie « Distributeurs Delorimier Distributors Inc. », a changé son siège social de la cité de St-Laurent, au numéro 5901, Route Trans-Canada, Pointe-Claire, district de Montréal.

Le Secrétaire,
YVES AUBRY.

13939 3701-47

Head Offices

Les Placements Fernand Gignac Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Fernand Gignac Inc.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act on June 21, 1965, and having its head office in the town of Laval, (Duvernay) has established its head office at 3295, Toulon St., in said locality.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 4th day of February, 1966.

FERNAND GIGNAC,
President.

13925 2886-65

Chargo Investments Ltd.

Notice is given that "Chargo Investments Ltd.", has transferred its head office from the city of St-Laurent, to 5901 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, district of Montreal.

YVES AUBRY,
Secretary.

13938 15569-61

Distributeurs Delormier Distributors Inc.

Notice is given that "Distributeurs Delorimier Distributors Inc.", has transferred its head office from the city of St-Laurent, to 5901 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, district of Montreal.

YVES AUBRY,
Secretary.

13939-o 3701-47

Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 20e jour de novembre 1963, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 615 ouest, boulevard Dorchester, suite 930, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
NAHUM GELBER.

13940 4969-63

Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 20th day of November, 1963, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 615 Dorchester Boulevard West, suite 930, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 4th day of February, 1966.

NAHUM GELBER,
Secretary.

13940-o 4969-63

Harlaw Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Harlaw Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour de mars 1957, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a étable son bureau à 4394, chemin Circle, Montréal 29, Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire,
LAWRENCE KALMAN.

13941 11065-57

Harlaw Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Harlaw Investments Ltd.", incorporated by letters patent under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 26th day of March, 1957, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 4394 Circle Road, Montreal 29, Quebec.

Dated at Montreal, this 20th day of January, 1966.

LAWRENCE KALMAN,
Secretary.

13941-o 11065-57

Les Immeubles Baslor Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles Baslor Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 13 octobre 1965, a son principal bureau d'affaires à 274 rue Barrette, Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté à Saint-Jérôme, ce 20 janvier 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
ROGER MCCARTHY.

13942-o 4500-65

Les Immeubles Baslor Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Baslor Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued on October 13, 1965, having its head office at 274 Barrette St., Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at Saint-Jérôme, January 20, 1966.

(Seal) ROGER MCCARTHY,
Secretary.

13942 4500-65

Information '67 Inc.

Avis est donné que la compagnie « Information '67 Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 25 novembre 1965, a établi son siège social à 5312, rue Papineau, Montréal, Québec.

Montréal, 3 février 1966.

Le Président,
MAURICE L. DÉRY.

13947 4769-65

Information '67 Inc.

Notice is hereby given that "Information '67 Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 25, 1965 has established its head office at 5312 Papineau Street, Montreal, Quebec.

Montreal, February 3, 1966.

MAURICE L. DÉRY,
President.

13947-o 4769-65

Milbro (1965) Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Milbro (1965) Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la cité de Verdun, district de Montréal, a établi son bureau à 425, rue de la Rivière, Verdun.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 27e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire,
PAUL RUBIN.

13948 5344-65

Milbro (1965) Inc.

Notice is hereby given that "Milbro (1965) Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 6th day of December. 1965, and having its head office in the city of Verdun, district of Montreal, has established its office at 425 River Street, Verdun.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of January, 1966.

PAUL RUBIN,
Secretary.

13948-o 5344-65

Montclair Floor Covering Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Montclair Floor Covering Ltd. », a changé son siège social de la cité de Québec, au numéro 5901, Route Trans-Canada, Pointe-Claire, district de Montréal.

Le Secrétaire,
YVES AUBRY.

13949 10203-59

Montclair Floor Covering Ltd.

Notice is given that "Montclair Floor Covering Ltd.", has transferred its head office from the city of Quebec, to 5901 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, district of Montreal.

YVES AUBRY,
Secretary.

13949-o 10203-59

Restaurant Le Baroque Inc.

Avis est par les présentes donné que la corporation « Restaurant Le Baroque Inc. », a son siège social à l'adresse suivante: 1467, rue Crescent, à Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 3 février 1966.

Le Secrétaire,
ANDRÉ DECARUFEL.

13950-o 4990-65

Restaurant Le Baroque Inc.

Notice is hereby given that the corporation "Restaurant Le Baroque inc.", has its head office at the following address: 1467 Crescent Street, Montreal, district of Montreal.

Montreal, February 3, 1966.

ANDRÉ DECARUFEL,
Secretary.

13950 4990-65

E. Bernard Rubin Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « E. Bernard Rubin Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1420, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
ELSA L. RUBIN.

13951 22-66

E. Bernard Rubin Inc.

Notice is hereby given that "E. Bernard Rubin Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 31st day of December, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1420 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of February, 1966.

ELSA L. RUBIN,
Secretary.

13951-o 22-66

Tempo Associates Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tempo Associates Inc. », a changé son siège social de la cité de St-Laurent, au numéro 5901, Route Trans-Canada, Pointe-Claire, district de Montréal.

Le Secrétaire,
YVES AUBRY.

13952-o 10282-60

Tempo Associates Inc.

Notice is given that "Tempo Associates Inc.", has transferred its head office from the city of St-Laurent, to 5901 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, district of Montreal.

YVES AUBRY,
Secretary.

13952 10282-60

Three Hundred Décarie Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Three Hundred Décarie Ltd. », a changé son siège social du numéro 757, côte de la Place d'Armes, ville de Montréal, à cité de St-Laurent.

La Secrétaire,
JACQUELINE LAPIERRE.

13953-o 11380-55

Three Hundred Décarie Ltd.

Notice is hereby given that "Three Hundred Décarie Ltd.", has changed its head office from 757 de la Place d'Armes Hill, town of Montreal, to the city of St-Laurent.

JACQUELINE LAPIERRE,
Secretary.

13953 11380-55

Castilly Inc.

Avis est donné que la compagnie « Castilly Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de Lauzon, district de Québec, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 804 de la Route Trans-Canada, Lauzon, P. Qué. (C.P. 400, Lévis).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné, à Lauzon, ce premier jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,
FIRMIN BERNATCHEZ.

13980-o 2248-65

Castilly Inc.

Notice is given that "Castilly Inc.", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of May, 1965, and having its principal office in the city of Lauzon, district of Quebec, province of Quebec, has established its office at number 804 Trans-Canada Highway, Lauzon, P. Que. (P.O. Box 400, Lévis).

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Lauzon, this first day of December, 1965.

FIRMIN BERNATCHEZ,
Secretary.

13980 2248-65

Labarre, Caron, Labarre Inc.

Avis est donné que la compagnie « Labarre, Caron, Labarre Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 21 octobre 1965 et ayant son siège social en la ville de Bécancour, comté de Nicolet, province de Québec, a établi son bureau en la paroisse de St-Grégoire de ladite ville de Bécancour, comté de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné en la ville de Bécancour, ce 15 ejour de décembre 1965. *Le Président,*
GERMAIN LABARRE.

13981-o 4594-65

Labarre, Caron, Labarre Inc.

Notice is hereby given that "Labarre, Caron, Labarre Inc.", incorporated by letters patent issued on the 21st day of October, 1965, and having its head office in the town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec, has established its office in the parish of St-Grégoire in the said town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in the town of Bécancour, this 15th day of December, 1965. GERMAIN LABARRE,
President.

13981 4594-56

All-Canada Gun Sales Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « All-Canada Gun Sales Inc. », constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes en date du 7 mars 1960, a transporté son siège social du 4175 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, au 621 ouest, rue Craig, Montréal 3.

Montréal, ce vingt-sixième jour d'octobre 1965.
Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ.

13995-o 10743-60

All-Canada Gun Sales Inc.

Notice is hereby given that "All-Canada Gun Sales Inc.", incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated March 7, 1960, has transferred its head office from 4175 St. Catherine Street West, Montreal, to 621 Craig Street West, Montreal 3.

Montreal, the twenty-sixth day of October 1965. YVON CÔTÉ,
Secretary.

13995-o 10743-60

Charay Sales Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Charay Sales Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 12e jour de janvier 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 10e jour de février 1966.
(Sceau) *Le Secrétaire,*
JONATHAN J. ROBINSON.

13996 140-66

Charay Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Charay Sales Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of January, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 10th day of February, 1966.
(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary.

13996-o 140-66

Consim (International) Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Consim (International) Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 23 décembre 1965 et ayant son siège social à Chomedey est, cité de Laval, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au némuro 1650 Blvd. des Laurentides, Chomedey est, cité de Laval, district de Montréal, (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3 février 1966.
(Sceau) Consim (International) Inc.
Par le Président,
JEAN MARTINEAU.

13997-o 5756-65

Consim (International) Inc.

Notice is hereby given that the company "Consim (International) Inc.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent dated December 23, 1965 and having its head office in the city of Chomedey est (Laval) and district of Montreal, has established its principal place of business at number 1650 Laurentides Blvd., Chomedey est (Laval), district of Montreal (P.Q.).

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this February 3, 1966.
(Seal) Consim (International) Inc.
Per: JEAN MARTINEAU,
President.

13997-o 5756-65

Coronet Guns & Gunsmithing Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnies « Coronet Guns & Gunsmithing Inc. », constituée en corporation en vertu des ois de la province de Québec, par lettres patentes en date du 18 février 1960, a transporté

Coronet Guns & Gunsmithing Inc.

Notice is hereby given that "Coronet Guns & Gunsmithing Inc.", incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated February 18, 1960, has transferred its head office from 4175 St. Catherine Street West,

son siège social du 4175 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, au 4020 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Montréal, ce vingt-sixième jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ.

13998-o 10765-60

La Corporation Labelle-Berri Ltée

Avis est donné que la compagnie « La Corporation Labelle-Berri Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour de janvier 1966, et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son siège social au numéro 1255 de la rue Berri.

À compter de la date du présent avis, ledit endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 26e jour de janvier 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
ERNEST CHÉNIER.

13999-o 125-66

Hamco Manufacturing Limited
Hamco Manufacture Limitée

Avis est donné que la compagnie « Hamco Manufacturing Limited — Hamco Manufacture Limitée », constituée en corporation en vertue des disposition de la Loi des compagnies, le 10e jour de novembre, 1965, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 50 Place Crémazie, suite 1204, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 28e jour de janvier, 1966.

Hamco Manufacturing Limited
Hamco Manufacture Limitée
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
E. COHEN.

14000-o 4968-65

Sheba Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sheba Holdings Inc. », constituée en corporation en vertue des dispositions de la Loi des compagnies, le 26e jour de novembre, 1965, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 50 Place Crémazie, suite 1204, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 28e jour de janvier, 1966.

Sheba Holdings Inc.,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
E. COHEN.

14001-o 5312-65

Sheeri Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sheeri Holdings Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 7e jour d'avril 1959, a transporté son siège social et sa principale place d'affaires dans la province de Québec, de 2015, rue Peel, en la ville de Montréal, à suite 3327, 800, place Victoria, en la ville de Montréal.

Daté à Montréal, ce 3e jour de février, 1966.

Le Président,
NAIM SHEERI.

14002 11511-59

Montreal, to 4020 St. Catherine Street West, Montreal.

Montreal, the twenty-sixth day of October, 1965.

YVON CÔTÉ,
Secretary.

13998-o 10765-60

La Corporation Labelle-Berri Ltée

Notice is hereby given that "La Corporation Labelle-Berri Ltée", incorporated by letters patent dated January 11, 1966, and having its blished its head in the town of Montreal, has estahead office office at number 1255 Berri Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 26th day of January, 1966.

(Seal) ERNEST CHÉNIER,
Secretary.

13999 125-66

Hamco Manufacturing Limited
Hamco Manufacture Limitée

Notice is hereby given that "Hamco Manufacturing Limited — Hamco Manufacture Limitée", incorporated under the provisions of the Companies Act on the 10th day of November, 1965, having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 50 Place Crémazie, suite 1204, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of January, 1966. Hamco Manufacturing Limited
Hamco Manufacture Limitée,
(Seal) Per: E. COHEN,
Secretary.

14000-o 4968-65

Sheba Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Sheba Holdings Inc.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act on the 26th day of November, 1965, having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 50 Place Crémazie, suite 1204, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of January, 1966. Sheba Holdings Inc.,
(Seal) Per: E. COHEN,
Secretary.

14001-o 5213-65

Sheeri Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Sheeri Holdings Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted under Part I of the Quebec Companies Act on the 7th day of April, 1959, has removed its head office and principal place of business in the Province of Quebec from 2015 Peel Street, in the city of Montreal, to suite 3327, 800 Place Victoria, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 3rd day of February, 1966. NAIM SHEERI.
President.

14002-o 11511-59

Demandes à la Législature

Les Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec)

Les Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec) société dont le siège social est à 14, rue Dauphine, en la cité de Québec, donnent avsi de la présentation d'un projet de loi (Bill 186) à la présente session de la Législature de la Province de Québec, afin d'obtenir la constitution en corporation des Pères Jésuites groupés par les autorités supérieures de la Compagnie, le 24 juin 1964, en une nouvelle « province religieuse appelée Province de Québec ». Cette corporation aura tous les pouvoirs que la Législature accorde aux corporations religieuses de la Province de Québec, notamment, les pouvoirs que la Législature accorde aux corporations constituées en vertu des dispositions de la loi des Évêques Catholiques Romains de la Province de Québec.

Québec, le 12 janvier 1966.

Les Procureurs de la Compagnie de Jésus, (Province Religieuse de Québec),

13720-4-4-o DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL.

Club de Courses Charlevoix Inc. Charlevoix Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Charlevoix Inc. » et en anglais de « Charlevoix Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Gaspé Inc. Gaspé Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Gaspé Inc. » et en anglais de « Gaspé Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Jonquière Inc. Jonquière Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter

Applications to Legislature

The Jesuit Fathers (Religious Province of Quebec)

The Jesuit Fathers (Religious Province of Quebec) association the head office of which is situated at 14 Dauphine St., in the City of Quebec, give notice of the presentation of a draught of a law (Bill 186) at the present session of the Quebec Provincial Legislature, in order to obtain the incorporation of the Jesuit Fathers grouped by the superior authorities of the Company on June 24, 1964 into a new « religious province called the Province of Quebec ». This corporation will have all the powers granted to religious corporations of the Province of Quebec by the Legislature, notably the powers which the Legislature grants to corporations constituted under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act of the Province of Quebec.

Quebec, January 12, 1966.

DÉSILETS, GRONDIN & LE BEL,
Attorneys for the Company of Jesus,
13720-4-4 *(Religious Province of Quebec).*

Club de Courses Charlevoix Inc. Charlevoix Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Charlevoix Inc." and in English of "Charlevoix Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Gaspé Inc. Gaspé Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Gaspé Inc." and in English of "Gaspé Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Jonquière Inc. Jonquière Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses

un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Jonquière Inc. » et en anglais de « Jonquière Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Lévis Inc.
Lévis Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Lévis Inc. » et en anglais de « Lévis Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Lotbinière Inc.
Lotbinière Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Lotbinière Inc. » et en anglais de « Lotbinière Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Portneuf Inc.
Portneuf Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Portneuf Inc. » et en anglais de « Portneuf Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Roberval Inc.
Roberval Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter

Jonquière Inc." and in English of "Jonquière Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Lévis Inc.
Lévis Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Lévis Inc." and in English of "Lévis Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Lotbinière Inc.
Lotbinière Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Lotbinière Inc." and in English of "Lotbinière Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Portneuf Inc.
Portneuf Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Portneuf Inc." and in English of "Portneuf Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Roberval Inc.
Roberval Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses

un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français de « Club de Courses Roberval Inc. » et en anglais de « Roberval Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Club de Courses Vaudreuil Inc.
Vaudreuil Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donnée que MM. Donat Simard, Lucien Labbé et Jean-Claude Bourassa, tous trois de Ste-Foy, district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoir de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom en français de « Club de Courses Vaudreuil Inc. » et en anglais de « Vaudreuil Racing Club Inc. ».

Québec, ce 25 janvier 1966.

Les Procureurs des requérants,
LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
13734-4-4-o ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX.

Ville de Hampstead

Avis public est, par les présentes, donné que La « ville de Hampstead », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 4 George V, chapitre 94 et ses amendements, dans le but d'amender l'article 463 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé par l'article 2 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, afin d'exiger une servitude sur tout immeuble, pour l'installation de fils aériens ou souterrains ou autres services publics; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1966.

Les Procureurs de la ville de Hampstead,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13735-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur la matières suivantes: pour permettre la construction et le maintien d'un édifice pour l'usage du Lakeshore Branch No 85/90 of the Royal Canadian Legion, sur une partie du lot numéro 198; constituer une commission pour l'administration du Centre civique; permettre certains amendements au règlement numéro 1003, concernant le zonage; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 24 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13736-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Cité de Pointe-Claire

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Pointe-Claire », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 1 George V, chapitre

Roberval Inc." and in English of "Roberval Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Vaudreuil Inc.
Vaudreuil Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Donat Simard, Lucien Labbé and Jean-Claude Bourassa, Ste Foye, district of Quebec, will ask the Legislative Assembly and the Legislative Council during the present session, to pass an act to incorporate a joint-stock-company, with the power to hold race meetings and operate a pari-mutuel system under the name in French of "Club de Courses Vaudreuil Inc." and in English of "Vaudreuil Racing Club Inc.".

Quebec, January 25, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER, PICARD,
ST-HILAIRE, DE BANE & PROULX,
13734-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Town of Hampstead

Public notice is hereby given that the "Town of Hampstead", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 4 George V, Chapter 94 and its amendments, in order to amend section 463 of the Cities and Town Act, already replaced by section 2 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, in order to require a right-of-way on any immoveable, for the installation of overhead or underground wires or any other public services; and for all other purposes.

Montreal, January 25, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the
13735-4-4-o *town of Hampstead.*

City of Lachine

Public notice is hereby given that the "City of Lachine", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes; to permit the construction and maintenance of a building, for the use of Lakeshore Branch No. 85/90 of the Royal Canadian Legion, on part of lot number 198; to constitute a board for the administration of the Civic Centre; to permit certain amendments to by-law number 1003, concerning the zoning; and for all other purposes.

Montreal, January 24, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the
13736-4-4-o *city of Lachine.*

City of Pointe-Claire

Public notice is hereby given that the "City of Pointe-Claire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter, the Act 1 George V, chapter 71 and its amend-

71 et ses amendements, sur les matières suivantes: établir une commission pour l'administration du Stewart Hall; constituer un bureau de fiduciaires pour l'administration des fonds du Stewart Hall; fixer la date du paiement des taxes dues lorsqu'un rôle supplémentaire d'évaluation est déposé; amender l'article 527 de la Loi des cités et villes, pour fixer le maximum des taxes d'affaires sur la valeur annuelle; ratifier la vente entre la cité de Pointe-Claire et Aden Wilbert Locke; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 24 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Pointe-Claire,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13737-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

ments, for the following purposes: to establish a Commission for the administration of the Stewart Hall; to constitute a Board of Trustees for the administration of the funds of the Steward Hall; to establish the date that payment of taxes are due when a supplementary valuation roll is deposited; to amend section 527 of of the Cities and Towns Act, to vary the maximum of business tax on annual value; to ratify the sale between the city of Pointe-Claire and Aden Wilbert Loke; and for all other purposes.

Montreal, January 24, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the city of Pointe-Claire.
13737-4-4-o

Dame Aldéa Roy Barnwell

Avis est par les présentes donné que Dame Aldéa Roy, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Alyre Barnwell, rentier, et ce dernier, intervenant tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous deux domiciliés à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour la passation d'une loi visant à faire annuler les clauses de leur contrat de mariage comportant la prohibition d'aliéner et le retour de l'immeuble connu et désigné sous le numéro 1280 de la subdivision officielle du lot originaire 2643 aux plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, avec bâtisse dessus érigée.

Québec, ce 26ième jour de janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,
13738-4-4-o RIVARD, RIVARD & HICKSON.

Dame Aldéa Roy Barnwell

Notice is hereby given that Dame Aldéa Roy, wife separate as to property of Joseph Alyre Barnwell, retired, and the latter intervening personally as well as for the purpose of authorizing his wife, both domiciled at Ste. Hénédine in the county of Dorchester, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act to annul the clauses in their marriage contract pertaining to the prohibition and the reversion of an immovable known and designated under number 1280 of the official subdivision of the original lot number 2643 according to the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, registratio division of Montreal with a building thereon.

Quebec, this 26th day of January, 1966.

RIVARD, RIVARD & HICKSON,
13738-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Verdun

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Verdun », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 7, Édouard VII, chapitre 73 et ses amendements, sur les matières suivantes: pour amender le premier paragraphe de l'article 426 de la Loi des cités et villes, concernant le zonage; renouveler l'évaluation municipale et le taux de la taxe sur la propriété de la ville de Montréal, située dans Verdun; renouveler le contrat avec la ville de Montréal, pour la fourniture de l'eau; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1966.

Les Procureurs de la cité de Verdun,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
13739-4-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

City of Verdun

Public notice is hereby given that the "City of Verdun", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 7, Edward VII, chapter 73 and its amendments, on the following matters: to amend first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, concerning zoning; to renew the municipal valuation and tax rate of the property of the city of Montreal, situated in Verdun; to renew the contract with the city of Montreal, for water supply.

Montreal, January 25, 1966.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the City of Verdun.
13739-4-4-o

Cité de Beauharnois

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Beauharnois », s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 69 et les lois qui la modifient, aux fins de permettre la vente d'un terrain à la Commission Scolaire Régionale Youville et pour toutes autres fins.

Cité de Beauharnois, ce 26 janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,
DESAULNIERS TRUDEL
13776-5-4-o BEAUDRY & GAMACHE.

City of Beauharnois

Notice is hereby given that the "City of Beauharnois", shall apply to the Quebec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act, amending its charter, Act 12, Geo. VI, chapter 69 and its amendments to authorize the sale of a piece of land to the Youville Regional School Board, and for all other purposes.

City of Beauharnois, January 26, 1966.

DESAULNIERS TRUDEL
BEAUDRY & GAMACHE,
13776-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Hôpital Général de Lachine

Avis public est donné que l'« Hôpital Général de Lachine », s'adressera à la Législature provinciale à sa présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte pour modifier ses pouvoirs et sa constitution et pour autres fins.

Montréal, le 27 janvier, 1966.

Le Procureur de la requérante,
13777-5-4-o RAYMOND A. CARTWRIGHT.

Lachine General Hospital

Public notice is hereby given that "Lachine General Hospital", will apply to the Provincial Legislature during its present session, in order to obtain amendments to its charter to alter its powers, its constitution and for other purposes.

Montreal, January 27, 1966.

RAYMOND A. CARTWRIGHT,
13777-5-4-o *Attorney for the petitioner.*

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal

Avis public est par les présentes donné que l'« Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte sur les matières suivantes: augmenter le nomvre de directeurs représentant la ville de Montréal, pourvoir au remplacement des directeurs nommés par résolution du Comité Exécutif de la ville de Montréal, modifier la composition du quorum des assemblées des directeurs, déterminer de quelle façon les règlements pourront être adoptés, déterminer la façon de convoquer l'assemblée annuelle, autoriser la ville de Montréal à garantir le déficit actuariel et les intérêts de l'Association en conformité avec les prescriptions de la Régie des Rentes du Québec.

Ville de Montréal, ce 31e jour de janvier 1966.

Le Procureur de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal,
13799-5-4-o PAUL-MARCEL PRÉVOST.

Montreal Police Benevolent and Pension Society

Public notice is hereby given that the "Montreal Police Benevolent and Pension Society", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending its charter, on the following matters: to increase the number of directors representing the city of Montreal, to provide for the replacement of the directors appointed by resolution of the executive committee of the city of Montreal, to alter the composition of the quorum of the directors meetings, to regulate the adoption of the by-laws, to regulate the calling of annual meetings, to authorize the city of Montreal to guarantee the actuarial deficit and interests of the Association in accordance with the standards prescribed by the Quebec Pension Plan.

City of Montreal, this 31th day of January, 1966.

PAUL-MARCEL PRÉVOST,
Attorney of the Montreal Police
13799-5-4-o *Benevolent and Pension Society.*

René Brien

Avis public est, par les présentes, donné que « René Brien », cultivateur, de la ville Kirkland, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-sept (137) des plan et livre de renvoi officiels de paroisse de Pointe-Claire, dans la division d'enregistrement de Montréal, et reconnaissant son droit de propriété absolue sur ledit immeuble.

Montréal.

Les Procureurs du requérant,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
13800-5-4-o BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.

René Brien

Publis notice is hereby given that "René Brien", farmer of the town of Kirkland, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act validing and confirming his title on the immoveable property known and designated as being lot number one hundred and thirty-seven (137) on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-Claire, registration division of Montreal, and ratifying his right of complete ownership on the said immoveable property.

Montreal.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,
13800-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Les Huissiers du district de Terrebonne

Avis est par les présentes donné que J. Émile Bourgoin, de Ste-Thérèse, Paul-Émile Bélanger, de St-Eustache, Raymond Valois, de St-Jérôme, *et al*, tous agissant comme huissiers dans le district de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi, les constituant en corporation ainsi que les personnes que en deviendront subséquemment membres, sous le nom de « La Corporation des Huissiers du district de Terrebonne », et pour les objets suivants:

a) Donner à la Corporation, les pouvoirs, droits et privilèges d'une corporation civile, lui conférer les droits nécessaires pour la conduite de ses affaires et pour accomplir tous faits et actes inhérents ou favorables à la réalisation de ses fins.

The Bailiffs of the district of Terrebonne

Notice is hereby given that J. Émile Bourgoin, of Ste. Thérèse, Paul-Émile Bélanger, of St-Eustache, Raymond Valois, of St. Jérôme, *et al*, all practicing as bailiffs in the district of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to constitute them, and such others as may become members of the corporation, a corporation under the name of "The Bailiffs of the district of Terrebonne", with the following main objects:

(*a*) To give the corporation the powers, rights and privileges of a civil corporation and the requisite powers relating to its administration and to do such other lawful matters and things which are incidental or conducive to the attainment of its objects;

b) Organiser ou donner des cours, une formation et des examens et agir de concert avec le Barreau des Laurentides comme examinateur et prescrire telles normes qui pourront être jugées nécessaires, pour le bénéfice des personnes désireuses d'être admises comme huissiers dans le district de Terrebonne.

Saint-Jérôme, ce 28e jour de janvier 1966.

Le Procureur des requérants,

13801-5-4-o JEAN GUÉRIN.

La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie

Avis est par les présentes donné que « La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie », présentera une requête à la législature de la province de Québec au cours de la session commençant le 25 janvier 1966, en vue de l'obtention d'une loi confirmant le titre de la Société d'Agriculture du comté de Laprairie sur partie du lot No 673, du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, et autorisant ladite Société à vendre, louer ou autrement disposer dudit lot sans aucune restriction, et pour autres fins utiles que de droit.

Montréal, le 31 janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,

RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE,

13822-5-4-o VERMETTE & RYAN.

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la « Ville de Kirkland », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9-10, Elizabeth II, chapitre 131, pour amender les règlements 30 et 30A, afin d'établir une nouvelle répartition de taxes et pour toutes autres fins.

Kirkland, le 1er février 1966.

Le Secrétaire-trésorier de de la Ville de Kirkland

13848-6-4-o ROMÉO LABRÈCHE.

The Church Society of the Diocese of Quebec

Avis est par les présentes donné que « The Church Society of the Diocese of Quebec », demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, de passer une loi augmentant ses pouvoirs de placement.

Signé à Québec, ce troisième jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,

13861-6-4-o CARTER & LEAHY.

Les Prévoyants du Canada The Canadian Provident Insurance Company

Avis public est par les présentes donné que la corporation « Les Prévoyants du Canada — The Canadian Provident Insurance Company », s'adressera à la Législature, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

a) Mettre fin à l'existence corporative distincte du Fonds de Pension prévue à la cédule « A » de la loi 11 George V, chapitre 148 et amendements, pour constituer plutôt une caisse séparée dont les avoirs ne pourront servir qu'à rencontrer les obligations dudit Fonds de Pension sans toutefois affecter les droits des sociétaires actuels dudit Fonds de Pension;

(*b*) To arrange for or provide courses, training and examinations, and to act as an examining body in accordance with the Barreau des Laurentides and to prescribe together such standards as may be deemed expedient, for persons who wish to qualify for accreditation as bailiffs.

Saint-Jérôme, this 28th day of January, 1966.

JEAN GUÉRIN,

13801-5-4-o *Attorney for the petitioners.*

La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie

Notice is hereby given that "La Société d'Agriculture du Comté de Laprairie", will petition the Legislature of the Province of Quebec during the Session beginning January 25, 1966, in order to secure the enactment of an Act confirming the title of the Société d'Agriculture du Comté de Laprairie to part of lot No. 673, of the official cadastre of the parish of Laprairie, and authorizing the said society to sell, lease or otherwise dispose of the said lot without restriction, and for all other purposes pertaining thereto.

Montreal, January 31, 1966.

RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN,

13822-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the "Town of Kirkland", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter, the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to amend by-laws numbers 30 and 30 A, in order to establish a new apportionment of taxes and for all other purposes.

Kirkland, February 1st 1966.

ROMÉO LABRÈCHE,

Treasurer Secretary of

13848-6-4-o *the Town of Kirkland.*

The Church Society of the Diocese of Quebec

Notice is hereby given that "The Church Society of the Diocese of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act to extend its investment powers.

Signed at Quebec, this third day of February, 1966.

CARTER & LEAHY,

13861-6-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Les Prévoyants du Canada The Canadian Provident Insurance Company

Public notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada — The Canadian Provident Insurance Company", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a special act for the following purposes:

(*a*) Terminate the separate corporate existence of the Pension Fund provided in schedule "A" of the Act 11, George V, chapter 148 and amendments, such Pension Fund to constitute in the future a separate fund, the assets of which shall be used to satisfy the obligations of said Fund only, without however affecting the rights of members of the said Fund under existing contracts;

b) Obtenir la confirmation de son pouvoir d'émettre des contracts variables d'annuités ou de rentes;

c) Apporter à sa charte certains autres amendements de nature administrative relativement, en particulier, à un changement possible de son siège social;

d) À cette occasion, faire une refonte complète de sa charte.

Et pour autres fins connexes.

Daté à Québec, ce 9e jour de février 1966.

Les Procureurs de
Les Prévoyants du Canada,
PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
13926-7-4-o JACQUES, LESSARD & LEMAY.

Ville de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que la ville de Châteauguay dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Amender les règlements d'emprunts portant les numéros 213, 215, 230, 236, 260, 263 et 265, afin de différer le paiement des taxes imposées suivant la proportion de la longueur de la façade des immeubles situés sur une partie des lots P-45, P-50 et P-51 du cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, jusqu'à ce que les services d'aqueduc et d'égout construits selon les règlements susdits soient utilisés.

2° Et pour toutes autres fins.

Ville de Châteauguay, le 10 février 1966.

Les Procureurs de la ville
de Châteauguay,
13971-7-4-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Ville de Châteauguay-Centre

Avis public est par les présentes donné, que la ville de Châteauguay-Centre, dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Amender les règlements d'emprunts numéros 223, 232, 237, 247, 262, 348, 359, 405, 432, 433 et 452, pour modifier le mode de taxation y prévu;

2° Amender le règlement numéro 240, pour modifier le mode de taxation y prévu, conformément à un plan préparé par monsieur Jean-Guy Leduc, ingénieur, et portant le numéro 65-35;

3° Amender le règlement numéro 256, pour modifier la taxation y prévue, conformément à un plan préparé par monsieur Jean-Guy Leduc, portant le numéro 65-36;

4° Et pour toutes autres fins.

Châteauguay-Centre, 10 février 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
la ville de Châteauguay-Centre,
13972-7-4-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné, que la « Cité de St-Léonard », dans le comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, a sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1. Amender l'article 526-A de la Loi des cités et villes pour imposer un maximum de 20% de

(*b*) To confirm its power to issue variable contracts of rent;

(*c*) To provide other amendments of an administrative nature to its charter with respect in particular to a possible change in the head office of the company;

(*d*) To completely replace and consolidate its charter.

And other related purposes.

Dated at Quebec, this 9th day of February 1966.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
JACQUES, LESSARD & LEMAY,
Attorneys for
13926-7-4-o *Les Prévoyants du Canada.*

Town of Châteauguay

Public notice is hereby given that the town of Châteauguay in the county of Châteauguay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To modify the borrowing by-laws bearing numbers 213, 215, 230, 236, 260, 263 and 265, to defer payment of taxes levied proportionately to the Frontage of the immoveables situated on part of lots P-45, P-50 and P-51 of the official cadastre of the parish of St-Joachim of Châteauguay, until water and sewer service are used by the proprietors of said lots.

2. And for all other purposes.

Town of Châteauguay, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner
13971-7-4-o *the town of Châteauguay.*

Town of Châteauguay-Centre

Public notice is hereby given that the town of Châteauguay-Centre, in the county of Châteauguay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the adoption of an Act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To amend by-laws bearing numbers 223, 232, 237, 247, 262, 348, 359, 405, 432, 433 and 452, for the purpose of changing the taxation therein provided;

2. To amend by-law number 240, for the purpose of changing the taxation therein provided, according to a plan prepared by Mr Jean-Guy Leduc, Engineer, and bearing number 65-35;

3. To amend by-law number 256, for the purpose of changing the taxation therein provided, according to a plan prepared by Mr Jean-Guy Leduc, bearing number 65-36;

4. And for all other purposes.

Châteauguay-Centre, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner,
13972-7-4-o *the town of Châteauguay-Centre.*

City of St-Léonard

Public notice is hereby given that the "City of St-Léonard", in the county of Bourget, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To amend section 526-A of the Cities and Towns Act to levy as business tax a maximum

la valeur annuelle des immeubles comme taxe d'affaires pour le commerce de camionnage;

2. Abroger le dernier paragraphe de l'article 526-A de la Loi des cités et villes;

3. Amender le règlement No 238 pour modifier la taxation y présue;

4. Corriger certaines limites séparatives irrégulières entre la cité de St-Léonard, la cité de Montréal-Nord et la ville de Montréal;

5. Amender l'article 429 de la Loi des cités et villes, au sujet des rues et des ruelles;

6. Décréter que les propriétaires d'immeubles situés en front d'une ruelle utilisée par eux peuvent devenir propriétaires de cette ruelle;

7. Amender l'article 537 de la Loi des cités et villes pour faire la perception des taxes scolaires, après que le taux de ces taxes aura été communiqué à la cité par les diverses Commissions Scolaires;

8. Obliger les propriétaires ou usagers de véhicules servant à l'excavation, de munir ces machineries de sabots protecteurs;

9. Amender les règlements numéros 99, 101, 102, 103, 112, 116, 154, 160, 182, 185, 186, 187, 189, 198, 205, 206, 213, 214, 220, 221, 225, 237, 238, 242, 243, 244, 258, 259, 260, 264, 268, 279 et 280, de façon à établir un taux uniforme de taxation;

10. Et pour toutes autres fins.

Cité de St-Léonard, le 10 février 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
de la Cité de St-Léonard,

13973-7-2-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné, que la ville de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

Modification à l'article 33 de la charte de la ville de façon à déterminer les biens-fonds assujettis à l'avenir au paiement des dettes et obligations encourues, avant le 6 août 1965, par les « municipalités visées à l'article 2, pour des fins pouvant bénéficier à toute ou partie de la ville de Laval;

Consolidation de dettes contractées par l'une quelconque des municipalités visées à l'article 2 de la charte, sans appropriation suffisante de deniers;

Modification du règlement L-129 de la ville de Laval concernant l'imposition de la taxe foncière générale pour l'année 1966;

Et pour toute autre fin qui, lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce 16e jour de février 1966.

Le Procureur de la ville de Laval,

13982-7-4-o ROGER SAVARD.

Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand

Avis public est par les présentes donné que la « Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand », s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir de modifier ses règlements numéros 124, 132, 133, 136, 145, 151, 152, 155, 157 et 161 et pour toutes autres fins.

Montréal, le 15 février 1966.

Les Procureurs de la corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand,

14003-7-4-o PRÉVOST, TRUDEAU, & BISAILLON.

of 20% of the annual value of the immoveables where trucking business is operated;

2. To amend the last paragraph of section 526-A of the Cities and Towns Act;

3. To amend by-law number 238 for the purpose of changing the taxation therein provided;

4. To correct irregular lines separating the city from the city of Montreal-North and from the town of Montreal;

5. To amend section 429 of the Cities and Towns Act;

6. To rule that proprietors of immoveables fronting a lane, may acquire said lane;

7. To amend section 537 of the Cities and Towns Act to collect school taxes after the assessment roll is presented to the city by the School Boards;

8. To rule that the owners of heavy machineries used for digging purposes shall equip these machineries with protective devices;

9. To amend by-laws numbers 99, 101, 102, 103, 112, 116, 154, 160, 182, 185, 186, 187, 189, 198, 205, 206, 213, 214, 220, 221, 225, 237, 238, 242, 243, 244, 258, 259, 260, 264, 268, 279 and 280, for the purpose of establishing a equal rate of taxation;

10. And for all other purposes.

City of St-Léonard, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner
13973-7-2-o *of the City of St-Léonard.*

City of Laval

Notice is hereby given that the city of Laval, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

To amend section 33 of its charter in order to determine the real estate which shall in the future be subject to the payment of debts and obligations incurred by the municipalities contemplated in section 2, before August the 6, 1965, for purposes which may benefit to the whole or part of city of Laval;

To consolidate debts incurred by each of the municipalities contemplated in section 2 without sufficient appropriation of funds;

To amend its by-law 129 concerning the imposition of general taxes for the year 1966;

And for other purposes;

City of Laval, this 16th day of February 1966.

ROGER SAVARD,
13982-7-4-o *Attorney for the city of Laval.*

Corporation of the parish of Saint-Basile-le-Grand

Public notice is hereby given that the "Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand", will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act granting it the power to amend its by-laws numbers 124, 132, 133, 136, 145, 151, 152, 155, 157 and 161 and for all other purposes.

Montreal, February 15, 1966.

PRÉVOST, TRUDEAU & BISAILLON,
Attorneys for the corporation de la paroisse
14003-7-4 *de Saint-Basile-le-Grand.*

Liquidation — Avis de

Association coopérative d'habitation de St-Félicien

Avis est donné que, lors d'une assemblée spéciale des membres de l'« Association coopérative d'habitation de St-Félicien », tenue à St-Félicien, le 26 novembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, et que MM. Adrien Dumas, Marcel Hudon et Jean-Baptiste Bilodeau, ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13927-o 1106-53

Syndicat d'Aqueduc d'Albanel

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « Syndicat d'Aqueduc d'Albanel », tenue à Albanel, le 10 décembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 281), et que MM. Henri Frigon, Louis Lebrun et Emmanuel Goudrault ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13928-o 268-55

Le Marina Lounge

Prenez avis qu'en date du 9 février 1966, jugement a été rendu sur requête portant No 31000 Cour Supérieure district de St-François, afin de nomination d'un liquidateur à la société dissoute opérant sous la raison sociale: « Le Marina Lounge », situé à Magog, par l'Honorable Juge Louis-Philippe Cliche, Juge de la Cour Supérieure, district de St-François, nommant Boisvert, Gérin, Lemieux & Cie, comptables agréés, liquidateurs à la Société Le Marina Lounge, ayant existé entre Paul Mercier et Raymond Fortier, tous deux de la cité de Magog, district de St-François.

Les Liquidateurs,
CLAUDE GÉRIN.
BOISVERT, GÉRIN, LEMIEUX & CIE,
13974-o Comptables Agréés.

Winding up Notices

Association coopérative d'habitation de St-Félicien

Notice is given that, at a special meeting of the members of the "Association coopérative d'habitation de St-Félicien", held at St-Félicien, on November 26, 1965, it has been resolved atht the affairs of the said cooperative association be liquidated, and that it be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Adrien Dumas, Marcel Hudon and Jean-Baptiste Bilodeau have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13927 1106-53

Syndicat d'Aqueduc d'Albanel

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the cooperative syndicate "Syndicat d'Aqueduc d'Albanel", held in Albanel on December 10, 1965, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up, and that it be dissolved the whole in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, Revised Statutes 1964, chapter 294), and of the Winding-up Act, *Ibid.*, chapter 281), and that MM. Henri Frigon, Louis Lebrun and Emmanuel Goudrault have been named liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13928 268-55

Le Marina Lounge

Take notice that of February 9, 1966, judgment has been rendered on a petition bearing No. 31000, Superior Court, district of St-Francis, for the nomination of a liquidator to the dissolved company operating un the style and name: "Le Marina Lounge", situated at Magog, by the Honourable Judge Louis-Philippe Cliche, Judge of the Superior Court, district of St-Francis, appointing Boisvert, Gérin, Lemieux & Cie, chartered accountants, liquidators to the company Le Marina Lounge, having existed between Paul Mercier and Raymond Fortier, both of the city of Magog, district of St-Francis.

CLAUDE GÉRIN,
BOISVERT, GÉRIN, LEMIEUX & CIE,
Chartered accountants,
13974 *Liquidators.*

Ministère de l'Éducation

St-Barnabé

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, les lots 444, 445, 447 à 453 inclusivement, 455 et 456 du rang Grande Rivière Sud du cadastre officiel de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Étienne-des-Grès, dans le même comté.

Québec, le 10 février 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

13954-7-2-o 93-65

Department of Education

St-Barnabé

Application is made to detach from the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, lots 444, 445, 447 to 453 inclusively, 455 and 456 of the range of Grande Rivière Sud of the official cadaster of the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, to annex them to the school municipality of St-Étienne-des-Grès, in the same county.

Quebec, February 10, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.
13954-7-2 93-65

Ministère des Finances
Assurances

The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association », a cessé de faire affaires;

Attendu que « The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association », a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 31 janvier 1966, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de « The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association », est annulé à compter du 31 janvier 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 janvier 1966.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

13955-7-2-o

La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie Stability Life Insurance Company

Règlement spécial « D »

Augmentation du nombre des administrateurs

Le nombre des administrateurs de la compagnie est, par les présentes, porté de huit (8) à dix (10), de façon à ce que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant formé de dix (10) administrateurs, et les règlements de la compagnie sont, par les présentes, amendés et modifiés en conséquence.

Daté et signé à Montréal, province de Québec, en date du 10e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
JEAN-PAUL ZIGBY.

13956-o

Department of Finance
Insurance

The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association

Notice of Cancellation of registration

Whereas "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association", has ceased to do business;

Whereas "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association", has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on January 31, 1966, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association", is cancelled as from January 31, 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Departement of Finance, January 31, 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

13955-7-2-o

La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie Stability Life Insurance Company

Special by-law "D"

Increase in the number of directors

The number of directors of the company is hereby changed from eight (8) to ten (10) so that in the future the board of directors of the company will be formed of ten (10) directors, and the by-laws of the company are hereby amended and modified accordingly.

Dated and signed at Montreal, province of Quebec, this 10th day of February, 1966.

(Seal) JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

13956

Ministère des Richesses naturelles

Avis de dissolution de coopératives d'électricité

Avis est donné que la Coopérative d'Électricité de Nouvelle, la Coopérative d'Électricité de l'Alverne, la Coopérative d'Électricité de St-André de Restigouche, la Coopérative d'Électricité de Bonaventure, toutes situées dans le comté de Bonaventure, la Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud, comté de Gaspé-Sud et la Coopérative d'Électricité de Gaspé-Nord, comté de Gaspé-Nord, ont été déclarées dissoutes par l'Office de l'électrification rurale, le vingt-six janvier mil neuf cent soixante-six, conformément aux articles 68, 69, 70 et 71 de la Loi de l'électrification rurale.

L'Office de l'électrification rurale,
Par le Président,
JEAN MERCIER.

13975-o

Department of Natural Resources

Notice of dissolution of electricity cooperatives

Notice is given hereby that the Coopérative d'électricité Nouvelle, the Coopérative d'électricité de l'Alverne, the Coopérative d'électricité de St-André de Restigouche, the Coopérative d'électricité de Bonaventure, all situated in Bonaventure County; the Coopérative d'électricité de Gaspé-Sud, Gaspé-Sud County; and the Coopérative d'électricité de Gaspé-Nord, Gaspé-Nord County, were declared dissolved by the Rural Electrification Bureau on the twenty-sixth day of January, nineteen hundred and sixty-six, under the provisions of sections 68, 69, 70 and 71 of the Rural Electrification Act.

Rural Electrification Bureau,
Per: JEAN MERCIER,
Chairman.

13975-o

Avis de dissolution de coopératives d'électricité

Avis est donné que la Coopérative d'Électricité de St-Fidèle, la Coopérative d'Électricité de Ste-Agnès, la Coopérative d'Électricité de St-Aimé des Lacs, la Coopérative d'Électricité de l'Ile aux Coudres, la Coopérative d'Électricité de Charlevoix-Est, toutes situées dans le comté de Charlevoix, la Coopérative d'Électricité de St-Ambroise, la Coopérative d'Électricité de Baie des Ha ! Ha !, la Coopérative d'Électricité du Comté de Chicoutimi, la Coopérative d'Électricité du Petit-Saguenay et de l'Anse St-Jean, ces dernières du comté de Chicoutimi, ont été déclarées dissoutes par l'Office de l'électrification rurale, le vingt-six janvier mil neuf cent soixante-six, conformément aux articles 68, 69, 70 et 71 de la Loi de l'électrification rurale.

L'Office de l'électrification rurale,
Par le Président,
13975-o JEAN MERCIER.

Avis de dissolution de coopératives d'électricité

Avis est donné que la Coopérative d'Électricité du Lac Trois-Saumons, comté de l'Islet, la Coopérative d'Électricité de Montmagny-Sud et la Coopérative d'Électricité de l'Ile-aux-Grues, comté de Montmagny, ont été déclarées dissoutes par l'Office de l'électrification rurale, le vingt-six janvier mil neuf cent soixante-six, conformément aux articles 68, 69, 70 et 71 de la Loi de l'électrification rurale.

L'Office de l'électrification rurale,
Par le Président,
13975-o JEAN MERCIER.

Notice of dissolution of electricity cooperatives

Notice is given hereby that the Coopérative d'électricité de St-Fidèle, the Coopérative d'électricité de Ste-Agnès, the Coopérative d'électricité de St-Aimé des Lacs, the Coopérative d'électricité de l'Ile aux Coudres, the Coopérative d'électricité de Charlevoix-Est, all situated in Charlevoix County; the Coopérative d'électricité de St-Ambroise, the Coopérative d'électricité de Baie des Ha ! Ha !, the Coopérative d'électricité du Comté de Chicoutimi, the Coopérative d'électricité du Petit-Saguenay et de l'Anse St-Jean in Chicoutimi County, were declared dissolved by the Rural Electrification Bureau on the twenty-sixth day of January, nineteen hundred and sixty-six, under the provisions of sections 68, 69, 70 and 71 of the Rural Electrification Act.

Rural Electrification Bureau,
Per: JEAN MERCIER,
13975-o *Chairman.*

Notice of dissolution of electricity cooperatives

Notice is hereby given that the Cooperative d'électricité du Lac Trois-Saumons, l'Islet County; the Coopérative d'électricité de Montmagny-Sud and the Coopérative d'électricité de l'Ile-aux-Grues, Montmagny County, were declared dissolved by the Rural Electrification Bureau on the twenty-sixth day of January, nineteen hundred and sixty-six, under the provisions of sections 68, 69, 70 and 71 of the Rural Electrification Act.

Rural Electrification Bureau,
Per: JEAN MERCIER,
13975-o *Chairman.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Employés de garage — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que la Fraternité des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est lui a présenté une requête à l'effet d'être traitée comme partie co-contractante au décret numéro 1637 du 26 août 1964 et amendements, relatif aux employés de garage dans la région de Sherbrooke.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 février 1966. 13931-o

Department of Labour

Notice of amendment

Garage Employees — Sherbrooke

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that *la Fraternité des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est* has petitioned him to be considered as co-contracting party to decree number 1637 of August 26, 1964 and amendments (Garage Employees in the Sherbrooke region).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19, 1966. 13931-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de St-Aimé-du-Lac-des-Iles, comté de Labelle:

Ancienne route No 35 — Masson — Buckingham — Mont-Laurier — Ste-Anne-du-Lac:

Une section de 500 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 10-A et P. 11 rang IV; une section de 950 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 13, P. 14 et P. 15-A rang IV; une section de 380 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No P. 15-A rang V.

Dans la municipalité du canton de Sicotte, comté de Gatineau:

Ancienne route No 58 — Senneterre — Mont-Laurier:

Une section de 1,350 pieds au nord-est de la nouvelle route, dans le rang VII non divisé en lots.

Dans la municipalité de St-Tite-des-Caps, comté de Montmorency:

Ancien chemin Traverse St-Féréol:

Une section de 6,055 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos P. 362, 363, 246 et 248.

Dans la municipalité de St-Thomas-d'Aquin, comté de Roberval:

Ancienne route La Tuque — Lac-Bouchette (chemin Principal).

Une section de 350 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 21-A rang V; une section de 2,500 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 21-B à 24-B rang V; une section de 1,640 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 27-B à 29-B inclusivement rang V; une section de 1,410 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 29-B à 31-B inclusivement rangs 5 et 6; une section de 260 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 38 rang V; une section de 360 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No P. 39 rang V; une section de 3,000 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 39 à 43-B rangs V et VI.

Ancien chemin Lac des Commissaires:

Une section de 2,080 pieds au sud du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 31-A et 31-B rang VI.

Dans la municipalité de Péribonka, comté de Roberval:

Ancien chemin St-Augustin:

Une section de 500 pieds au sud du nouveau chemin, vis-à-vis du lot No 17 rang V.

Route du rang V Est:

Une section de 765 pieds au nord de la route No 55, vis-à-vis des lots Nos 17 et 18 rang V.

Dans la municipalité de St-Victor-de-Tring, comté de Beauce:

Ancienne route du rang I:

Une section de 470 pieds au nord-ouest du nouveau chemin St-Victor — St-Jules, vis-à-vis des lots Nos 79 et 80.

Dans la municipalité de la ville de Repentigny, comté de L'Assomption:

Ancienne route No 2 — Edmundston — Rivière-du-Loup — Québec — Montréal — Frontière d'Ontario:

Department of Roads

Notice

The route sections hereafter designated will not be in the future maintained by the Department of Roads:

In the municipality of St-Aimé-du-Lac-des-Iles, county of Labelle:

Old route No. 35 — Masson — Buckingham — Mont-Laurier — Ste-Anne-du-Lac:

A section of 500 feet east of the new route, facing lots Nos. P. 10-A and P. 11 range IV; a section of 950 feet east of the new route, facing lots Nos. P. 13, P. 14 and P. 15-A range IV; a section of 380 feet west of the new route, facing lot No. P. 15-A range V.

In the municipality of the township of Sicotte, county of Gatineau:

Old route No. 58 — Senneterre — Mont-Laurier:

A section of 1,350 feet northeast of the new route, in range VII undivided in lots.

In the municipality of St-Tite-des-Caps, county of Montmorency;

Old road of Traverse St-Féréol:

A section of 6,055 feet southwest of the new road, facing lots Nos. P. 362, 363, 246 and 248.

In the municipality of St-Thomas-d'Aquin, county of Roberval:

Old route La Tuque — Lac-Bouchette (Principal road).

A section of 350 feet east of the new route, facing lot No. 21-A range V; a section of 2,500 feet west of the new route, facing lots Nos. P. 21-B to 24-B range V; a section of 1,640 feet east of the new route, facing lots Nos. 27-B to 29-B inclusively range V; a section of 1,410 feet east of the new route, facing lots Nos. 29-B to 31-B inclusively ranges 5 and 6; a section of 260 feet east of the new route, facing lot No. 38 range V; a section 360 feet west of the new route, facing lot No. P. 39 range V; a section of 3,000 feet west of the new route, facing lots Nos. P. 39 to 43-B ranges V and VI.

Old road Lac des Commissaires:

A section of 2,080 feet south of the new road, facing lots Nos. 31-A and 31-B range VI.

In the municipality of Péribonka, county of Roberval:

Old road St-Augustin:

A section of 500 feet south of the new road, facing lot No. 17 range V.

Route of range V East:

A section of 765 feet north of route No. 55, facing lots Nos. 17 and 18 range V.

In the municipality of St-Victor-de-Tring, county of Beauce:

Old route of range I:

A section of 470 feet northwest of the new road St-Victor — St-Jules, facing lots Nos. 79 and 80.

In the municipality of the town of Repentigny, county of L'Assomption:

Old route No. 2 — Edmundston — Rivière-du-Loup — Québec — Montréal — Ontario Border:

Une section de 920 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 64, 75, 76-2 et 76-5.

Québec, 4 février 1966.

Le Ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

14017-o

A section of 920 feet northwest of the new route, facing lots Nos. 64, 75, 76-2 and 76-5.

Quebec, February 4, 1966.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

14017

Soumissions

Municipalité de Douville
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Blanchard, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 3.30 heures p.m., mardi, le 8 mars 1966, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la municipalité de Douville, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 47 — $200,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 1,500
1er avril 1968	1,500
1er avril 1969	1,500
1er avril 1970	1,500
1er avril 1971	1,500
1er avril 1972	2,000
1er avril 1973	2,000
1er avril 1974	2,000
1er avril 1975	2,000
1er avril 1976	2,000
1er avril 1977	2,500
1er avril 1978	2,500
1er avril 1979	2,500
1er avril 1980	2,500
1er avril 1981	3,000
1er avril 1982	3,000
1er avril 1983	3,000
1er avril 1984	3,500
1er avril 1985	3,500
1er avril 1986	156,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Tenders

Municipality of Douville
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Blanchard, secretary-treasurer, municipal hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of St-Hyacinthe, until 3:30 o'clock p.m., Tuesday, March 8, 1966, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the municipality of Douville, county of St-Hyacinthe, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 47 — $200,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 1,500
April 1, 1968	1,500
Aprii 1, 1969	1,500
April 1, 1970	1,500
April 1, 1971	1,500
April 1, 1972	2,000
April 1, 1973	2,000
April 1, 1974	2,000
April 1, 1975	2,000
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,500
April 1, 1978	2,500
April 1, 1979	2,500
April 1, 1980	2,500
April 1, 1981	3,000
April 1, 1982	3,000
April 1, 1983	3,000
April 1, 1984	3,500
April 1, 1985	3,500
April 1, 1986	156,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 8 mars 1966, à 3.30 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Douville, (Comté de St-Hyacinthe), ce 10 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES BLANCHARD.

Hôtel de ville, 610, rue Chapleau,
Douville,(St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 774-4655, code 514. 13957-o

Cité de St-Léonard
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6025 est, Blvd Métropolitain, St-Léonard, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 mars 1966, pour l'achat de $915,000 d'obligations de la cité de St-Léonard, comté de Bourget, datées du 1er avril 1966, et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 182 — $59,000 — divers travaux; 492 — $245,000 — achat de terrains; 500 — $611,000 — pavage et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $915,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 14,000
1er avril 1968	16,000
1er avril 1969	18,000
1er avril 1970	20,000
1er avril 1971	22,000
1er avril 1972	24,000
1er avril 1973	26,000
1er avril 1974	29,000
1er avril 1975	31,000
1er avril 1976	33,000
1er avril 1977	36,000
1er avril 1978	37,000
1er avril 1979	39,000
1er avril 1980	42,000
1er avril 1981	44,000
1er avril 1982	46,000
1er avril 1983	50,000
1er avril 1984	54,000
1er avril 1985	59,000
1er avril 1986	275,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 8, 1966, at 3:30 o'clock p.m., at the municipal hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of St-Hyacinthe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Douville, (County of St-Hyacinthe), February 10, 1966.

GEORGES BLANCHARD,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall, 610, Chapleau Street,
Douville, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 774-4655, code 514. 13957

City of St-Léonard
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, secretary-treasurer, City Hall, 6025 Metropolitan Blvd. East, St-Léonard, county of Bourget, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 8, 1966, for the purchase of an issue of $915,000 of bonds for the city of St-Léonard, county of Bourget, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable simi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 182 — $59,000 — several, works; 492 — $245,000 — purchase of land; 500 — $611,000 — paving and sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $915,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 14,000
April 1, 1968	16,000
April 1, 1969	18,000
April 1, 1970	20,000
April 1, 1971	22,000
April 1, 1972	24,000
April 1, 1973	26,000
April 1, 1974	29,000
April 1, 1975	31,000
April 1, 1976	33,000
April 1, 1977	36,000
April 1, 1978	37,000
April 1, 1979	39,000
April 1, 1980	42,000
April 1, 1981	44,000
April 1, 1982	46,000
April 1, 1983	50,000
April 1, 1984	54,000
April 1, 1985	59,000
April 1, 1986	275,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Léonard.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de laidte banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 8 mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 6025 est, Blvd Métropolitain, St-Léonard, comté de Bourget, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard, (Comté de Bourget), ce 10 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Hôtel de Ville, 6025 est, Blvd Métropolitain,
St-Léonard, (Bourget), P.Q.
Téléphone: 321-7630, code 514. 13958-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Thibault, secrétaire-trésorier, 1088, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 8 mars 1966, pour l'achat de $526,000 d'obligations des commissaires d'écoles datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 12 octobre 1965 — $526,000 — École élémentaire de 23 classes et 2 maternelles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $526,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er avril 1967	x	$73,000
1er avril 1968	x	77,000
1er avril 1969	x	82,000
1er avril 1970	x	87,000
1er avril 1971		8,000
1er avril 1972		9,000
1er avril 1973		9,000
1er avril 1974		10,000
1er avril 1975		10,000
1er avril 1976		11,000
1er avril 1977		11,000
1er avril 1978		12,000
1er avril 1979		13,000
1er avril 1980		14,000
1er avril 1981		15,000
1er avril 1982		15,000
1er avril 1983		16,000
1er avril 1984		17,000
1er avril 1985		18,000
1er avril 1986		19,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

in the loan procedure as well as at the principa office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the city Hall, 6025 Metropolitan Blvd. East, St-Léonard, county of Bourget, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard, (County of Bourget), February 10, 1966.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 6025 Metropolitan Blvd. East,
St-Léonard, (Bourget), P.Q.
Telephone: 321-7630, code 514. 13958

The School commissioners for the municipality of Ste-Foy
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Thibault, secretary-treasurer, 1088 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 8, 1966, for the purchase of an issue of $526,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Foy, county of Quebec, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 12, 1965 — $526,000 — 23-class elementary school and 2 kindergartens.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Tabe of redemption — $526,000 — 20 years

Year		*Capital*
April 1, 1967	x	$73,000
April 1, 1968	x	77,000
April 1, 1969	x	82,000
April 1, 1970	x	87,000
April 1, 1971		8,000
April 1, 1972		9,000
April 1, 1973		9,000
April 1, 1974		10,000
April 1, 1975		10,000
April 1, 1976		11,000
April 1, 1977		11,000
April 1, 1978		12,000
April 1, 1979		13,000
April 1, 1980		14,000
April 1, 1981		15,000
April 1, 1982		15,000
April 1, 1983		16,000
April 1, 1984		17,000
April 1, 1985		18,000
April 1, 1986		19,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $336,000

$336,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $84,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 8 mars 1966, à 8 heures du soir, 1088, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 11 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL THIBAULT.

1088, Route de l'Église,
Ste-Foy, (Québec 10), P.Q.
Téléphone: 653-5201, code 418. 14004-o

granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $84,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at 1088 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), February 11, 1966.

JEAN-PAUL THIBAULT,
Secretary-Treasurer.

1088 Church Road,
Ste-Foy (Quebec 10), P.Q.
Telephone 653-5201, code 418. 14004

Ville de Gatineau
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Racicot, greffier, Hôtel de Ville, 280 est, Blvd Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 7 mars 1966, pour l'achat de $334,000, d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 255 — $261,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 281 — $65,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 287 — $7,500 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $334,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 5,500
1er avril 1968	5,500
1er avril 1969	6,000
1er avril 1970	6,000
1er avril 1971	6,500
1er avril 1972	7,500
1er avril 1973	7,500

Town of Gatineau
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Racicot, city clerk, Town Hall, 280 Maloney Blvd., East, Gatineau, county of Papineau, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Monday, March 7, 1966, for the purchase of an issue of $334,000 of bonds for the town of Gatineau, county of Papineau, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 255 — $261,500 — aqueduct sewers, roads, etc.; 281 — $65,000 — aqueduct, sewers, roads, etc., 287 — $7,500 — aqueduct sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $334,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 5,500
April 1, 1968	5,500
April 1, 1969	6,000
April 1, 1970	6,000
April 1, 1971	6,500
April 1, 1972	7,500
April 1, 1973	7,500

1er avril 1974	$ 8,000
1er avril 1975	8,500
1er avril 1976	9,000
1er avril 1977	9,500
1er avril 1978	10,500
1er avril 1979	11,000
1er avril 1980	11,500
1er avril 1981	12,000
1er avril 1982	12,500
1er avril 1983	13,500
1er avril 1984	14,000
1er avril 1985	15,000
1er avril 1986	154,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 mars 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 280 est, Blvd Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, (Comté de Papineau), ce 15 février 1966.

Le Greffier,
NORMAND RACICOT.

Hôtel de Ville, 280 est, Blvd Maloney,
Gatineau, (Papineau), P.Q.
Téléphone: 663-5371, code 819. 14012-o

April 1, 1974	$ 8,000
April 1, 1975	8,500
April 1, 1976	9,000
April 1, 1977	9,500
April 1, 1978	10,500
April 1, 1979	11,000
April 1, 1980	11,500
April 1, 1981	12,000
April 1, 1982	12,500
April 1, 1983	13,500
April 1, 1984	14,000
April 1, 1985	15,000
April 1, 1986	154,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 7, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 280 Maloney Blvd., East, Gatineau, county of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau), February 15, 1966.

NORMAND RACICOT,
City Clerk.

Town Hall, 280 Maloney Blvd., East,
Gatineau, (Papineau) P.Q.
Telephone: 663-5371, code 819. 14012

Ville de Hampstead
Comté de Montréal-N.-D.-de-Grâce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Claude G. Rioux, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 5569, chemin Queen Mary, Hampstead, comté de Montréal-N.-D.-de-Grâce, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, 7 mars 1966, pour l'achat de $500,000 d'obligations de la ville de Hampstead, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 285 — $500,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1966.

Town of Hampstead
County of Montreal-N.-D.-de-Grâce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Claude G. Rioux, secretary-treasurer, Town Hall, 5569 Queen Mary Road, Hampstead, county of Montreal-N.-D.-de-Grâce, until 7:30 o'clock p.m., Monday, March 7, 1966, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds of the town of Hampstead, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, dated April 1, 1966 and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 285 — $500,000 — waterworks, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall ebe alculated as from April 1, 1966.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$15,000
1er avril 1968	16,000
1er avril 1969	16,000
1er avril 1970	17,000
1er avril 1971	19,000
1er avril 1972	19,000
1er avril 1973	20,000
1er avril 1974	21,000
1er avril 1975	23,000
1er avril 1976	23,000
1er avril 1977	24,000
1er avril 1978	26,000
1er avril 1979	27,000
1er avril 1980	29,000
1er avril 1981	30,000
1er avril 1982	31,000
1er avril 1983	33,000
1er avril 1984	35,000
1er avril 1985	37,000
1er avril 1986	39,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 7 mars 1966, à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de ville, 5569, chemin Queen Mary, Hampstead, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Le conseil se réserve le droit de n'acepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hampstead, (Comté de Montréal-N.-D -de-Grâce), ce 15 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE G. RIOUX.

Hôtel de ville, 5569, chemin Queen Mary,
Hampstead, (Montréal-N.-D.-de-G.), P.Q.
Téléphone: 481-8141, code 514. 14013

Table of redemption — $500,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$15,000
April 1, 1968	16,000
April 1, 1969	16,000
April 1, 1970	17,000
April 1, 1971	19,000
April 1, 1972	19,000
April 1, 1973	20,000
April 1, 1974	21,000
April 1, 1975	23,000
April 1, 1976	23,000
April 1, 1977	24,000
April 1, 1978	26,000
April 1, 1979	27,000
April 1, 1980	29,000
April 1, 1981	30,000
April 1, 1982	31,000
April 1, 1983	33,000
April 1, 1984	35,000
April 1, 1985	37,000
April 1, 1986	39,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered on a meeting of the council to be held on Monday, March 7, 1966 at 7:30 o'clock p.m., at Town Hall, 5569 Queen Mary Road, Hampstead, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce.

The council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hampstead, (County of Montreal-N.-D.-de-Grâce), February 15, 1966.

CLAUDE G. RIOUX,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 5569 Queen Mary Road,
Hampstead, (Montreal-N.-D.-de-G.), P.Q.
Telephone: 481-8141, code 514. 14013-o

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Huntingdon

Comté de Huntingdon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hervé Tessier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 28, rue Bouchette, Huntingdon, et par après jusqu'à 8 heures p.m. Salle de L'École St-Joseph, Huntingdon, mercredi, le 9 mars 1966, pour l'achat de $116,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Huntingdon, comté de Huntingdon, datées du 1er mars 1966 et rembour-

The catholic school commissioners for the municipality of Huntingdon

County of Huntingdon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Hervé Tessier, secretary-treasurer, until 7:30 p.m., 28 Bouchette St., Huntingdon, and afterwards until 8:00 p.m., St-Joseph School Hall, Huntingdon, Wednesday, March 9, 1966, for the purchase of an issue of $116,000 of bonds for the Catholic School Commissioners for the municipality of Huntingdon, county of Huntingdon, dated March 1, 1966, and redeemable serially from March 1,

sables par séries du 1er mars 1967 au 1er mars 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 5 septembre 1956 — $116,000 — renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $116,000 — 11 ans

Année	*Capital*
1er mars 1967	$9,000
1er mars 1968	9,000
1er mars 1969	9,000
1er mars 1970	10,000
1er mars 1971	10,000
1er mars 1972	10,000
1er mars 1973	11,000
1er mars 1974	11,000
1er mars 1975	12,000
1er mars 1976	12,000
1er mars 1977	13,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Huntingdon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 9 mars 1966, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École St-Joseph, rue York, Huntingdon, comté de Huntingdon.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Huntingdon, (Comté de Huntingdon), ce 15 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
HERVÉ TESSIER.

28, rue Bouchette, C. P. 688,
Huntingdon, (Huntingdon), P.Q.
Téléphone: 264-5084, code 514. 14014-o

1967 to March 1, 1977 inclusively, with interest at a rate less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of September 5, 1956 — $116,000 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $116,000 — 11 years

Year	*Capital*
March 1, 1967	$9,000
March 1, 1968	9,000
March 1, 1969	9,000
March 1, 1970	10,000
March 1, 1971	10,000
March 1, 1972	10,000
March 1, 1973	11,000
March 1, 1974	11,000
March 1, 1975	12,000
March 1, 1976	12,000
March 1, 1977	13,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Huntingdon.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 9, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Joseph School Hall, York Street, Huntingdon, county of Huntingdon.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Huntingdon, (County of Huntingdon), February 15, 1966.

HERVÉ TESSIER,
Secretary-Treasurer.

28 Bouchette St., P. O. Box 688,
Huntingdon, (Huntingdon), P.Q.
Telephone: 264-5084, code 514. 14014

Syndicats professionnels

Association des enseignants du Lac St-Louis

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 janvier 1966, autorisé le changement de nom de l'« Association des instituteurs catholiques de Lachine », dont la constitution a été autorisée le 28 octobre 1942, et dont le siège social est situé à Lachine, en celui de « Association des enseignants du Lac St-Louis », et ce, conformé-

Professional Syndicates

Association des enseignants du Lac St-Louis

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 12, 1966, has authorized the change of name of "Association des instituteurs catholiques de Lachine", the incorporation of which was authorized on October 28, 1942, and the head office of which is situated in Lachine, to that of "Association des enseignants du Lac

ment aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 17 janvier 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13929-o 1607-42

Association des producteurs de lait de la Rive Nord du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 décembre 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des producteurs de lait de la Rive Nord du Québec », dont la constitution avait été autorisée le 4 juin 1946, avec siège social à Québec, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 23 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13959-o 1807-46

Association des producteurs de lait de Lévis

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 décembre 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des producteurs de lait de Lévis », dont la constitution avait été autorisée le 4 juin 1946, avec siège social à Lévis, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 23 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13960-o 1810-46

Association des producteurs de lait des Bois-Francs

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 décembre 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des producteurs de lait des Bois-Francs », dont la constitution avait été autorisée le 4 juin 1946, avec siège social à Plessisville, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 23 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13961-o 1809-46

Association des producteurs de lait du Bas-St-Laurent

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 décembre 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des producteurs de lait du Bas-St-Laurent », dont la constitution avait été autorisée le 4 juin 1946, avec siège social à Plessisville, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la

St-Louis", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, January 17, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13929 1607-42

Association des producteurs de lait de la Rive Nord du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 13, 1965, enacted the termination of the corporate existence of "Association des producteurs de lait de la Rive Nord du Québec", whose incorporation had been authorized on June 4, 1946, with head office in Quebec, and such, pursuant to the provisions of section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13959 1807-46

Association des producteurs de lait de Lévis

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on December 13, 1965, has enacted the termination of the corporation existence of the professional syndicate "Association des producteurs de lait de Lévis", the incorporation of which was authorized on June 4, 1946, with head office in Lévis, and such, in conformity with the provisions of section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13960 1810-46

Association des producteurs de lait des Bois-Francs

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 13, 1965, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des producteurs de lait des Bois-Francs", whose incorporation had been authorized on June 4, 1946, with head office at Plessisville, and such pursuant to the provisions of section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13961 1809-46

Association des producteurs de lait du Bas-St-Laurent

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 13, 1965, decreed the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des producteurs de lait du Bas-St-Laurent", whose incorporation had been authorized on June 4, 1946, with head office at Plessisville, and such, in conformity

Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 23 décembre 1965.
Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13962-o 1808-46

Fédération des associations des producteurs de lait du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 décembre 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Fédération des associations des producteurs de lait du Québec », dont la constitution avait été autorisée le 11 juillet 1946, avec siège social à Québec, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 164.

Québec, le 23 décembre 1965.
Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13963-o 2399-46

with the provisions of section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 23, 1965.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13962 1808-46

Fédération des associations des producteurs de lait du Québec

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 13, 1965, decreed the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Fédération des associations des producteurs de lait du Québec", whose incorporation had been authorized on July 11, 1946, with head office at Quebec, and such, in conformity with the provisions of section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 164.

Quebec, December 23, 1965.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13963 2399-46

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1966, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 24 janvier 1966.
Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Baggages,
W. C. WRIGHT.

13715-4-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1965, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1966, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 24, 1966.
Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

13715-4-6-o

Vente par licitation

Seguier *vs* Cohen *et al*

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 665 674, John J. Seguier, industriel, de la cité de Westmount, district de Montréal, demandeur, *vs* Nathan Cohen, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Irving Shiller, de la cité de Westmount, district de Montréal, et Elizabeth Litner Nusselman, des ville et district de Montréal, veuve de feu Barnet Nusselman, de son vivant du même endroit, tous en leur qualité d'exécuteur du testament de feu Samuel Nusselman, de son vivant des ville et district de Montréal, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'Honorable Juge George S. Challies, le 16 septembre 1965, dans une cause en laquelle John J. Seguier,

Sale of Licitation

Seguier *vs* Cohen *et al*

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 665 674. John J. Seguier, industrialist, of the city of Westmount, district of Montreal, plaintiff, *vs* Nathan Cohen, of the city of Outremont, district of Montreal, Irving Shiller, of the city of Westmount, district of Montreal, and Elizabeth Litner Nusselman, of the city and district of Montreal, widow of the late Barnet Nusselman, in his lifetime of the same place, all in their quality of executors of the will of the late Samuel Nusselman, in his lifetime of the city and district of Montreal, defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that, pursuant to a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Mr. Justice George S. Challies on September 16, 1965, in a case in

industriel, de la cité de Westmount, district de Montréal, est demandeur et Nathan Cohen de la cité d'Outremont, district de Montréal,. Irving Shiller, de la cité de Westmount, district de Montréal, et Elizabeth Litner Nusselman, des ville et district de Montréal, veuve de feu Barnet Nusselman, de son vivant du même endroit, tous en leur qualité d'exécuteur du testament de feu Samuel Nusselman, de son vivant des ville et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Atwater, dans les ville et district de Montréal, étant connu et désigné comme étant la subdivision deux cent vingt du lot originaire numéro dix-sept cent vingt (1720 – 220) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, en la ville de Montréal, ayant une superficie de seize mille six cent vingt-sept pieds carrés (16,627 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: En front, au nord-est par l'avenue Atwater, (1720 – 31) en arrière au sud-ouest, par la partie non-subdivisée dudit lot numéro dix-sept cent vingt; d'un côté au sud-est par le chemin Breslay (1720 – 82); et de l'autre côté au nord-ouest par la partie non-subdivisée dudit lot numéro dix-sept cent vingt.

Avec une bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 3500, avenue Atwater.

Ensemble avec une servitude aux fins d'installer, de pratiquer et d'entretenir des services d'utilité publique, par exemple les égouts, tuyaux pour l'eau ou le gaz, les fils téléphoniques, ou tous autres services publics à l'arrière dudit emplacement, de chaque côté sur un espace ne dépassant pas cinq pieds (5′) à partir des deux lignes de la division entre ledit emplacement et le résidu du lot numéro dix-sept cent vingt ci-dessus décrit, ladite servitude étant en faveur du résidu dudit lot dix-sept cent vingt, ou de toute partie d'icelui qui peut être subdivisée.

L'immeuble ci-haut désigné sera mis à l'enchère et octroyé au plus haut et dernier enchérisseur le TRENTIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures et QUINZE de l'avant-midi dans la salle du conseil numéro 31 au palais de justice de Montréal, ou dans toute autre salle tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins 12 jours avant la date fixée comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits ci-dessus, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt égal au dixième de l'évaluation municipale de ladite propriété sera exigé avant la vente de chaque et tout enchérisseur.

Montréal, 11 février 1966.

Les Procureurs du demandeur,
CHAIT, ARONOVITCH, KLEIN,
14015-7-2 SALOMON, GELBER & BRONSTEIN.

which John J. Seguier, industrialist, of the city of Westmount, district of Montreal, is plaintiff, and Nathan Cohen, of the city of Outremont, district of Montreal, Irving Shiller of the city of Westmount, district of Montreal, and Elizabeth Litner Nusselman of the city and district of Montreal, widow of the late Barnet Nusselman, in his lifetime of the same place, all in their quality of executors of the will of the late Samuel Nusselman, in his lifetime of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"An emplacement fronting on Atwater Avenue in the city and district of Montreal, being known and designated as subdivision number two hundred and twenty of the original lot number seventeen hundred and twenty (1720-220) on the official plan and book of reference on the St. Antoine Ward, in the city of Montreal, having a superficial area of sixteen thousand six hundred and twenty-seven square feet (16,627 sq. ft.) English measure and more or less, bounded as follows: in front to the northeast by Atwater Avenue, (1720-31) in rear to the southwest by the unsubdivided part of said lot number seventeen hundred and twenty; on one side to the southeast by Breslay Road (1720-82); and on the other side to the northwest by the unsubdivided part of said lot number seventeen hundred and twenty.

With a building thereon erected bearing civic number 3500 Atwater Avenue.

Together with a servitude for the purpose of installing and putting and keeping up services of public utility, for example, sewers, water or gas pipes, telephone wires, or any other public services at the rear of the said emplacement on each side on a space not exceeding five feet (5′) from the two lines of division between the said emplacement and the residue of lot number seventeen hundred and twenty hereinabove described, the said servitude being in favour of the residue of said lot number seventeen hundred and twenty, or any part thereof which may be subdivided."

The above designated immoveable will be put up for auction and granted to the highest and last bidder on the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at TEN-FIFTEEN o'clock in the forenoon, in Council room number 31, in the Montreal Court House, or in any other hall, as required by the circumstances, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be field in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication, and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereinabove limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit equal to one-tenth of the municipal valuation of the said property will be exacted, before the sale, from each and every bidder.

Montreal, February 11, 1966.

CHAIT, ARONOVITCH, KLEIN,
SALOMON, GELBER & BRONSTEIN,
14015-7-2-0 *Attorneys for the plaintiff.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska Mégantic

Cour Supérieure, No 19-365. { ALLSTATE INSURANCE COMPANY, corps politique légalement constitué ayant son siège social à Toronto, province d'Ontario et une place d'affaires au No 2360, Chemin Lucerne, Montréal, demanderesse, *vs* ANDRÉ NAULT, résidant à Notre-Dame de Lourde, district Mégantic et Arthabaska, défendeur.

« Un lot situé dans le 2e rang du canton de Stanfold, connu et désigné au cadastre officiel dudit canton comme étant le lot numéro 14, B. du 2e rang, faisant partie du lot primitif numéro 14 du 2e rang, avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eusèbe de Princeville, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le CINQUIÈME jour de MARS 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 21 janvier 1966. 13710-4-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska Mégantic

Superior Court, No. 19-365. { ALLSTATE INSURANCE COMPANY, body politic legally incorporated having its head office in Toronto, Province of Ontario, and a place of business at No. 2360 Lucerne Road, Montreal, plaintiff, *vs* ANDRÉ NAULT, residing at Notre-Dame de Lourde, district of Mégantic and Arthabaska, defendant.

"A lot situated in the 2nd range of the township of Stanfold, known and designated on the official cadaster of the said township as being lot number 14, B. of the 2nd range, being part of original lot number 14 of the 2nd range, with circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Eusèbe de Princeville, county of Arthabaska, SATURDAY, the FIFTH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 21, 1966. 13710-4-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32,011. { LA SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., corps politique légalement constitué, ayant son siège social à ville Mont-Royal, P.Q. et une succursale à 229 est boulevard Charest, Québec, demanderesse, *vs* ROGER LACHANCE, hôtelier, St-Côme, comté de Beauce, P.Q. défendeur.

Pour être vendu « en bloc » l'immeuble ci-après décrit:

« Un terrain situé à Saint-Côme, connu comme étant une partie des lots numéros trente A et trente et un (Ptie 30 A et Ptie 31) du premier rang, à compter d'Aubin-de-l'Isle, au cadastre officiel pour le canton Linière, comté de Beauce, avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances, et dépendances.

Cet emplacement mesure en mesures anglaises cinq cent trente-neuf pieds et huit dixièmes (539.8′) dans sa ligne nord, le long de la route nationale Lévis-Jackman, cent cinquante-neuf pieds et cinq dixièmes (159.5′) dans sa ligne sud-est, quatre cent cinquante-deux pieds et trois dixièmes (452.3′) dans sa ligne sud et cent quarante-huit pieds dans sa ligne ouest.

Ce terrain est borné comme suit: vers le nord à la route nationale Lévis-Jackman (23) vers le sud-est à une partie du lot numéro trente et un (Ptie 31) appartenant à Robert Lessard, vers le sud à une partie du lot numéro trente et un (Ptie 31) appartenant à Robert Lessard et une partie du lot numéro trente A (ptie 30 A) appartenant à Robert Lessard et à une partie du lot numéro trente A (Ptie 30 A) appartenant à Con-

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32,011 { LA SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., body politic, legally incorporated, having its head office in the town of Mount-Royal, P.Q., and a branch office at 229 Charest Boulevard East, Quebec, plaintiff, *vs* ROGER LACHANCE, hotel-keeper, St-Côme, county of Beauce, P.Q., defendant.

The immovable hereinafter described to be sold "en bloc":

"A lot of land situated in Saint-Côme, known as being a part of lots number thirty A and thirty-one (P. 30 A and P. 31) on the first range, from Aubin-de-l'Isle to the official cadaster of the township of Linière, county of Beauce, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

This emplacement measurer five hundred and thirty-nine and eight-tenths feet (539.8′) English measure, on its north line along the national Lévis-Jackman Highway, one hundred and fifty-nine and five-tenths feet (159.5′) on its southeast line, four hundred and fifty-two and three-tenths feet ((452.3′) on its south line and one hundred and forty-eight feet on its west line.

This lot of land is bounded as follows: on the north by the Lévis-Jackman national Highway (23), on the southeast by a part of lot number thirty-one (P. 31) belonging to Robert Lessard, on the south by a part of lot number thirty-one (P. 31) belonging ot Robert Lessard and a part of lot number thirty A (P. 30 A) belonging to Robert Lessard, and by a part of lot number thirty A (P. 30 A) belonging to Conrad Dumas, on the

rad Dumas, vers l'ouest à une partie du lot numéro trente A (Ptie 30 A) appartenant à Napoléon Morin. ».

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Côme, comté de Beauce, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif.

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St- Joseph de Beauce, le 10 février, 1966.
14018-7-2-o

[Première insertion: 19 février, 1966]
[Deuxième insertion: 12 mars, 1966]

west by a part of lot number thirty A (P. 30 A) belonging to Napoléon Morin.".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Côme, county of Beauce, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
St-Joseph de Beauce, February 10, 1966.
14018-7-2

[First insertion: February 19, 1966]
[Second insertion: March 12, 1966]

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 16694. { NOR-MAC STORES LTD. (HANDY ANDY ASSOCIATE STORE NO. 164), corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Châteauguay, district de Beauharnois, demandeur, *contre* LEONARD LAROCQUE, de Melocheville, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour de Magistrat dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un emplacement sis et situé sur la route provinciale no 3 à Melocheville, comté de Beauharnois, connu et désigné sous le numéro soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-onze (No 391-76) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois (non compris les resubdivisions de ce lot) mesurant deux cent trente et un pieds dans sa ligne sud-ouest, cent huit pieds et vingt-cinq centièmes de pied dans sa ligne ouest, cent soixante-dix pieds et deux centièmes de pieds dans sa ligne nord-ouest, deux cent quatre-vingt-sept pieds et quatre dixièmes de pied dans sa ligne nord-est et cent soixante-douze pieds dans sa ligne sud-est. »

Toutes les mesures sont données en unités anglaises. Le tout avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Melocheville, comté de Beauharnois, et district de Beauharnois, le MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1966 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 3 février 1966. 13986-7-2-o

[Première insertion: le 19 février 1966]

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 16694. { NOR-MAC STORES LTD. (HANDY ANDY ASSOCIATE STORE NO. 164), a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in Châteauguay, district of Beauharnois, plaintiff, *vs* LEONARD LAROCQUE, of Melocheville, district of Beauharnois, defendant, has obtained before Our Magistrate's Court in our district of Beauharnois, a judgment declaring the following immovable, to wit:

"An emplacement lying and situated on Provincial Highway No. 3 in Melocheville, county of Beauharnois, known and designated under number seventy-six of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety one (No. 391-76) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Clément, county of Beauharnois (resubdivisions of said lot are not included), measuring two hundred and thirty-one feet on its southwest line, one hundred and eight and twenty-five hundredths feet on its west line, one hundred and seventy and two-tenths feet on its northwest line, two hundred and eighty-seven and four-tenths feet on its northeast line and one hundred and seventy-two feet on its southeast line."

All the measurements are given in English units. The whole with the buildings thereon constructed.

To be sold at the parochial church door of Melocheville, county of Beauharnois, and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1966, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Valleyfield, February 3, 1966. 13986-7-2

[First insertion: February 19, 1966]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15,139. { GARAGE LACOSTE INC., corps politique légalement constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec, ayant sa principale place d'affaires à L'Ange-Gardien, comté de Rouville et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse, *vs* PHILIPPE GRONDIN, résidant à Chemin Waterloo, à Granby, défendeur.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15,139. { GARAGE LACOSTE INC., body politic legally incorporated under the Quebec Companies Act, having its principal place of business at L'Ange-Gardien, county of Rouville and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, *vs* PHILIPPE GRONDIN, residing at Waterloo Road, at Granby, defendant.

« Les lots numéros 487-13, 487-14, 487-80, avec bâtisses y érigées circonstances et dépendances le tout faisant partie du cadastre officiel du canton de Granby et enregistrés au bureau d'enregistrement de Waterloo. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église Ste-Famille de Granby, dans le district de Bedford, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg, P.Q.
ce 11 février 1966. 13987-7-2-o

"Lots numbers 487-13, 487-14, 487-80, with buildings thereon erected circumstances and dependencies, the whole being part of the official cadaster of the township of Granby and registered at the registration office of Waterloo."

To be sold "en bloc" at the church door of Ste-Famille de Granby, in the district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff Office,
Court House, Sweetsburg, P.Q.
February 11, 1966. 13987-7-2

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 31-306. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* DIEUDONNÉ BEAULIEU, journalier, résidant au No 399, avenue Humphrey, à Sept-Iles, P.Q., defendeur.

Le lot 884 du rang 11 village de Sept-Iles sur plans et ligne de renvoi du cadastre officiel pour le canton Letellier.

Description:

De figure rectanfulaire. Borné vers le nord-est par le lot 904 (rue), vers le sud-est par le lot 883, vers le sud-ouest par le lot 822 et vers le nord-ouest par le lot 821 (rue); mesurant une chaîne (1.00) de largeur par une profondeur de deux chaînes (2.00); contenant en superficie deux dixièmes d'acre. (0.2) acre.

Avec circonstance, dépendances et bâtisse dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph en la ville des Sept-Iles, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
GÉRARD ROY.

Bureau du Député-Shérif,
Sept-Iles, P.Q. 13711-4-2-o

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 31-306. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., a corporation legally incorporated, having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* DIEUDONNÉ BEAULIEU, labourer, residing at No. 399 Humphrey Avenue, at Sept-Iles, P.Q., defendant.

Lot 884 of range 11, village of Sept-Iles, on the plan and book of reference of the official cadaster for the township of Letellier.

Description:

Of rectangular form. Bounded toward the north-east by lot 904 (street), toward the south-east by lot 883, toward the south-west by lot 822 and toward the north-west by lot 821 (street); measuring a chain (1.00) in width by a depth of two chains (2.00); containing in area two tenths of an acre. (0.2) acre.

With circumstances, dependencies and building thereon constructed.

To be sold at the parochial church door of St. Joseph in the town of Sept-Iles, the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

GÉRARD ROY,
Deputy-Sheriff.

Office of the Deputy-Sheriff,
Sept-Iles, P.Q. 13711-4-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, de Joliette, No 33,588. LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE JOLIETTE, corporation légalement constituée, ayant son bureau et place d'affaires à Joliette, district de Joliette, demanderesse, *contre* GÉRARD ROULEAU, demeurant à R.R. 2, Ste-Élisabeth, district de Joliette, défendeur.

« Un lot connu et désigné comme étant le lot No 104, du cadastre officiel de la paroisse St-Charles Borromée, dans le comté de Joliette, en la cité de Notre-Dame des Prairies, dans le 2e rang de la Chaloupe, borné à l'ouest par le lot No 103, mesurant en front un arpent et cinq perches sur vingt-quatre arpents de profondeur, contenant une superficie de trente-six arpents (36), avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Prairies, comté et district de

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quevec
District of Joliette

Magistrate's Court, de Joliette, No. 33,588. THE SCHOOL MUNICIPALITY OF JOLIETTE, corporation legally incorporated, having its office and place of business at Joliette, district of Joliette, plaintiff, *againts* GÉRARD ROULEAU, domiciled at R.R. 2, Ste-Élisabeth, district of Joliette, defendant.

"A lot of land known and designated as being lot No. 104 of the official cadaster of the parish of St-Charles Borromée, in the county of Joliette, in the city of Notre-Dame des Prairies, in the 2nd range of the Chaloupe, bounded on the west by lot No. 103, measuring in front one arpent and five perches by twenty-four arpents in depth, containing an area of thirty-six arpents (36), with building thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame des Prairies, county and district of

Joliette, le MARDI, VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 14 février 1966. 14019-7-2-o

Joliette, on TUESDAY, TWENTY-SECOND day of the month of MARCH of the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 14, 1966. 14019-7-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieur — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 543 220. { PETER CERNAK, demandeur, *vs*, SAMUEL D. DUBROFSKY, défendeur.

Comme appartenant et en la possession du demandeur Peter Cernak.

La moitié indivise de l'intérêt dans l'immeuble.

« Un emplacement en la cité de Jacques-Cartier, connu comme étant des parties de subdivision des lots neuf cent trente-cinq, neuf cent trente-six, neuf cent trente-sept, neuf cent trente-huit et neuf cent trente-neuf du lot originaire cent cinquante-neuf (159 pties 935, 936, 937, 938 et 939) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 965, boulevard Taschereau. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATRIÈME jour du MARS 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.,

Bureau du Shérif,
Montréal, 25 janvier 1966. 13740-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 690 709. { THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse, *vs* CHRISTOS PEZOULOS *et al*, défendeurs.

« Un emplacement formant le coin sud de la rue Ste-Catherine est et la rue Wolfe, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant la plus grande partie ou la partie nord-ouest du lot numéro six cent un (Ptie No 601) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St. Jacques de la ville de Montréal, laquelle partie mesure quarante pieds et six pouces (40'6") de largeur en front dans sa ligne nord-ouest le long de ladite rue Ste-Catherine est et quarante pieds et trois pouces (40'3") de largeur à l'arrière dans sa ligne sud-est selon les mesures prises sur le terrain par Léopold Moretti, Q.L.S., tel qu'il appert du certificat daté du quinzième jour de novembre, dix-neuf cent cinquante-huit (1958) et portant le No 5801, et quarante et un pieds (41') de largeur selon le livre de renvoi officiel par soixante-dix-sept pieds et cinq pouces (77'5") de profondeur dans sa ligne latérale nord-est et soixante-dix-huit pieds et trois pouces (78'3") de profondeur dans sa ligne latérale sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné en front au nord-ouest par ladite rue Ste-Catherine est, à l'arrière au sud-est par le résidu dudit lot numéro six cent un (re. No 601) d'un côté au nord-est par ladite rue Wolfe, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro six cent (No 600) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec la bâtisse dessus érigée portant les

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 543 220. { PETER CERNAK, plaintiff *vs* SAMUEL D DUBROFSKY, defendant.

As belonging and in the possession of the plaintiff, Peter Cernak.

One-half undivided interest in the immoveable:

"An emplacement in the city of Jacques-Cartier, known as subdivision parts of lots nine hundred and thirty-five, nine hundred and thirty-six, nine hundred and thirty-seven, nine hundred and thirty-eight and nine hundred and thirty-nine of original lot one hundred and fifty-nine (159 Pts 935, 936, 937, 938 and 939) on the plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, with the buildings thereon erected bearing civic number 965 Taschereau Blvd."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in Longueuil, on the FOURTH day of MARCH 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 25, 1966. 13740-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 690 709. { THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* CHRISTOS PEZOULOS *et al*., defendants.

"An emplacement forming the south corner of Ste-Catherine Street East and Wolfe Street, in the city of Montreal, known and designated as being the greater or northwest part of lot number six hundred and one (Pt. No. 601) upon the official plan and book of reference of the St. James Ward of the city of Montreal, which part measures forty feet and six inches (40'6") in width in front in its northwest line along said Ste. Catherine Street East and forty feet and three inches (40'3") in width in rear in its southeast line according to the measurements taken on the ground by Léopold Moretti Q.L.S., as appears by certificate dated the fifteenth day of November, nineteen hundred and fifty-eight (1958) and bearing No. 5801, and forty-one feet (41') in width according to the official book of reference by seventy-seven feet and five inches (77'5") in depth in its northeast side line and seventy-eight feet and three inches (78'3") in depth in its southwest side line, the whole english measure and more or less, and being bounded in front to the northwest by said Ste. Catherine Street East, in rear to the southeast by the residue of said lot number six hundred and one (re. No. 601) on one side to the northeast by said Wolfe Street, and on the other side to the southwest by lot number six hundred (No. 600) upon said official plan and book of

Nos civiques 1130 et 1140 de ladite rue Ste-Catherine est.

Un dépôt de $13,710.00 sera exigé de chacun et tout enchérisseur conformément au jugement rendu par l'honorable Juge R. Lafleur, le 28e jour de janvier 1966.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 7 février 1966. 13930-7-2

reference, with the building thereon erected bearing the civic Nos. 1130 and 1140 of said Ste. Catherine Street East.

A deposit of $13,710.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment rendered by the Honourable Justice R. Lafleur on the 28th day of January 1966.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MARCH 1966, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 7, 1966. 13930-7-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montreal, à savoir: No 673 245. CANADIAN PETROLEUM (1959) LIMITED, demanderesse, *vs* BERNARD MELOCHE, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la route Montréal-Toronto, en la paroisse de Vaudreuil, composé:

1° D'une partie du lot originaire numéro cent cinq (Ptie No 105) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, mesurant cent pieds (100′) de largeur par cent vingt-cinq pieds (125′) de profondeur, mesure anglaise, et bornée comme suit, savoir: en front, au nord-est, par la route Montréal-Toronto; en arrière, au sud-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 105 appartenant à Mlle Alice Meloche, ou ses représentants; d'un côté, au nord-ouest, par l'emplacement appartenant à M. Jean Tougas, ou ses représentants; de l'autre côté, au sud-est, partie par l'emplacement ci-après décrit en deuxième lieu, et partie par partie dudit lot numéro 105 appartenant à Demoiselle Alice Meloche ou ses représentants.

2° D'une partie du lot originaire numéro cent cinq (Ptie. No 105) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par cinquante pieds (50′) de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit, savoir; en front, au nord-est par la route Montréal-Toronto; en arrière, au sud-ouest, par partie dudit lot numéro 105 appartenant à Demoiselle Alice Meloche ou ses représentants; d'un côté au nord-ouest, par partie de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu, de l'autre côté, au sud-est, par une autre partie dudit lot numéro 105 appartenant à Mlle Alice Meloche ou ses représentants.

Avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MARS 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 8 février 1966. 13988-7-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 673 245. CANADIAN PETROLEUM (1959) LIMITED, plaintiff, *vs* BERNARD MELOCHE, defendant.

"An emplacement fronting on the Montreal-Toronto Route, in the parish of Vaudreuil, composed:

1. Of a part of original lot number one hundred and five (Pt. No. 105) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Michel de Vaudreuil, measuring one hundred feet (100′) in width by one hundred and twenty-five feet (125′) in depth, English measure, and bounded as follows, to wit: in front, on the northeast by the Montreal-Toronto Route; in the back, on the southwest, by another part of said lot number 105 belonging to Miss Alice Meloche, or her representatives; on one side, on the northwest, by the emplacement belonging to Mr. Jean Tougas, or his representatives; on the other side, on the southeast, part by the emplacement hereafter described in the second place, and part by of said lot number 105 belonging to Miss Alice Meloche or her representatives.

2. Of a part of original lot number one hundred and five (Pt. No. 105) of the said official plan and book of reference, measuring fifty feet (50′) in width by fifty feet (50′) in depth, English measure and bounded as follows, to wit: in front, on the northeast, by the Montreal-Toronto Route; in the back, on the southwest, by part of said lot number 105 belonging to Miss Alice Meloche or her representatives; on one side on the northwest, by part of the emplacement here-above described in the first place, on the other side, on the southeast, by another part of said lot number 105 belonging to Miss Alice Meloche or her representatives.

With a house and other buildings erected thereon.

Such as the whole is presently found, with all the servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said emplacement."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St-Michel de Vaudreuil, county of Vaudreuil, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MARCH, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 8, 1966. 13988-7-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 143-215. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, *contre* GILLES RICHARD, cultivateur de Leclercville, comté de Lotbinière.

« Une terre située en la paroisse de Ste-Emmélie, comté de Lotbinière, concession du Castor, connue sous les numéros cent trente-sept (137) et cent trente-huit (138) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Emmélie, mesurant quatre arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, avec les bâtisses dessus érigées; bornée au nord au cordon des terres du Portage, au sud au ruisseau de l'Espérance, au nord-est au lot 136 et au sud-ouest au lot 139; à détacher dudit lot 138 un arpent de front sur dix arpents de profondeur, à partir du cordon des terres du Portage jusqu'au chemin royal; sujet à une servitude enregistrée sous le No 72959. »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Emmélie, comté de Lotbinière, le QUATRIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 janvier 1966. 13741-4-2-o

[Première insertion: 29, janvier 1966.]
[Deuxième insertion: 19 février 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 143-006. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, *vs* ALBERT RACINE INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Loretteville, et GASTON RACINE, de Loretteville.

a) Un terrain situé à St-Sauveur, en la cité de Québec, au sud de la rue St-Vallier et décret au cadastre comme étant le lot deux cent quarante-huit (248) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec;

b) Un emplacement situé au nord de la rue Demers et décrit au cadastre comme étant la subdivision un du lot originaire deux cent quarante-neuf (249-1) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances;

c) Un terrain situé au nord de la rue Demers et décrit au cadastre comme étant la subdivision B un du lot originaire deux cent cinquante (250-B-1) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances;

e) Un terrain décrit au cadastre comme étant la subdivision B deux du lot originaire deux cent-cinquante (250-B-2) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances;

e) Toute la partie non subdivisée du lot deux cent quarante-neuf du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances;

f) Toute la partie non subdivisée du lot deux cent-cinquante B (250-B) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 143-215. } QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having head office at Quebec, *vs* GILLES RICHARD, farmer of Leclercville, county of Lotbinière.

"A piece of land situated in the parish of Ste-Emmélie, county of Lotbinière, Castor concession, known under numbers one hundred and thirty-seven (137) and one hundred and thirty-eight (138) of the official cadaster for the parish of Ste-Emmélie, measuring four arpents in front by twenty-five arpents in depth, with the buildings erected; bounded on the north by the limit of the lands of the Portage, on the south by the brook of « l'Espérance », on the north-east by lot 136 and on the south-west by lot 139; to detach from the said lot 138 one arpent in front by ten arpents in depth, from the limit of the lands of the Portage up to the Queen's highway; subject to a servitude registered under No. 72959."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Emmélie, county of Lotbinière, on the FOURTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, January 25, 1966. 13741-4-2

[First insertion: January 29, 1966.]
[Second insertion: February 19,1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court No. 143-006. } CANADIAN NATIONAL BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business at Montreal, *vs* ALBERT RACINE INC., corporation legally incorporated having its principal place of business at Loretteville, and GASTON RACINE, of Loretteville.

(*a*) A terrain situated at St-Sauveur, in the city of Quebec, south of St-Vallier street and described on the cadaster as being lot two hundred and forty-eight (248) of the official cadaster of the parish of St-Sauveur, Quebec;

(*b*) An emplacement situated north of Demers street and described on the cadaster as being the subdivision one of original lot two hundred and forty-nine (249-1) of the official cadaster for the parish of St-Sauveur, Quebec, with building thereon erected, circumstances and dependencies;

(*c*) A terrain situated north of Demers street and described on the cadaster as being the subdivision B one of original lot two hundred and fifty (250-B-1) of the official cadaster for the parish of St-Sauveur, Quebec, with building thereon constructed, circumstances and dependencies;

(*d*) A terrain described on the cadaster as being the subdivision B two of original lot two hundred and fifty (250-B-2) of the official cadaster for the parish of St-Sauveur, Quebec, with building thereon constructed, circumstances and dependencies;

(*e*) The whole non-subdivided part of lot two hundred and forty-nine of the official cadaster for the parish of St-Sauveur, Quebec, with building thereon constructed, circumstances and dependencies;

(*f*) The whole non-subdivided part of lot two hundred and fifty B (250-B) of the official cadaster for the parish of St-Sauveur, Quebec, with buil-

bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 février 1966. 14020-7-2-o

[Première insertion: 19 février 1966]
[Deuxième insertion: 12 mars 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 142-662. FERNAND BLOUIN AUTO INC., corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires dans le district de Québec, et municipalité de St-Agapit, *contre* JEAN PAUL POULIN, vendeur, domicilié à rue du Collège, St-Agapit, comté de Lotbinière, district de Québec.

« Un emplacement situé au nord de la rue du Collège, dans le village de St-Agapit, faisant partie du lot numéro deux cent cinq (P. 205) du cadastre de St-Agapit, mesurant (70′) soixante-dix pieds de largeur sur une profondeur de (141′ 5″) cent quarante et un pieds et cinq pouces dans la ligne nord-est et (139′ 5″) cent trente-neuf pieds et cinq pouces dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et borné comme suit: vers le sud par la rue du Collège, vers le nord par l'emplacement d'Alphonse Faucher, d'un côté vers le nord-est par Alonzo Vermette et de l'autre côté vers le sud-ouest par Fernand Rousseau ou représentants avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Agapit, comté de Lotbinière, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 février 1966. 14021-7-2-o

[Première insertion: 19 février 1966]
[Deuxième insertion: 12 mars 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 143-650. THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité de Montréal et un bureau d'affaires dans les cité et district de Québec, *contre* DAME JOY PATON, épouse contractuellement séparée de biens de John Dinan Quart, contracteur, et ledit JOHN DINAN QUART, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, tous deux domiciliés dans la cité de Sillery, district de Québec, et JEAN CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec, domicilié dans les cité et district de Québec.

1° Le lot numéro deux-un-C-trois (2-1-C-3) du plan cadastral officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, dans le comté de Québec; de forme rectangulaire, mesurant cent dix pieds (110′) de largeur sur la rue Noury sur cinquante pieds (50′) de profondeur et ayant une superficie de cinq mille cinq cents pieds carrés, mesure anglaise (5,500 p. c. m. a.).

2° Le lot numéro deux-un-C-quatre (2-1-C-4) sur ledit plan cadastral pour la paroisse de St-Colomb de Sillery; de forme irrégulière, mesurant cent soixante-trois pieds (163′) plus, ou moins

ding thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, at the Court House, at Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, Febraury 14, 1966. 14020-7-2

[First insertion: Febraury 19, 1966]
[Second insertion: March 12, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 142-662. FERNAND BLOUIN AUTO INC. body politic and corporate, legally constituted, having its business head office in the district of Quebec, and municipality of St. Agapit, *againts* JEAN PAUL POULIN, salesman, domiciled on College St., St. Agapit, county of Lotbinière, district of Quebec.

"An emplacement situated on the north of College St., in the village of St. Agapit, forming part of lot number two hendred and five (P. 205) of the cadaster for St. Agapit, measuring (70′) seventy feet in width by a depth of (141′ 5″) one humded and forty-one feet and five inches on its north-east line and (139′ 5″) one hundred and thirty-nine feet and five inches on its south-west line, the whole english measuring and bounded as follows: towards the south by College St., towards north by the emplacement of Alphonse Faucher, on a side towards north-east by Alonzo Vermette and on the other side towards south-west by Fernand Rousseau ou representatives, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St. Agapit, county of Lotbinière, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 15, 1966. 14021-7-2

[First insertion: February 19, 1966]
[Second insertion: March 12, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 143-650. THE ROYAL TRUST COMPANY, a corporation legally constituted, having its head office in the city of Montreal, and a business office in the city and district of Quebec, *vs* DAME JOY PATON, wife contractually separate as to property of John Dinan Quart, contractor, and the said JOHN DINAN QUART, to authorize and assist his wife for the purpose of these presents, both domiciled in the city of Sillery, district of Quegec, and JEAN CHARLES PICHER, notary, in his quality of Registrar for the Quebec Registry Division, domiciled in the city and district of Quebec.

1. Lot number two-one-C-three (2-1-C-3) of the official cadastral plan for the parish of St. Colomb de Sillery, in the county of Quebec; of rectangular shape, measuring one hundred and ten feet (110′) in width on Noury Street by fifty feet (50′) in depth and having a superficial area of five thousand five hundred square feet, English measure (5,500 sq. ft. e. m.).

2. Lot number two-one-C-Four (2-1-C-4) on the said cadastral plan for the parish of St. Colomb de Sillery, of irregular shape, measuring one hundred and sixty-three feet (163′) more or less

sur sa ligne nord-est, quatre-vingt-deux pieds (82′) sur la rue Maritain, cent trente pieds (130′) sur l'avenue Dobell et cent dix pieds (110′) sur la ligne qui le sépare dudit lot numéro deux-un-C-trois (2-1-C-3) et ayant une superficie de quatorze mille et soixante-quatre pieds carrés, mesure anglaise (14,064 p. c. m. a.).

3° Un droit de passage à perpétuité à pieds ou par véhicules, en commun avec les autres usagers, sur ladite rue Noury et l'avenue Dobell, de manière à communiquer de l'avenue Charles Huot à la propriété présentement vendue, et vice versa.

Avec la bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Colomb de Sillery le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 février 1966. 14022-7-2

[Première insertion: 19 février 1966.]
[Deuxième insertion: 12 mars 1966.]

on its north east line, eighty-two feet (82′) on Maritain Street, one hundred and thirty feet (130′) on Dobell Avenue and one hundred and ten feet (110′) on the line which divides it from said lot number two-one-C-three (2-1-C-3) and having a superficial area of fourteen thousand and sixty-four square feet, English measure (14,064 sq. ft. e. m.).

3. A right of way in perpetuity on foot and in vehicules, in common with other users, upon the said Noury Street and Dobell Avenue, in order to have communication from Avenue Charles Huot to the hereby sold property, and vice versa.

With building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St. Colomb de Sillery on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 15, 1966. 14022-7-2-o

[First insertion: February 19, 1966.]
[Second insertion: March 12, 1966.]

RICHELIEU

District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 16-988. GÉRARD TÉTREAULT, cultivateur, de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* JACK RING, de la cité de Chicago, État de l'Illinois, l'un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

Avis

Prenez avis que la vente qui devait avoir lieu le quinzième jour de février 1966 à onze heures a.m., à la porte de l'Église paroissiale de Verchères, comté de Verchères, dans la cause Cour supérieure No 16-988, district de St-Hyacinthe, a été rapportée au VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1966, au même endroit, à DEUX heures p.m.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 15 février 1966. 14023-o

RICHELIEU

District of St. Hyacinthe

Superior Court, No. 16-988. GÉRARD TÉTREAULT, farmer of St. Césaire, district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* JACK RING, of the ciry of Chicago, State of Illinois, one of the United States of America, defendant.

Notice

Take notice that the sale that should have taken place on the fifteenth day of 1966, at eleven o'clock a.m., at the parochial church door of Verchères, county of Verchères in the case of the Superior Court, No. 16-988, district of St. Hyacinthe, will take place on the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1966, at the same place at TWO o'clock p.m.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, February 15, 1966. 14023

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, Comté d'Argenteuil No 11594. PERLEY AUTOMOBILES LIMITED, corps politique dûment constituée en corporation, conformément à la Loi, ayant sa place d'affaires à Hawkesbury, province d'Ontario, demanderesse, *vs* ELMER DEWAR, bourgeois, résidant à « Lost River » district of Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur.

« Ce certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Harrington, comme faisant partie du lot No 6 lettre « B » du troisième rang (Ptie 6-B-R. 3) mesurant 500 pieds de l'est à l'ouest sur le côté sud, et 436 pieds de l'est à l'ouest du côté nord, sur

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, County of Argenteuil No. 11594. PERLEY AUTOMOBILES LIMITED politic body duly incorporated accord to a law having its place of business in Hawkesbury province of Ontario, plaintiff *vs* ELMER DEWAR, gentleman, residing at Lost River district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designed, in the possession of the defendant.

"That certain emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Harrington, as forming part of lot No. 6 letter "B" in the third range (Pt. 6-B-R. 3) measuring 500 feet from east to west on the south side, and 436 feet from east to

une largeur de 300 pieds au long de la route numéro 31, qui le borne à l'est et 200 pieds du côté ouest; borné au sud, à l'ouest et au nord par le résidu dudit lot appartenant à Roderick Chisholm; le coin nord-est est situé à une distance de 480 pieds de l'intersection du chemin avec la ligne de division des lots 6-A et 6-B du troisième rang; avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte du Bureau de poste (magasin général) à Lost River, comté d'Argenteuil, JEUDI le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions; comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 9 février 1966. 13989-7-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 56 919. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* JAMES VINCENT COOKE, autrefois de St-Eustache, district de Terrebonne, et présentement demeurant à 108, Clydesdale Drive, Agincourt, province d'Ontario, défendeur.

Avis de vente

La propriété immobilière suivante en la possession du défendeur comme propriétaire, *animo domini:*

« Ce certain emplacement ayant front sur la sixième avenue dans la ville de St-Eustache sur le Lac, province de Québec, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur en front au nord-est le long de ladite sixième avenue et en arrière au sud-ouest par une profondeur uniforme de quatre-vingt-seize pieds (96′) connu et désigné aux plffin et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache comme étant le lot cent trente-cinq de la subdivision du lot soixante-huit (68-135)

Avec un chalet dessus construit portant le numéro civique 300, sixième avenue. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Agapit, Chemin d'Oka, cité de Deux-Montagnes (St-Eustache sur le Lac), MERCREDI le TRENTIÈME jour de MARS 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saitn-Jérôme, le 14 février 1966. 14024-7-2

west on the north side, by a width of 300 feet along the Highway number 31, which bounds it on the east and 200 feet on the west side; bounded south, west and north by the remainder of said lot belonging to Roderick Chisholm; the northeast corner is situated at a distance of 480 feet from the intersection of the road with the division line of the lots 6-A and 6-B in the third range; with all the buildings thereon erected."

To be sold at the Post Office door (general store) at Lost River, county of Argenteuil, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, February 9, 1966. 13989-7-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 56 919. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal plaintiff, *vs* JAMES VINCENT COOKE, formerly of St. Eustache, district of Terrebonne, and presently residing at 108 Clydesdale Drive, Agincourt, Province of Ontario, defendant.

Notice of sale

The following immoveable property in the possession of the defendant as owner, *animo domini:*

"That certain emplacement fronting on sixth Avenue in the town of St. Eustache sur le Lac, Province of Quebec, measuring fifty feet (50′) in width in front to the north-east along said Sixth Avenue and in rear to the south-west by a uniform depth of ninety-six feet (96′) known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Eustache as being lot one hundred and thirty-five of the subdivision of lot sixty-eight (68-135).

With a cottage thereon erected bearing civic number 300, Sixth Avenue."

To be sold at the church door of the parish of St. Agapit, Oka Road, city of Two Mountains (St. Eustache sur le Lac), WEDNESDAY, the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at TWO o'colck in the afternoon.

Condition: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, February 14, 1966. 14024-7-2-o

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Chicoutimi

(Correction)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 22 et 29 janvier 1966, aux pages 465 et 679, veuillez changer la date de vente en remplaçant le mot « onze » par le mot « dix » la vente devant avoir lieu jeudi, le dixième jour de mars 1966.

Chicoutimi, le 4 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ALLYRE GAGNON.

13859-6-2

Sales for Taxes

Municipality of the county of Chicoutimi

(Correction)

In the notice of sale for taxes of the county above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette*, on the 22nd and 29th of January, 1966, on pages 465 and 679, please change the date of sale by replacing the word "Eleven" the word "Ten" the sale taking place on Thursday, the tenth day of March 1966.

Chicoutimi, February 4, 1966.

ALLYRE GAGNON,
Secretary-Treasurer.

13859-6-2

Municipalité du comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Beauharnois, les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel de Ville de Beauharnois, JEUDI, le DIXIÈME jour de MARS, 1966, à DEUX heures de l'après-midi taxes scolaires et et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais, avant la vente, à savoir:

Municipality of the county of Beauharnois

Public notice is hereby given, by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentionned municipality of Beauharnois, the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the town hall, in the town of Beauharnois, THURSDAY, the TENTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, for school taxes and other dues on the various lots of land hereinafter designated, unless the said taxes and dues have been paid, with costs, before the sale, to wit:

Commission scolaire de Beauharnois — School commission of Beauharnois

Propriétaire enregistré — Registered proprietor	Description de l'immeuble — Description of the immoveable	Taxes scol. — School taxes
Maurice Leduc	15	$ 151.76
Juliette Maheu a/s-c/o M.-Mr. André Daoust	107-1, 2	90.20
Mme-Mrs. Georges-Henri Primeau	446	80.10
Jean-Guy Auger	125-2	178.60
Benoit Sauvé	132-4	172.70
Robert Bourgouin	553-8	160.16
Vallée & Fils	144	97.25
Gérard Allard	1-2	4.78
Jean-Pierre Faubert	P. 374 et-and P. 428	57.56
André Richard	P. 304	174.26
Edmour Vallée	126-28	236.30
Marcel Vallée	133-44	155.97
Eugène St-Louis	553-73	137.00
Marguerite Lefebvre	553-64	158.12
Félix Bijeau	56-1	22.86
Laurian Laroche	137-8	12.36
Jean-Paul Fortier	139-25	102.16
Jean-Yves Proulx	149-10	19.05
Maurice Ménard	149-11	208.05
Gérard Poissant	198	332.72
L. C. Ravenelle	P. 60	815.92
Eugène Couillard	P. 358	536.15
Roger Hébert	52-11, 52-14, 52-15, 52-12	337.26
Robert Auger	130-77	271.91
Beaurock Land Dev.	133-55, 56, 57, 58, 59, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 39, P. 133	565.18
Berthe Dagenais	553-8	168.05
Mme-Mrs. Louis Primeau	P. 231	333.34
André Paquette	125-195	334.16
André Guérin	125-187	213.21
Elmack Land Dev.	155	163.39
Maurice Perreault	52-12	237.20
Marc-Aurèle & Florian Vinet	139-1, 2	533.91
Laurier Gatien	P. 499	140.14
Philippe Vinet	139-14	122.16

Donné à Salaberry-de-Valleyfield, ville de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, ce quatrième jour du mois de février mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT LUPIEN.

13874-6-2-o

Given at Salaberry-of-Valleyfield, town of Salaberry-of-Valleyfield, county of Beaunarnois, this fourth day of the month of February one thousand nine hundred and sixty-six.

ROBERT LUPIEN,
Secretary-Treasurer.

13874-6-2-o

Municipalité du comté d'Abitibi

(*Addenda*)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté cihaut mentionné, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 5 février 1966, à la page 961, veuillez ajouter les lots suivants:

Municipality of the county of Abitibi

(*Addenda*)

In the notice of sale for taxes of the county above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* of February 5, 1966, on page 961, please add the following lots:

Commission scolaire de Preissac — School commission of Preissac

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Villemontel	P. 14	1	Eugène Viens		$ 18.48	$ 18.48
Comprenant un emplacement de 60′ x 100′ environ sis au coin nord-est dudit lot.			Comprising an emplacement of about 60′ x 100′ situated at the northeast corner of the said lot.			
Villemontel	29	1	Ernest Pelchat		134.87	134.87
Villemontel	36	1	Ernest Pelchat		33.57	33.57
Villemontel	30	1	Marcel Pelchat		106.30	106.30
Villemontel	2/3 e. 22 s. riv. 2/3 o.-w. 21 s.r.	2 1	Succ.-est. Jean Béchard		93.22	93.22
Villemontel	25	2	Léonidas Larochelle		87.79	87.79
Villemontel	34	2	Lorenzo Prévost		100.49	100.49
Presissac	P. N 30		Succ.-est. Paul-Émile Lachance			
	1-2-3-4	7			153.65	153.65
Preissac	13-14	9	Jean-Baptiste Martel		110.47	110.47
Preissac	14	10	Rosario Labrecque		116.53	116.53
Preissac	P. B	9	Léonidas Miur		90.88	90.88
Comprenant un emplacement de 200′ x 400′ environ sis au coin nord-est du lot plus haut mentionné.			Comprising an emplacement of about 200′ x 400′ situated at the northeast corner of the lot above-mentioned			
Preissac	½ E 21C2 E 22F1	9 9	Émile Gosselin		172.98	172.98
Preissac	22 E 1 ½ o.-w. 21C2 22C1	 9	Rosaire Fortier		114.05	114.05
Distraction faite d'un emplacement de 150′ x 200′ sis au coin nord-est de la propriété susdite.			Withdrawal made of an emplacement of 150′ x 200′ situated at the northeast corner of the above-mentioned property.			
Preissac Chalet.	11-12-42	A	Mme-Mrs. Lucien Froment Cottage.		83.16	83.16
Preissac	109-110	A	P. A. Coulter		34.22	34.22

Donné ce 31e jour de janvier 1966.
Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-P. GARIÉPY.
13858-6-2-o

Given this 31st day of January, 1966.
JEAN-P. GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.
13858-6-2-o

Cité d'Alma

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité d'Alma, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, au lieu ordinaire des séances du conseil municipal de la cité d'Alma, en l'hôtel de ville d'Alma, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

City of Alma

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk of the city of Alma, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, where the Municipal Council meetings of the city of Alma are usually held, in the City Hall in Alma, on the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, to pay for municipal and school taxes with the interest and the costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Description de la propriété — Description of the property	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lefaivre, Marmette, Verroeul & Delwaide, 110 est-east, rue Racine Street, Chicoutimi, P.Q.	Rue St-Pierre Street, 1-A-37, rg Saguenay, canton-township Labarre	$ 17.16 0.41*	$ 28.93 3.55	$ 50.05
Marcil, Alphide, 632, St-Dominique, Jonquière, P.Q.	36, rue St-Joseph Street, 3-B-4, rg 1, Ile d'Alma, canton-township Delisle	244.26 16.82*	250.73 34.38*	546.19
Municipal Mortgage, 1175, Jean-Talon, Montréal, P.Q.	21-23, rue Boudreault Street, 10-A-115, rg 1, Ile d'Alma, canton-township Delisle	366.50 18.00*	587.06 66.72*	1.038.28
Tremblay, Stanislas, a/s-c/o Rosaire Tremblay, Rocheveaucourt, Despinassy, Abitibi, P.Q.	Rue Gouin Street, 4-74, rg 1, Ile d'Alma, canton-township Delisle	5.54 0.21*	12.56 3.02*	21.33
Succession-estate Télesphore Nolin, 370, Harvey Est-East, Alma, P.Q.	Rue Nolin Street, 17-A-17, rg 9, canton-township Signai	13.74 0.92*		14.66
Succession-estate Télesphore Nolin, 370 Harvey Est-East, Alma, P.Q.	Rue Nolin Street, 17-A-18, rg 9, canton-township Signai	13.74 0.92*		14.66

* Intérêts — Interests.

L'énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles a été autorisée par la Commission Municipale de Québec, en date du 31 janvier 1966, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

Donné sous mon seing, à Alma, ce 10e jour de février 1966.

Le Greffier,
PAUL TREMBLAY.

13964-7-2-o

The abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables was authorized by the Quebec Municipal Commission, dated January 31st, 1966, in conformity with the provisions of section 550 of the cities and towns Act.

Given under my seal, at Alma, this 10th day of February, 1966.

PAUL TREMBLAY,
Clerk.

13964-7-2

Municipalité du comté de Papineau

Correction

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 22 et 29 janvier 1966, aux pages 362 et 627, veuillez faire la correction suivante:

Corporation du Village de Montebello, Succession W. T. Owens, le numéro du lot devrait se lire P. 160 au lieu de P. 166.

Le Secrétaire-trésorier,
C. A. MONTREUIL.

14016-7-2-o

Municipality of the county of Papineau

Correction

In the notice of sale for taxes of the abovementioned county, published in the editions of the *Quebec Official Gazette* of January 22 and 29, 1966, on pages 362 and 627, please make the following correction:

Corporation of the Village of Montebello, Succession W. T. Owens, the number of the lot should read P. 160 instead of P. 166.

C. A. MONTREUIL,
Secretary-Treasurer.

14016-7-2

INDEX No 7

ACTIONS
en séparation de biens

ACTIONS
for Separation as to Property

Johnson *vs* Gélineau 1166
Labrie *vs* Paquette 1166

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

39 – Modifications au Règlement concernant le congé pour activités syndicales 1164
39 – Amendments to the regulation concerning the leave of absence for union activities 1164
72 – Modifications au règlement concernant le congé pour activités syndicales 1165
72 – Amendments to the regulation concerning leave of absence for union activities 1165
185 – Article 7 des règlements des bois et forêts 1163
185 – Section 7 of Woods and Forests Regulations 1163
218 – Construction, Québec 1136
219-A – Employés de garage, Québec 1143
219-A – Garage employees, Québec 1143
219-B – Métallurgie, Québec 1150
219-B – Metal Trades, Québec 1150
219-C – Coiffeurs pour hommes et dames, Québec 1158
219-C – Men's and ladies' hairdressers, Québec 1158
219-D – Construction, Saint-Jean et-and Iberville 1161
219-E – Bâtiment, Terrebonne, Labelle *et al* 1162
219-E – Building, Terrebonne, Labelle *et al* 1162
219-F – Construction, Rimouski (*Correction*) 1162
219-G – Construction, Québec 1162
219-H – Construction, Québec 1163

ASSOCIATIONS Coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative étudiante de la Masse (*Form.*) 1166
Association coopérative industrielle de St-Joseph de Beauce (*Form.*) 1166
Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative) (*Form.*) 1167

AVIS

NOTICES

Began, Mark (*Nom – Name ch.*) 1170
Bobot, Naftali Lucien Gilbert (*Requête Petition*) 1167
Chevaliers de Colomb de Plessisville (Conseil 2527) 1170
Chevaliers de Colomb de St-Jean (Conseil 1145) 1169
Chin, Lip Mon (George) (*Requête – Petition*) 1167
Corporation des Maîtres Électriciens de Québec (*Règl.*) 1178
Corporation of Master Electricians of Quebec (*By-laws*) 1178
Église Baptiste de St-Constant (L') (*Requête – Petition*) 1167
Hum, Sing Wing (*Requête – Petition*) 1167
Jakimczuk, Kazimierz Leopold (*Requête – Petition*) 1170
Joliette, cité – city (*Requête – Petition*) 1168
Knights of Columbus of Plessisville (Council 2527) 1170
Knights of Columbus of St. John (Council 1145) 1169
Nazareth, munic. (*Requête – Petition*) 1170
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, munic. (*Requête – Petition*) 1170

AVIS (*suite*) **NOTICES** (*continued*)

Rimouski, cité – city (*Requête – Petition*) 1170
Seto, Kuo Chong (*Requête – Petition*) 1168
St-Anaclet-de-Lessard, munic. (*Requête – Petition*) 1170
Ste-Anne-de-Pointe-au-Père, munic. (*Requête – Petition*) 1170
St-Germain-de-Rimouski, munic. (*Requête – Petition*) 1170
Ste-Odile-sur-Rimouski, munic. (*Requête – Petition*) 1170
Shawn, Victor (*Nom – Name ch.*) 1170
Weinrauch, Robert Michael (*Requête – Petition*) 1170

Bill **Bill**

Sanctioned 1172
Sanctionné 1172

CAISSES d'épargne et de crédit **SAVINGS and credit unions**

Caisse d'Écomonie des employés de Gilgert Products Inc. (*Form.*) 1172
Caisse d'Écomomie du Groupe Aluminum Alma (*Nom-Name ch.*) 1173
Caisse Populaire de Roxboro (*Nom-Name ch.*) 1172

COMPAGNIES **COMPANIES**

Avis relatifs à la loi des **Notices relative to the Act of**

Autorisée à faire des affaires **Licensed to do Business**

Genelco Finance Limited 1173

Chartes — Abandon de **Charters — Surrender of**

Association des Obstétriciens et Gynécologues de la Province de Québec (L'). 1173
Association of Obstetricians and Gynaecologists of the Province of Quebec .. 1173
Diocesan Camp Corporation 1174
K. M. Corporation 1173
Lépine Inc 1175
Marceau (Ph.) & Fils Ltée 1174
Metropolitan Industrial Park Inc 1173
Rainbow Vending Machines Inc 1174
Valley Appliances Ltd 1174
Wilson (J. M.) Inc 1174

Dissoutes **Dissolved**

Alouette Petroleum Canada Inc 1175
Breslin Holdings Ltd 1175
Centre des Achats de Lévis inc 1175
Clinique de la Montagne inc 1176
D. E. L. ltée–Ltd 1175
Elex Corp 1175
Four and Five Ste. Dorothee Inc 1175
Frederick Snare (Quebec) Ltd 1176
Hôtel Meunier limitée 1176
Lake Terminals Ltd 1176
Le Rouet Woollen Shops Limited 1176
Lifeline Construction Inc 1176
Magasin du peuple ltée 1176
Mountain Clinic Inc 1176
Noram Development Corporation 1177
North End Builders Supply Ltd 1177
Ouellet (Camille) inc 1177
Port Royal Investments Corp 1177
Trinité construction inc 1177
Turret Homes Ltd 1177
Universal Timber Products Ltd 1177

Divers **Miscellaneous**

Alumnae Associates Inc. of the Royal Victoria Hostipal Training School for Nurses (*Règl.-By-laws*) 1179
Chartered Estate Planning Corporation (*Dir.*) 1179
Collier, Norris & Quinlan Limited (*Dir.*) 1179
Confiserie Chomeday inc. (*Dir.*) 1179
Entreprises Massawippi inc. (*Dir.*) 1179
Fomac ltée (*Dir.*) 1178
Grenier, Ruel & cie inc. (*Dir.*) 1178
Grenier, Ruel & Co. Inc. (*Dir.*) 1178
Highway Safety Service Ltd. (*Dir.*) 1179
Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce (*Règl.-By-laws*) 1178
Immeuble social inc. (*Dir.*) 1179
Knopp's of the Mount Royal Inc. (*Dir.*). 1179
Lightstone Realty Corp. (*Dir.*) 1178
Lightstone Sales Company Inc. (*Dir.*) .. 1178
Mobilab inc, (*Dir.*) 1178
O'Neill, Grattan & Smith Inc. (*Dir.*) .. 1178
Placements Alfa inc. (Les) (*Dir.*) 1179
Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée (*Dir.*) 1178

Lettres patentes **Letters Patent**

A. H. Investment Corp 1086
Abitibi Asbestos Mining Company Limited 1086
Académie des Gastronomes du Québec .. 1087
Aigles d'Alma inc. (Les) 1087
Airesearch Equipment Co. Ltd 1087
Algar Inc 1088
Alimentation Jos Simard inc 1088
Alliance Finance Corporation of Canada Ltd 1088
Alouette Nettoyeur inc 1089
Antigo Inc 1089
Association des abattoirs avicoles du Québec inc. (L') 1089
Atelier Cadieux inc 1090
Atlantic Engraving Ltd 1090
Auberge des Érables ltée 1090
Audet & Associates Inc 1091
Audet & associés inc 1091
Bacon (F.) Co. Inc 1091
Bella-Meyer Inc 1091
Bell Truck Cartage Ltd 1092
Bérubé & fils inc 1092
Bilodeau (Cecil) autos ltée 1092
Birmingham Holdings Ltd 1093
Bishop Development (1965) Corp 1093
Blakenor Limited 1093
Bonaly Limited 1094
Boucan inc. (Le) 1094
Bouchard & Hudson Limited 1094
Bouchard & Hudson limitée 1094
Brault (Michel B.) ltée 1095
Brookview Development Ltd 1095
Brossard frères inc 1095
Capri (Trois-Rivières) inc 1096
Centre des loisirs de St-Henri-de-Taillon 1096
Cerat (G.) Co. Ltd 1096
Charette et Parent inc 1097
Chartier automobile ltée 1097
Cimon (Paul) inc 1097

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Classic Clothing & Sportwear Co. Ltd. . 1097
Club d'auto-neige Le Sapin D'Or, inc. . . 1098
Club de hockey Victoria inc. (Le) 1098
Common Fund Society Inc 1124
Compagnons des Métiers d'Art inc. (Les) 1098
Confection Ste-Marie Cie ltée. 1121
Corporation des produits de bois d'érable 1112
Couture (Yvon) inc. 1099
Darlington Restaurant Inc 1099
Domaine Dominique inc. 1099
Du Bo Meubles ltée 1100
Ducharme (R. & G.) inc 1100
Élite entretien ltée 1100
Elite Maintenance Ltd. 1100
Emgee Enterprises Inc. 1101
Entreprise d'entretien Métro inc. (L'). . 1101
Entreprises Grenier & fils inc 1101
Entreprises L. E. C. limitée (Les) 1102
Fmc-Beloit-Sorel Company 1102
Ferme de La Poule aux oeufs d'Or ltée (La) 1102
Fillion (Jean-Marie) inc. 1102
Flash Electric (1965) Ltd. 1103
Fleury Electric inc 1103
Fonds d'Éducation St-François inc. (Le) 1103
Furniture Clearing House Inc. 1104
Gagnon (Al) inc. 1104
Galerie ars Classica inc. 1104
Gasbec inc 1105
Gaudreau (J. G.) et associés inc. 1105
Gaudreau (J. G.) and Associates Inc. . . 1105
Godin auto service inc 1105
Gravure Atlantic ltée 1090
Gresham Industrial Inks Limited. 1106
Hart (Joe) Limited 1106
Henbe Corporation 1106
Hôpital Ste-Thérèse inc 1107
Immeubles Levasseur ltée (Les) 1107
Industrial Safety J P Inc. 1107
Industries Stella inc. (Les). 1108
Industries Valcartier inc. (Les). 1108
Jems Investment Corp. 1108
K. L. Mfg. Ltd 1109
Kellam's of Montreal Ltd 1109
Kinto Associates Inc. 1109
Labrie (Guy) ltée 1109
Lamer & Côté (Québec) ltée. 1110
Lamond (C.) inc 1110
Lapierre (P. E.) & fils ltée. 1110
La Sarre construction ltée 1111
Laurentian Travel Inc 1128
Librairie médicale de Montréal inc 1111
Maison Pierre inc. (La) 1111
Mantha (Léonard) inc 1112
Maplewood Products Corporation 1112
Mar-gi excavation inc. 1112
Marigide (F.) inc. (*Erratum*). 1180
Metro Maintenance Enterprise Inc 1101
Mobilier scolaire Maskinongé inc. 1113
Montreal Medical Book Centre Inc. . . . 1111
Motel Universel inc. 1113
Nu-Fabrics Inc 1113
Orfèvrerie Laurier inc. 1114
Parmel Investments Inc. 1114
Parmil ltée 1114
Penarroya Canada limitée 1114
Placements Delac inc 1115
Placements Fernand Pilon inc. (Les). . . 1115
Placements Solva inc. (Les). 1116
Precision Hardware Cie ltée 1116
Pressburger (M.) Inc. 1116
Producteurs de lait nature de Montréal inc. (Les) 1117
Productions « Entre La Mer et L'Eau Douce » Inc. 1117
Purifi-Tronique inc. 1117
Quebec Electrical Supplies Limited 1118
Reliable Processing Co. Ltd. 1118
Restaurant Boulevard (St-Jean) inc. . . . 1118
Restaurant Chez Camille ltée 1119
Restaurant Mambo Inc. 1119
Richardson Inc. 1119
Rol-Art Sales Co. 1120
Rollon Cie ltée 1120
Rollon Co. Ltd. 1120
Rouleau construction ltée 1120
Rubin (E. Bernard) Inc. 1120
S B C Corporation 1121
Sécurité industrielle J P inc. 1107
Société Kintol inc. (La) 1109
Stella Industries Inc. 1108
Ste-Marie Mfg. Co. Ltd. 1121
Savoie (René) inc. 1121
Service des loisirs de la Rive-Sud métropolitaine (Le) 1122
Service des loisirs Ste-Catherine-d'Alexandrie 1122
Silver (J. & H.) Management Corp. . . . 1123
Simplified Business Systems Services (Eastern Division) Inc. 1123
Société d'administration et de relations professionnelles du Québec inc. (La) . 1123
Société des fonds communs inc. (La) . . . 1124
Société immobilière Montarville inc. . . . 1124
Société Kintol inc. (La) 1109
Spear Corporation Ltd. 1124
Superco inc. 1125
Telis Co. Ltd. 1125
Tétrault (Alpha) inc. 1125
Timbres Unico Ltd. 1126
Transvision Cowansville inc. 1126
Valcartier Industries Inc. 1108
Valois Electrical Motor Repairs Ltd. . . . 1126
Velmont Investments Inc. 1127
Venus Trading Co. Ltd. 1127
Vêtements Opera inc. 1127
Voyages Laurentiens inc. 1128

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada. 1180
Anva construction inc. 1128
Archambault (F.) inc. 1128
Association des sous-entrepreneurs et fournisseurs de construction du Québec. 1135
Automotive Sales & Service Ltd. 1128
Bio-Millet Laboratories Inc. 1132
Boire et frères transport ltée 1129
Brown-Lee Investment Corp. 1129
Canadian Adhesives Limited 1129
Cassal Corp. 1129
Clinique métropolitaine ltée 1129
Compagnie des papiers Kraft et cartons Price (La) 1134
Dochodova Investment Co. Ltd. 1130
Doucet (Raymond) (1965) ltée 1130
Drummond (Julia) Residence Association (The) 1130
Rusco (Duroy) inc. 1130
Empire Crockery Company 1131
Fiat construction inc. 1131
Immeubles Audet limitée (Les) 1131
Industrial Life Holding Ltd. 1131
International Lacquer Products Ltd. . . . 1131

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

International Rubber & Plastics Corp.. 1132
L. G. Auto Repair Inc. 1132
Laboratoires Bio-Millet inc. 1132
Lemay autobus ltée 1132
Levelco Électric incorporée 1133
Metro-Express Publishing Company Company Limited (The) 1134
Metropolitan Clinic Ltd. 1129
Montreal Society of Financial Analysts. 1133
Nanouk Films ltée 1133
Nanouk Films Ltd. 1133
Niagara Limestone Ltd. 1133
Nuway Carpet Ltd. 1133
Ottawa, compagnie de silice ltée (L') 1134
Ottawa Silica Company Ltd. 1134
Perselco Realties Inc. 1134
Price Kraft and Paperboard Corporation 1134
Publication Métro-Express limitée (Les) 1134
Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association 1135
Savrin inc. 1135
Taran Furs Incorporated 1135
United Auto Parts Inc. 1135
Zimble Associates Inc. 1136

Sièges sociaux — ***Head Offices***

All-Canada Gun Sales Inc 1183
Castilly Inc. 1182
Charay Sales Co. Ltd. 1183
Chargo Investments Ltd 1180
Consim (International) Inc. 1183
Coronet Guns & Gunsmithing Inc 1183
Distributeurs Delormier Distributors Inc. 1180
Corporation Labelle-Berri Ltée (La) 1184
Feuchtwanger Proterties (Quebec) Ltd 1181
Hamco Manufacturing Limited 1184
Hamco Manufacture Limitée 1184
Harlaw Investments Ltd 1181
Immeubles Baslor Inc. 1181
Information '67 Inc. 1181
Labarre, Caron, Labarre Inc. 1183
Milbro (1965) Inc 1181
Montclair Floor Covering Ltd 1182
Placements Fernand Gignac Inc. (Les) 1180
Restaurant Le Baroque Inc. 1182
Rubin (E. Bernard) Inc. 1182
Sheba Holdings Inc. 1184
Sheeri Holdings Ltd 1184
Tempo Associates Inc. 1182
Three Hundred Décarie Ltd 1182

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal. 1189
Beauharnois, cité – city 1188
Bailiffs of the district of Terrebonne (The) 1189
Brien, René 1189
Canadian Provident Insurance Company (The) 1190
Charlevoix Racing Club Inc. 1185
Châteauguay, ville-town 1191
Châteauguay-Centre, ville-town. 1191
Church Society of the Diocese of Quebec (The) 1190
Club de Courses Charlevoix Inc. 1185
Club de Courses Gaspé Inc 1185
Club de Courses Jonquière Inc. 1185
Club de Courses Lévis Inc. 1186
Club de Courses Lotbinière Inc 1186
Club de Courses Portneuf Inc. 1186
Club de Courses Roberval Inc 1186
Club de Courses Vaudreuil Inc. 1187
Gaspé Racing Club Inc. 1185
Hampstead, ville–town. 1187
Hôpital Général de Lachine 1189
Huissiers du District de Terrebonne (Les) 1189
Jesuits Fathers (Religious Province of Quebec) (The) 1185
Jonquière Racing Club Inc 1185
Kirkland, ville – town 1190
Lachine, cité–city 1187
Lachine General Hospital 1189
Laval, ville-city 1192
Lévis Racing Club Inc 1186
Lotbinière Racing Club Inc 1186
Montreal Police Benevolent and Pension Society 1189
Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec) (Les) 1185
Pointe-Claire, cité–city. 1187
Portneuf Racing Club Inc 1186
Prévoyants du Canada (Les). 1190
Roberval Racing Club Inc 1186
Roy Barnwell, Dame Aldéa. 1188
Saint-Basile-le-Grand, par. 1192
Société d'Agriculture du Comté de Laprairie (La). 1190
St-Léonard, cité-city. 1191
Vaudreuil Racing Club Inc 1187
Verdun, cité–city. 1188

LIQUIDATION — ***WINDING up Notices***

Avis de

Association coopérative d'habitation de St-Félicien. 1193
Marina Lounge (Le). 1193
Syndicat d'Aqueduc d'Albanel. 1193

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

St-Barnabé (*Dem.-Appl.*). 1193

Finances — ***Finances***

Assurances: — *Insurance:*

Barwick & Son Limited Employees's Mutual Benefit Association (The) 1194
Stabilité (La), Compagnie d'Assurance-Vie 1194
Stability Life Insurance Company. 1194

Richesses naturelles — ***Natural Resources***

Coopérative d'Électricité de Baie des Ha! Ha! (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de Bonaventure (*Diss.*) 1194
Coopérative d'Électricité de Charlevoix-Est (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de Gaspé-Nord (*Diss.*). 1194
Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud (*Diss.*) 1194
Coopérative d'Électricité de l'Alverne (*Diss.*) 1194
Coopérative d'Électricité de l'Ile aux Coudres (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de l'Ile-aux-Grues (*Diss.*) 1195

Richesses naturelles *Natural Resources (suite)* *(continued)*

Coopérative d'Électricité de Montmagny-Sud (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de Nouvelle (*Diss.*) 1194
Coopérative d'Électricité de St-Agnès (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de St-Aimé des Lacs (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de St-Ambroise (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité de St-André de Restigouche (*Diss.*) 1194
Coopérative d'Électricité de St-Fidèle (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité du comté de Chicoutimi (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité du Lac Trois-Saumons (*Diss.*) 1195
Coopérative d'Électricité du Petit Saguemay (*Diss.*) 1195

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Employés de garage, Sherbrooke (*Mod.*) 1195
Garage employees, Sherbrooke (*Amend.*) 1195

Voirie *Road*

Entretien de routes discontinué 1196
Maintenance of roads discontinued 1196

SOUMISSIONS *TENDERS*

Douville, munic. 1197
Gatineau, ville – town 1200
Hampstead, ville – town 1201
Huntingdon, c.s.c. 1202
Ste-Foy, c.s.– s.c. 1199
St-Léonard, cité – city 1198

SYNDICATS *SYNDICATES*

professionnels *Professional*

Association des enseignants du Lac St-Louis (*Nom – Name ch.*) 1203
Association des producteurs de lait de la Rive Nord du Québec (*Exist. term.*) 1204
Association des producteurs de lait des Bois-Francs (*Exist. term.*) 1204
Association des producteurs de lait du Bas-St-Laurent (*Exist. term.*) 1204
Fédération des associations des producteurs de lait du Québec (*Exist. term.*) 1205

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Railway Company 1205

Licitation *Licitation*

Seguier *vs* Cohen *et al* 1205

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Arthabaska *Arthabaska*

Allstate Insurance Company *vs* Nault 1207

Beauce *Beauce*

Société d'Entreprise de Crédit Inc. *vs* Lachance 1207

Beauharnois *Beauharnois*

Nor-Mac Stores Ltd. (Handy Andy Associate Store No. 164) *vs* Laroque 1208

Bedford *Bedford*

Garage Lacoste Inc. *vs* Grondin 1208

Hauterive *Hauterive*

Société d'Entreprise de Crédit Inc. *vs* Beaulieu 1209

Joliette *Joliette*

Joliette, c.s. – s.c. *vs* Rouleau 1209

Montréal *Montreal*

Canadian Petroleum (1959) Limited *vs* Meloche 1211
Cernak *vs* Dubrofsky 1210
Imperial Life Assurance Company of Canada (The) *vs* Pezoulos *et al* 1210

Québec *Quebec*

Banque Canadienne Nationale *vs* Albert Racine Inc. *et al* 1212
Blouin (Fernand) Auto Inc. *vs* Poulin 1213
Canadian National Bank *vs* Albert Racine Inc. *et al* 1212
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Richard 1212
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Richard 1212
Royal Trust Company (The) *vs* Patron *et al* 1213

Richelieu *Richelieu*

Tétreault *vs* Ring 1214

Terrebonne *Terrebonne*

Perley Automobiles Limited *vs* Dewar 1214
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Cook 1215

Taxes *Taxes*

Abitibi, comté – county (*Addenda*) 1216
Alma, cité – city 1217
Beauharnois, comté – county 1216
Chicoutimi, comté – county (*Correction*) 1215
Papineau, comté – county (*Correction*) 1218

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.